

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Mittwoch, 29. Januar 1992, Nachmittag
Mercredi 29 janvier 1992, après-midi

15.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Nebiker/Herr Schmidhalter

91.051

40 Waffenplätze sind genug. Volksinitiative

40 places d'armes, ça suffit! Initiative populaire

Botschaft und Beschlussentwurf vom 11. September 1991 (BBI IV 254)
 Message et projet d'arrêté du 11 septembre 1991 (FF IV 246)
 Kategorie II, Art. 68 GRN – Catégorie II, art. 68 RCN

M. Leuba, rapporteur, présente par écrit l'exposé d'entrée en matière suivant:

L'initiative populaire intitulée «40 places d'armes, ça suffit! – L'armée doit aussi se soumettre à la législation sur la protection de l'environnement» a été déposée le 14 décembre 1990 avec 117 989 signatures valables. Le Département militaire fédéral (ci-après DMF) et le Conseil fédéral ont fait diligence pour soumettre cette initiative au Parlement, puisque le message date déjà du 11 septembre 1991, soit de moins de neuf mois après le dépôt. Votre commission, qui souhaite unanimement que le peuple tranche dans les meilleurs délais les questions soulevées par l'initiative, notamment en ce qui concerne la place de Neuchlen-Anschwilten, pour des motifs sur lesquels nous reviendrons plus loin, remercie le Conseil fédéral de sa célérité.

Votre commission a siégé le 7 janvier 1992. Elle a tout d'abord entendu une délégation des initiants, puis un exposé de M. Villiger, conseiller fédéral. Elle s'est livrée ensuite à un long débat d'entrée en matière, bien que l'entrée en matière soit obligatoire, au cours duquel elle a tenté d'interpréter le texte de l'initiative et s'est fait expliquer les besoins de l'armée en matière d'instruction. Elle a cherché aussi à mesurer les conséquences qu'aurait l'inscription de la norme proposée dans notre droit constitutionnel.

La première remarque qu'il y a lieu de faire, et je crois que cela n'est pas contesté, c'est que le titre de l'initiative ne correspond pas à son contenu. D'une part, en effet, le chiffre de 40 places d'armes ne figure pas dans le texte. En lieu et place, l'initiative prétend interdire tout agrandissement et toute création de nouvelles places d'armes. Elle souhaite soumettre au même régime les places d'exercice et de tir et les aérodromes militaires.

De même, lorsque l'initiative entend soumettre les installations militaires au même régime que les installations civiles en ce qui concerne la protection de l'environnement, l'aménagement du territoire et la police des constructions, elle ne crée que partiellement des modifications au système en vigueur. En principe, les constructions militaires sont soumises au droit matériel de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la police des constructions, en tous cas dans toute la mesure compatible avec le caractère spécifique des constructions militaires. En revanche, la procédure relève de la seule Confédération et c'est dans la mesure où l'initiative entend soumettre ces constructions aussi aux procédures cantonales et communales qu'elle innove.

Mais, évidemment, le noeud de l'initiative, et son origine d'ailleurs, se trouvent dans les dispositions transitoires. C'est la place d'armes d'Herisau-Gossau, dans la région de Neuchlen-Anschwilten, qui est au centre des préoccupations des initiants, en tout cas du comité d'initiative, puisque cette initiative, dont les clauses entreraient en vigueur le jour de son adoption par le peuple et les cantons (cf. art. 20, al. 1, de la disposition transitoire proposée) entraînerait le rétablissement de l'état antérieur sur cette place d'armes, tel qu'il était au 1er avril 1990, soit même avant que l'initiative ait abouti.

Les initiants, lors de leur audition par votre commission, ont fait valoir des arguments contre la réalisation de la place d'armes de Neuchlen-Anschwilten, d'une part, et contre la création ou l'extension de places d'armes de manière générale, d'autre part.

Selon eux, Neuchlen-Anschwilten est une région intacte, sans route de transit ou de ligne à haute tension, sans industrie et sans quartier d'habitation. La région de la Suisse orientale serait déjà largement mise à contribution par des places d'armes, ou, plus exactement, par des places de tir et d'exercice. La mise à contribution de sites protégés, au sens de la loi sur la protection de la nature et du paysage, ne devrait pas être possible pour des installations militaires. Les initiants reprochent à la procédure qui a conduit à l'autorisation de construire de ne pas avoir fait l'objet d'une enquête publique au cours de laquelle la population aurait pu faire opposition. L'armée a pour objectif de défendre le pays, mais pas à n'importe quel prix, et notamment pas si cette défense a pour conséquence la destruction du paysage et de notre écosystème. Les initiants reprochent à l'armée la destruction mécanique du sol, avec ses conséquences en matière d'érosion, les immissions de bruit, en particulier lors des tirs, les dommages aux marécages, notamment par le jet de grenades et, indirectement, par la réalisation de routes et de constructions. L'acceptation de l'initiative permettrait aux associations de protection de la nature de se prononcer. Les initiants reconnaissent cependant que le DMF a fait un pas dans la bonne direction en créant un office de coordination pour la protection de la nature et l'aménagement du territoire, mais ils pensent que l'initiative créerait la base légale nécessaire.

Les initiants insistent encore sur le fait que, à côté des 40 places d'armes, le DMF dispose encore de 70 terrains garantis par des droits réels restreints et de près de 400 places sous contrats. Ils soutiennent que l'initiative a un texte clair et que la recevabilité ne devrait pas être discutée puisqu'elle a été admise par le DMF. Bien que la notion d'agrandissement soit considérée comme ambiguë dans le message, les initiants la définissent comme autorisant les corrections de limites, les rénovations habituelles, les annexes simples et les transformations intérieures. Ce qui serait interdit, selon eux, c'est un changement d'exploitation militaire. Il serait ainsi interdit de remplacer, à un autre emplacement, une place d'armes désaffectée, peu importe sous quelle forme juridique (propriété, droit réel restreint ou simple contrat), la place est à la disposition de l'armée.

L'alinéa 4 de l'article 22 proposé tend à placer les constructions militaires sur le même plan que les constructions civiles, notamment en ce qui concerne l'étude d'impact, le but étant avant tout de permettre aux citoyens de critiquer le projet comme n'importe quel autre, car les constructions militaires ne seraient pas des constructions d'importance nationale comme les autoroutes ou les lignes de chemin de fer. Selon leur interprétation de l'initiative, cantons et communes ne recevraient pas le droit d'interdire des constructions militaires sur leur territoire, mais seulement celui de s'opposer à un projet concret.

Enfin, les initiants insistent sur le fait que le chiffre de 40 places d'armes ne figure pas dans le texte de l'initiative. On ne saurait dès lors en déduire qu'il y aurait une garantie pour la Confédération de pouvoir toujours disposer de 40 places d'armes, puisqu'une place désaffectée ne pourrait être remplacée.

L'entrée en matière étant obligatoire, la première question qui se pose est celle de la recevabilité de l'initiative. Comme vous avez pu le lire dans le message, celle-ci n'est pas contestée par le Conseil fédéral, en raison de la pratique très large qui a cours depuis de nombreuses années.

Dans le cas présent, l'unité de la matière n'est pas évidente, puisqu'un citoyen pourrait être favorable à l'interdiction de la création de nouvelles places d'armes, tout en étant opposé à la soumission des constructions militaires aux procédures cantonales et communales, ou vice-versa. De même, un citoyen pourrait être opposé seulement à la place de Neuchlen-Anschwilen, sans vouloir interdire d'autres places d'armes. On peut légitimement se demander si les initiants n'auraient pas dû déposer deux initiatives distinctes.

En outre, et bien que cela ne soit pas contraire à la pratique, le caractère rétroactif de l'initiative, qui exige que les travaux accomplis avant une éventuelle acceptation soient démolis, ne va pas sans poser des questions de principe difficiles. Ne crée-t-on pas l'insécurité juridique si l'on peut, par une initiative populaire, remettre en cause des projets régulièrement décidés selon la procédure en vigueur au moment où la décision a été prise? Pour prendre une comparaison que chacun comprendra, si la FIFA décide de changer les règles de l'arbitrage footballistique, on ne va pas se mettre à rejouer les matchs joués sous l'ancien règlement, sous prétexte que telle équipe n'aurait pas été éliminée avec les nouvelles règles! Il faut rappeler ici l'initiative parlementaire Zwingli, qui propose de donner aux Chambres fédérales la possibilité de décider de la validité des dispositions rétroactives (91.410). Mais, comme actuellement, les Chambres n'ont pas expressément cette compétence, la commission n'a pas estimé qu'il y avait lieu de donner un effet rétroactif à cette éventuelle nouvelle compétence. Elle n'a donc pas contesté la recevabilité de l'initiative. Outre la question de la place d'exercice de Neuchlen-Anschwilen, qui paraît être devenue une question passionnelle des partisans et des adversaires, ce sont surtout les deux alinéas nouveaux de l'article 22 de la Constitution fédérale qui ont retenu l'attention de votre commission.

La minorité, s'agissant de l'alinéa 3, estime que notre pays est trop petit et trop peuplé pour que l'armée puisse songer à créer ou agrandir des places d'armes ou de tir: au surplus, la réduction des effectifs consécutive au projet «Armée 95» devrait, selon elle, apporter une certaine diminution des besoins. Elle considère que l'impossibilité de remplacer une place désaffectée peut et doit être acceptée.

En ce qui concerne l'alinéa 4, la minorité souhaite, dans l'intérêt de la protection de la nature et du paysage, que les citoyens et les autorités cantonales ou communales puissent s'opposer aux constructions militaires. Une proposition de minorité permettra d'ailleurs à celle-ci de développer son argumentation, bien mieux que je ne saurais le faire.

La majorité de la commission, au contraire, tout en prenant acte du fait que, ni actuellement ni dans un avenir prévisible, le DMF ne souhaite créer de nouvelles places d'armes, considère que l'acceptation de l'initiative aurait des effets gravement néfastes sur la préparation de notre armée. Si celle-ci a besoin d'armes performantes, elle a aussi besoin d'une bonne instruction. Il n'est pas possible, aujourd'hui, de dire quelles seront les armes de demain, ni le matériel nécessaire à l'instruction, mais il est certain qu'on n'arrêtera pas l'évolution, comme le souhaitent implicitement les initiants, le jour de la votation. Or, l'interprétation stricte que donnent ceux-ci à la notion d'agrandissement empêcherait d'adapter les places d'armes à de nouvelles exigences. Bien plus, on peut estimer, et même souhaiter, que l'on augmente les possibilités d'instruction au moyen de simulateurs qui économisent des munitions souvent coûteuses et qui sont favorables à la protection de l'environnement. Mais ces simulateurs exigent souvent de nouvelles constructions qui seraient rendues impossibles par l'acceptation de l'initiative. Ici, celle-ci va directement à l'encontre du progrès sur le plan de l'environnement.

De même, la majorité estime que l'interdiction de remplacer une place d'armes ou de tir désaffectée entraînerait des inconvénients évidents, parce qu'elle empêcherait une adaptation à l'évolution du milieu civil. Qu'on pense simplement à la caserne de Zurich, à celle de Lausanne ou à celle d'Yverdon, progressivement entourées d'habitations et qui n'auraient, avec l'initiative, pas pu émigrer dans le Reppischtal, à Moudon ou à Chamblon. Et c'est précisément le cas de celle de Saint-Gall, sacrifiée sur l'autel d'une bretelle autoroutière ou de celle

de Frauenfeld, menacée par la réalisation de RAIL 2000. Il est en effet évident, en cas d'acceptation de l'initiative, que le DMF devra s'opposer même à des projets civils raisonnables s'ils entraînent la suppression d'une place d'armes qui ne pourrait pas être remplacée. Plus grave encore serait la situation pour les places de tir et d'exercice, qui entraînerait un usage accru de l'article 33 de la loi sur l'organisation militaire, l'armée étant ainsi amenée à faire ses exercices sur n'importe quel terrain privé. L'initiative apparaît dès lors déjà inacceptable à la majorité pour ce seul motif.

En ce qui concerne l'article 22, alinéa 4 cst. (introduction de la procédure ordinaire pour les constructions militaires), la majorité estime qu'elle est incompatible avec le maintien du secret, car ce ne sont pas seulement les casernes qui y seraient soumises, mais n'importe quelle construction, des fortins aux abris de commandement. Elle constate que le DMF a fait un grand effort pour mieux tenir compte de la protection de l'environnement dans ses projets, par l'institution d'une commission de coordination, et par des décisions concrètes, parfois coûteuses, notamment à Neuchlen-Anschwilen. Le DMF a aussi manifesté sa volonté de poursuivre dans la même voie, en particulier par l'éducation des militaires, la préparation de la défense militaire et la protection de l'environnement, qui ne sauraient avoir toujours la priorité. Cette pesée doit être faite, même s'il est évident que le DMF est soumis au droit matériel de la protection de l'environnement comme à celui de la protection de la nature et du paysage.

La majorité a aussi été sensible à l'argument selon lequel une juste répartition des tâches entre la Confédération et les cantons veut que chaque niveau bénéficie des compétences nécessaires pour accomplir celles qui lui incombent. La Confédération ayant la tâche d'assurer la défense militaire du pays et de former les militaires à cette tâche, elle doit aussi avoir la compétence d'entreprendre ce qui est nécessaire dans ce but.

En ce qui concerne plus particulièrement Neuchlen-Anschwilen, il faut souligner que l'exploitation agricole est assurée (cinq des six exploitations seront maintenues) et que l'accès à la place d'armes, comme zone de délassement, est garanti, notamment en fin de semaine. Le responsable local a d'ailleurs fait remarquer qu'aujourd'hui la région d'Anschwilen n'est pas une zone de délassement fréquentée. On peut penser qu'elle le sera davantage lorsqu'elle sera aménagée.

En résumé, la majorité de la commission considère que, par sa rigidité, l'initiative empêcherait une utilisation rationnelle et intelligente des places d'armes et de tir existantes, souvent même aux dépens de la protection de l'environnement et de l'aménagement du territoire, et qu'elle nuirait aux adaptations nécessaires, même civiles. Elle estime que si la Confédération doit impérativement tenir compte des nécessités de la protection du paysage et de l'environnement dans ses projets, elle doit aussi avoir la latitude de les réaliser en sauvegardant le maintien du secret et les nécessités d'une instruction efficace. Elle vous propose, par 17 voix contre 7, de recommander au peuple le rejet de l'initiative.

Enfin, la commission a été saisie d'une motion demandant l'arrêt des travaux sur la place d'armes de Neuchlen-Anschwilen jusqu'à la votation. Cet objet a été longuement discuté. Il y a unanimité sur le fait que la votation doit intervenir le plus vite possible, et notre Parlement doit faire tout ce qui lui incombe pour qu'elle puisse avoir lieu en septembre.

La majorité est bien consciente qu'il ne faut pas que le citoyen se sente placé devant le fait accompli de travaux achevés ou fortement avancés. Mais elle a été plus sensible à la question du principe. Une initiative, même avec une clause rétroactive, n'a pas d'effet suspensif et il n'est pas admissible qu'un projet régulièrement voté selon la procédure en vigueur puisse être paralysé par la volonté de moins de 118 000 citoyens. Au surplus, notre Parlement a voté l'an dernier, à une forte majorité, un crédit pour édifier une balustrade permettant la continuation sans trouble des travaux. Cette barrière a été édiflée. Il serait inconséquent d'ordonner aujourd'hui l'arrêt des travaux, ce qui n'est d'ailleurs que dans la compétence du Conseil fédéral, étant entendu que toutes les précautions doivent être prises pour permettre la remise des lieux en état si l'initiative était acceptée.

En conséquence, la majorité de la commission, par 18 voix contre 7, vous propose de rejeter la motion de la minorité.

Bonny, Berichterstatter: Ich möchte vorweg kurz die Beschlüsse zusammenfassen, die die Sicherheitspolitische Kommission unseres Rates bei der Behandlung dieses Geschäftes gefasst hat. Es sind deren drei:

1. Die Kommissionsmehrheit hat die Initiative «40 Waffenplätze sind genug» mit 17 zu 7 Stimmen abgelehnt.

2. Die Kommissionsmehrheit hat einen Antrag auf eine Kommissionsmotion, die einen Baustopp bis zum Vorliegen des Abstimmungsergebnisses über die Initiative erwirken will, mit 18 zu 7 Stimmen abgelehnt. Dieser Antrag wird im Sinne eines Minderheitsantrages zur Diskussion gestellt werden.

3. Dagegen steht die Kommission mit ganz klarem Mehr hinter einem Kommissionspostulat, wonach die Behandlung der Initiative derart zu beschleunigen ist, dass die Volksabstimmung spätestens im September dieses Jahres durchgeführt wird.

Ich möchte hier sofort beifügen, dass der Bundesrat auf unseren Wunsch eingegangen ist und diese Abstimmung im Monat September dieses Jahres eingeplant hat.

Was will diese Initiative? Sie verlangt in Artikel 22 BV eine Ergänzung durch die neuen Absätze 3 und 4. Absatz 3 hat folgenden Wortlaut: «Militärische Übungs-, Schiess-, Waffen- und Flugplätze dürfen weder neu errichtet noch erweitert werden.»

Absatz 4 lautet: «Militärische Anlagen stehen den zivilen gleich. Bau und Betrieb richten sich nach der eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebung über den Schutz der Umwelt, die Raumplanung und die Baupolizei.»

Schliesslich schlägt die Initiative als dritten materiellen Punkt einen neuen Artikel 20 in den Uebergangsbestimmungen der Bundesverfassung vor. Absatz 1 sieht wie üblich vor, dass Artikel 22 Absätze 3 und 4 mit der Annahme durch Volk und Stände in Kraft treten. Aussergewöhnlich ist Absatz 2, der auch zu Diskussionen Anlass gibt: «Soweit der Waffenplatz Herisau-Gossau im Gebiet Neuchlen-Anschwilen nach dem 1. April 1990 ausgebaut wird, ist der frühere Zustand wiederherzustellen.»

Soweit zum Inhalt dieser Initiative. Wie jeder Verfassungstext ist auch diese Initiative erläuterungsbedürftig. Die Kommission hat sich an einer ganztägigen Sitzung am 7. Januar 1992 damit auseinandergesetzt. Sie hat zuerst einmal unter dem Vorsitz des Präsidenten der Sicherheitspolitischen Kommission, Kollege Hubacher, drei Vertreter des Initiativkomitees angehört. Es ist nicht möglich, diese interessanten Referate hier wiederzugeben. Ich konzentriere mich auf zwei oder drei Punkte, die mir für unsere Beratungen von Bedeutung scheinen.

Bei Artikel 22 Absatz 3, also dem Neuerrichtungs- und Erweiterungsverbot dieser Plätze, wurde klar, dass von den Initianten eine sehr extensive Interpretation dieses Verbotes vorgenommen wird. Sie haben klargestellt – dies geschah vor allem durch ein Referat von Herrn Toni Bernet –, dass alle militärischen Ausbildungsanlagen, die Waffen-, Flug-, Schiess- und Übungsplätze, erfasst werden sollen. Es wurde präzisiert, dass es nicht auf die Art des Benutzungsrechtes dieser Anlagen ankommt, sondern auf ihre militärische Zweckbestimmung.

Von besonderem Interesse und von Bedeutung für die Beurteilung der Initiative ist sodann die Auslegung des Begriffes «Erweiterung». Eine Erweiterung liege nicht nur dann vor, wenn man geografisch oder baulich eine Anlage erweitere, sondern auch dann, wenn die Identität der früheren Anlage infolge gewisser Aenderungen nicht mehr gewahrt sei und die Aenderung sich erheblich auf die Umwelt auswirke. Eine wichtige Erklärung war auch, dass der Begriff der Erweiterung in Analogie zum Raumplanungsgesetz vorgenommen werden muss, wo unter anderem klargestellt wird, dass eine Erweiterung auch dann vorliege, wenn eine erheblich intensivere Nutzung vorgenommen werde. Sie sehen, dass der Intensitätsgrad ebenfalls unter dem Begriff der Erweiterung subsumiert wird.

Wichtig ist sodann die Frage des Ersatzes von Anlagen. Ich zitiere aus dem Referat: «Der Initiativtext lässt die Interpretation nicht zu, dass aufgehobene Ausbildungsanlagen an einem

anderen Ort neu erstellt werden können.» Diese Verlegung ist gerade in der heutigen Situation wegen militärischen Anlagen, sprich Kasernen, die in Stadtgebieten liegen, von grosser Bedeutung.

Ich zitiere ferner Ausführungen zu Artikel 33 Militärorganisation. In Absatz 1 steht: «Die Grundbesitzer sind verpflichtet, die Benützung ihres Landes zu militärischen Übungen zu gestatten.»

Rund die Hälfte der Ausbildung findet heute auf Plätzen gemäss Artikel 33 Militärorganisation statt.

Hierzu hat Herr Bernet gesagt, dass Artikel 33 durch die Initiative nicht aufgehoben wird. «Es wird anlässlich der Totalrevision der Militärorganisation im Zusammenhang mit 'Armee 95' zu diskutieren sein, ob eine solche Bestimmung heute noch zeitgemäss ist.»

Im Zusammenhang mit dem von der Initiative verlangten neuen Absatz 4 von Artikel 22 BV ist Artikel 164 Absatz 3 Militärorganisation von Bedeutung. Dieser Artikel 164 Absatz 3 lautet: «Die Ausführung von Arbeiten, die der Landesverteidigung dienen, darf keiner kantonalen Gebühr oder Bewilligung unterworfen werden.»

Auch hier haben die Initianten klare Vorstellungen. Ich zitiere: «Die Sonderstellung, welche die Armee in den Bewilligungsverfahren besitzt, soll aufgehoben werden.»

Wichtig ist schliesslich, ebenfalls im Zusammenhang mit diesem Absatz 4 von Artikel 22 BV, die Problematik der Geheimhaltung, die gerade bei Plangenehmigungsverfahren tangiert wird. Dort haben die Initianten kundgetan, dass sie zwar – wie sie sagen – die Geheimhaltung im engen Sinn nicht über Bord werfen wollen, aber – ich zitiere auch hier –: «Um ein offenes Planungs- und Bewilligungsverfahren zu ermöglichen, ist es nötig, auch die militärische Geheimhaltung dort einzuschränken, wo dies sachlich nötig ist.» Dies ist eine Folge aus Absatz 4 von Artikel 22 BV gemäss Initiativtext.

Ich möchte nun einige Ausführungen – ich glaube, das ist am Platz – zur staatsrechtlichen Problematik dieser Initiative machen. Ich habe drei Bemerkungen anzubringen.

Zuerst einmal stellt sich das Problem der Einheit der Materie. In der Initiative sind drei materielle Bestimmungen:

1. Wir haben das Verbot der Neueinrichtung und der Erweiterung von militärischen Anlagen (Übungsplätze, Waffenplätze usw.).

2. Wir haben eine Gleichstellung zwischen militärischen und zivilen Vorhaben (im Zusammenhang beispielsweise mit den Baubewilligungsverfahren).

3. Wir haben die Rückwirkungsklausel, den Abschnitt, der Neuchlen-Anschwilen betrifft (im Sinne der Wiederherstellung des früheren Zustandes).

Ich glaube nicht, dass man da lange erklären muss. Es ist doch klar, dass ein Bürger vielleicht für die eine dieser drei Bestimmungen ist, aber nicht für die zweite und nicht für die dritte. Man kann beispielsweise der Auffassung sein: Ich bin für die neuen Absätze 3 und 4 von Artikel 22 BV, aber ich will diese Rückwirkungsklausel aus staatspolitischen Gründen nicht.

Hier muss ich schon sagen, dass die Ausführungen in der Botschaft zu diesem Punkt äusserst mager ausgefallen sind. Ich weiss, dass dahinter ein Gutachten eines Professors steht, aber wir dürfen uns trotzdem unsere eigene Meinung bilden. Zu diesen beiden Absätzen – also dem Verbot der Neueinrichtung und Erweiterung und der Gleichstellung im Verfahren zwischen militärischen und zivilen Vorhaben – heisst es: «Beide Absätze haben eine einheitliche Zielsetzung, nämlich die Einschränkung des Baus und Betriebs von Waffenplätzen und andern militärischen Anlagen» (S. 5). Das stimmt schlicht und einfach nicht. Es stimmt nicht einmal aus der Sicht der Initianten, die ja betont haben, es gehe ihnen beim Absatz 4 nicht irgendwie um eine Behinderung und Bekämpfung, sondern sie wollten dort eine Gleichbehandlung zwischen zivilen und militärischen Vorhaben.

Man kann sich hier wirklich die Frage stellen, wann denn eigentlich eine Einheit der Materie nicht mehr gegeben ist!

Der zweite Problemkreis steht im Zusammenhang mit der Rückwirkungsklausel. In der Botschaft ist die staatspolitische Problematik richtigerweise signalisiert und auch die Rechtsun-

sicherheit, die wir durch solche Rückwirkungsbeschlüsse hervorgerufen. Ich darf daran erinnern, dass im Fall Neuchlen-Anschwilen die Kredite nach den Regeln des parlamentarischen Rechtes durch die zuständigen Behörden gesprochen wurden. Wo führt das hin, wenn in einem Rechtsstaat nach rechtmässig getroffenen, demokratischen Entscheiden im nachhinein die Regeln für den konkreten Fall, in dem man bereits entschieden hat, wieder geändert werden?

Ich darf an die parlamentarische Initiative unseres früheren Kollegen Zwingli erinnern. Er hat ja vorgeschlagen, dass das Parlament die Möglichkeit haben soll, über die Rückwirkungsbestimmungen zu entscheiden. Jetzt könnte man das auf die Spitze treiben – das wäre dann wirklich der Witz –, wenn wir Rückwirkung für die Initiative Zwingli beschliessen würden. Dann könnten wir überhaupt alles wieder in Frage stellen und mit den Rückwirkungen von Entscheiden, die bereits vorher getroffen wurden, anfangen. Da besteht eine Problematik, die uns nicht nur im Zusammenhang mit der Initiative, sondern auch später beschäftigen muss. Da stimmt etwas nicht.

Der dritte Problemkreis – er ist auch in den Diskussionen in der Kommission deutlich zum Ausdruck gebracht worden – betrifft den Titel der Initiative. Der Titel heisst ja offiziell «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär». Sie werden es heute hören, dass man sich bei Gegnern und Befürwortern der Initiative bezüglich dieser Aussage relativ nahe ist. Aber die wahre Problematik liegt in den Absätzen 3 und 4 und bei der Rückwirkung im Fall von Neuchlen-Anschwilen. Der Bürger wird aber auf seinem Stimmzettel im September nur den Titel «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär» finden. Das ist ein Problem, das unbedingt energisch angepackt werden muss.

Diese grundsätzlichen Bedenken waren in der Kommission deutlich spürbar, haben sich aber nicht in irgendwelchen Beschlüssen konkretisiert. Ein Unbehagen war jedoch deutlich spürbar. Hier ist es am Bundesrat, bei der Vorprüfung von solchen Initiativen gründlichere und seriösere Arbeit zu leisten. Nun zu den materiellen Gründen, die die Kommissionsmehrheit zu einem Nein zu dieser Initiative bewogen haben:

Bei Artikel 22 Absatz 3, dem Verbot der Neueinrichtung und der Erweiterung, geht es vor allem darum, dass nicht nur Waffen- und Flugplätze davon betroffen sind, sondern auch Schiessplätze und Übungsplätze.

Rund die Hälfte der Ausbildung – das weiss jeder oder jede in diesem Saal, die einmal Militärdienst geleistet haben – findet nicht auf den eigentlichen Waffen- und auf den Flugplätzen statt, sondern eben auf solchen Übungs- und Schiessplätzen. Da sind einmal die bundeseigenen Schiessplätze. Sie sind im Eigentum des Bundes; es gibt etwa deren 30. Das sind vor allem Schiessplätze für Übungen im grösseren Verband. Der grösste ist der Schiessplatz von Petit Hongrin (VD). Dann gibt es eine zweite Kategorie: die Vertragsschiessplätze. Es gibt etwa deren 40. Dort ist der Bund nicht Eigentümer, sondern er hat Dienstbarkeitsverträge abgeschlossen. In der Regel sind das Schiessplätze, die für Kompanieübungen, eventuell auch für Bataillonsübungen vorgesehen sind. Dann gibt es die ganz grosse Zahl – etwa 400 – von Schiessplätzen nach Artikel 33 Militärorganisation mit sogenannten Schussgeldverträgen.

Denken Sie an das, was ich gesagt habe: «Erweiterung» ist nach Auffassung der Initianten auch eine intensivere Benützung. Die Armee kommt in Zukunft bei diesen Übungen unter Druck, weil die Bevölkerung zunimmt, weil es erfreulicherweise ein gesteigertes Freizeitverhalten gibt, die Leute wandern mehr, weil die Ueberbauungen zunehmen: Wenn eine solche Initiative angenommen würde und man bei der Wahl dieser Schiessplätze unterschiedlicher Kategorien nicht mehr eine gewisse Flexibilität hätte, entstünde eine ganz, ganz schwierige Lage mit Bezug auf die Ausbildung. Es gibt neue Waffen, es gibt neue Ausbildungsmethoden. Denken Sie zum Beispiel nur an die an sich erfreuliche Entwicklung, Simulatoren einzusetzen, die ja par excellence dazu bestimmt sind, die Umwelt vor allem vor dem Schiesslärm zu schützen. Aber für solche Simulatoren braucht es auch wieder Gebäulichkeiten, man kann sie oft nicht in alten Kasernen unterbringen. Hier wäre also die Initiative vollkommen kontraproduktiv.

Eine Restrukturierung der Armee, die ja bevorsteht, bedingt eine vermehrte Flexibilität. Man darf dieser Initiative nicht unterstellen, dass sie gleichsam die Armee abschaffen will. Aber es ist nicht zu bestreiten, dass damit der Armee vor allem punkto Ausbildung langsam, aber sicher die Luft abgestellt würde.

Nun zum Schluss noch die Sicht der Truppe: Ich glaube, unsere WK-Truppen, unsere Rekruten in den Schulen und die Absolventen der militärischen Schulen haben Anspruch zwar nicht auf eine luxuriöse Unterkunft, aber darauf, anständig untergebracht zu werden. Was man jetzt gerade im Fall von Neuchlen-Anschwilen sieht, wo wegen der Aufhebung der Kaserne St. Gallen ständig eine Kompanie im Dachboden der Kaserne von Herisau hausen muss, zeigt, dass hier etwas nicht mehr stimmt. Wir müssen auch an diese Leute denken.

Bei Artikel 22 Absatz 4 ist noch eine andere Ueberlegung am Platz: Es ist klar: Wenn wir der Initiative stattgeben, werden die Realisierungen von militärischen Anlagen – wir wissen aus dem zivilen Bereich, wie lange sie gehen – weiter verzögert werden; und Verzögerungen kosten Geld.

Ebenso problematisch ist hier auch ein staatspolitischer Aspekt. Wir haben da einen Zielkonflikt: Auf der einen Seite sind die Armee und die Landesverteidigung, und das ist nicht nur eine Kompetenz, das ist eine Verpflichtung; auf der anderen Seite würden durch diese Initiative die Rahmenbedingungen für diese Aufgabe erheblich erschwert, wenn nicht verhindert.

Die Kommission konnte sich überzeugen, dass das EMD die Anliegen des Umweltschutzes, des Gewässerschutzes, des Natur- und Heimatschutzes und der Walderhaltung ernst nimmt. Gerade in diesem Zusammenhang hörten wir Stimmen – sie kommen sicher dann auch hier in der Diskussion zum Ausdruck –, wonach von Heimatschutz- und Naturschutzseite allerdings gewisse Vorbehalte angebracht wurden.

Ich glaube, wir müssen sehen, dass wir mit dieser Rückwirkungsklausel ein Präjudiz schaffen würden, das für die Zukunft zu Bedenken Anlass geben muss. Bundesrat Villiger hat übrigens zugesichert, dass das Naherholungsgebiet Neuchlen-Anschwilen gewahrt und offen bleiben muss. Kenner der Verhältnisse vor Ort haben versichert, dass gegenüber dem jetzigen Zustand eher noch eine Aufwertung des Naherholungsgebietes stattfindet.

Zum Schluss halte ich fest: Die Initiative hat eine klare Stossrichtung, und die Kommissionsmehrheit war der Meinung, dass sie auch eine klare Antwort verdient. Wir sind der Meinung, dass das Nein der Kommissionsmehrheit die Voraussetzungen dafür schafft, dass – es ist eine sehr schwierige Aufgabe – unsere Wehrmänner auch zukünftig unter guten Bedingungen seriös ausgebildet werden können. Soweit meine Ausführungen.

Auf den Gegenvorschlag von Herrn Oehler werde ich dann zurückkommen, wenn Herr Oehler ihn begründet hat, ebenso auf die Motion der Kommissionsminderheit (Haering Binder).

M. Leuba, rapporteur: Dans l'espoir de gagner quelques minutes, j'ai fait distribuer le rapport en langue française. Je vous prie de vous y reporter et je me contenterai de vous faire part ici très brièvement de quelques observations, en espérant ne pas reperdre le temps gagné ainsi.

Vous trouverez dans ce rapport tout d'abord l'argumentation des initiants qui a été longuement reproduite, puis celle des membres de la commission qui se sont exprimés en faveur de l'acceptation de l'initiative, qui a été résumée, puisque vous aurez l'occasion d'entendre tout à l'heure la proposition de minorité de Mme Hollenstein, enfin les arguments de la majorité de la commission qui vous propose de recommander au peuple le rejet de cette initiative. En vote final, cette majorité s'est exprimée par 17 voix contre 7, d'une manière assez évidente par conséquent. Ce sont essentiellement ses arguments que je voudrais vous résumer très succinctement.

Tout d'abord, le titre de l'initiative est parfaitement trompeur: 40 places d'armes, ça suffit! Ce n'est pas ce qui est voulu par l'initiative, puisque, de toute évidence – les initiants l'ont d'ailleurs dit très clairement – il n'y a aucune garantie que la Confédération pourra continuer à avoir 40 places d'armes. Pour cha-

que place d'armes qui serait abandonnée, il y aura une réduction automatique puisqu'il n'y a pas de possibilité de remplacement. Cela signifie donc que le titre de l'initiative ne correspond pas à son contenu.

La deuxième partie du titre, «L'armée doit aussi se soumettre à la législation sur la protection de l'environnement», est lui aussi trompeur. En effet, d'une manière générale, les projets du Département militaire fédéral en matière de constructions sont déjà soumis à la loi sur la protection de l'environnement, à la loi sur l'aménagement du territoire et à la loi sur la protection de la nature et du paysage. Il s'agira donc, au cours de la campagne populaire, de montrer qu'il n'y a pas de concordance entre le titre de l'initiative et son texte, qui en fait serait seul à figurer dans la constitution. Il faudra donc expliquer très clairement aux citoyens qu'il s'agit d'autre chose que de ce qui figure dans le titre.

Ensuite s'est posée la question de la recevabilité de l'initiative. Il est vrai qu'en matière d'initiative populaire la pratique est extrêmement large, pour ne pas dire libérale, et qu'à peu près n'importe quoi est recevable. Pourtant, deux questions se posent ici. L'unité de la matière, tout d'abord. Si vous lisez le texte de l'initiative, vous voyez très clairement que le citoyen est soumis à une double question. On lui demande d'abord s'il veut limiter de manière générale, sur l'ensemble de la Suisse, le nombre de places d'armes, c'est-à-dire s'il veut empêcher que ces places d'armes augmentent, qu'elles soient agrandies ou transformées. Ensuite, on lui demande s'il veut que la place d'armes de Neuchlen-Anschwilen ne soit pas construite. Or, Neuchlen-Anschwilen n'est pas la 41^e place d'armes de Suisse mais précisément la 40^e. Par conséquent, là aussi il y a une opposition entre les deux questions posées au citoyen. On peut très bien imaginer qu'un citoyen ne veuille pas une augmentation des places d'armes, mais l'achèvement de la place d'armes de Neuchlen-Anschwilen, ou inversement qu'il ne veuille pas de cette place d'armes précise, mais qu'il ne voie pas d'inconvénient à ce que d'autres places d'armes soient agrandies, transformées ou déplacées.

La commission a néanmoins considéré que l'initiative était recevable au bénéfice de la pratique antérieure, même si, nous l'avons fait remarquer, il y a maintenant une initiative parlementaire Zwingli qui tend précisément à donner au Parlement la compétence de déclarer irrecevable une initiative avec effet rétroactif.

La majorité de la commission est d'avis que cette initiative est avant tout paralysante, de par sa rigidité excessive. On nous a expliqué en commission qu'empêcher les transformations, les agrandissements des places d'armes, cela signifie maintenir les places d'armes là où elles sont, ne pas permettre de transformations importantes et refuser qu'une place d'armes mal située soit déplacée ailleurs. On a eu l'exemple précis de Saint-Gall, place d'armes au centre de la ville, mais on peut en citer d'autres en Suisse romande: Lausanne, Yverdon, où les places d'armes se sont trouvées au milieu des habitations et ont donc dû être déplacées. Aux termes de l'initiative, cela ne serait plus possible. Tout remplacement, toute adaptation serait impossible à l'avenir. Quant à la place d'armes de Frauenfeld, qui se trouve condamnée par les projets de RAIL 2000, il est évident que si le Département militaire fédéral ne peut pas la remplacer ailleurs, il y a beaucoup de chances qu'il s'oppose à tous les projets qui voudraient s'en prendre à cette place d'armes.

En outre, la majorité de la commission estime qu'il faut garder une certaine souplesse pour adapter nos places d'armes aux nécessités de l'instruction. Il y aura certainement de nouvelles armes, de nouveaux engins, de nouveaux véhicules, et les places d'armes doivent pouvoir s'adapter à ces nouveautés. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne les simulateurs. Curieusement, ceux qui sont favorables à cette initiative sont également favorables à l'extension de l'instruction par simulateur. Or, de nouveaux simulateurs impliquent naturellement de nouveaux bâtiments pour les abriter. C'est précisément ce que l'initiative veut empêcher puisqu'on nous a dit très clairement que la construction de nouveaux bâtiments ne serait plus possible dans le cadre de cette initiative. Seul l'entretien des bâtiments existants serait encore possible.

En ce qui concerne la question de l'environnement, la majorité de la commission a constaté que les projets du Département militaire fédéral en matière de construction sont soumis, de manière générale, aux dispositions de la procédure fédérale sur la protection de l'environnement, avec deux remarques cependant: la première, c'est qu'ils échappent effectivement aux procédures cantonales et communales et que cela se justifie par le principe du maintien du secret. Il faut bien voir que l'initiative ne vise pas uniquement les casernes des places d'armes, auquel cas il n'y aurait pas de gros inconvénients en ce qui concerne le maintien du secret, mais elle concerne aussi toutes les constructions de renforcement du terrain, toutes les constructions de défense et toutes ces constructions devraient être soumises à une enquête publique dans les communes et dans les cantons, ce qui nous paraît incompatible avec un maintien tant soit peu sérieux du secret. Mais surtout – je crois que c'est l'élément essentiel – personne ne conteste que la défense militaire est une tâche essentiellement de la Confédération, c'est à elle qu'il incombe de préparer notre armée à la défense militaire. Or, si l'on veut donner à la Confédération cette compétence – et c'est celle qui est donnée par la constitution – il faut que la Confédération ait aussi la compétence de régler les problèmes liés à la défense militaire, notamment tous les problèmes liés à l'instruction. Une bonne répartition des tâches – j'ose croire que vous me considérez comme un fédéraliste – implique que chaque niveau soit entièrement compétent dans le domaine dont il a la responsabilité, sans quoi nous avons simplement une confusion des tâches, et une confusion des responsabilités.

Enfin, en ce qui concerne la place d'armes de Neuchlen-Anschwilen la commission a constaté que celle-ci avait été régulièrement décidée, sur proposition du Conseil fédéral, par notre Parlement, avec des majorités qui d'ailleurs étaient relativement importantes, que toutes les procédures ont été suivies régulièrement et qu'on ne saurait admettre qu'on remette en cause ces procédures par une initiative qui demande le retour à un état qui précède même le moment où elle a été déposée. C'est tout de même assez remarquable dans le sens d'une acrobatie juridique.

C'est la raison pour laquelle, encore une fois, la commission vous invite non pas à entrer en matière, elle est obligatoire, mais à accepter le projet tel qu'il a été présenté par le Conseil fédéral et à recommander au peuple et aux cantons le rejet de cette initiative. Je reviendrai sur la proposition de contre-projet et celle de Mme Haering Binder lorsque ces propositions auront été développées.

Frau Hollenstein, Sprecherin der Minderheit: Die Voten der Kommissionssprecher vorhin vermittelten mir den Eindruck, als ob in der Kommissionssitzung nur Argumente gegen die Initiative erwähnt worden wären. Damit kommt zum Ausdruck, dass es viele noch nicht wahrhaben wollen, dass wir in einer veränderten Gesellschaft leben, in einer Gesellschaft mit veränderten Werthaltungen.

Die Kommissionsminderheit beantragt, die Bundesversammlung solle Volk und Ständen empfehlen, die Initiative «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär» anzunehmen.

Die Ziele der Initiative lassen sich in fünf Punkte gliedern:

1. Ausbaustopp für militärische Anlagen;
2. Aufhebung der EMD-Sonderrechte im Umwelt-, Planungs- und Bewilligungsbereich;
3. mehr direkte Mitbestimmung durch die Bevölkerung;
4. Offenlegung von militärischen Bauvorhaben;
5. Verzicht auf Waffenplatzanlagen in Neuchlen-Anschwilen.

Zu Artikel 22 Absatz 3 BV: Neuerrichtungen und Erweiterungen von militärischen Anlagen werden durch die Initiative verboten. Doch das sollte eigentlich kein Problem sein, denn der Bundesrat leitet die Ausbildungsbedürfnisse aus der Armeestruktur und dem Armeeauftrag ab. Die Thesen der Armeeform gehen aber davon aus, dass die Truppenbestände um mindestens ein Drittel reduziert werden sollen; die Ausbildung soll zunehmend an Simulatoren erfolgen; die Bestände der Infanterie werden um 40 Prozent oder mehr abnehmen. Dies hat logischerweise zur Folge, dass weniger Boden benötigt wird.

Es ist eine klare Fehlinterpretation, wenn es in der bundesrätlichen Botschaft heisst: Ausbildungsanlagen und Truppenunterkünfte könnten mit der Annahme der Initiative mit den heutigen Anforderungen nicht mehr Schritt halten.

Der Begriff der Erweiterung ist dem geltenden Recht nicht unbekannt. Er findet sich beispielsweise im Raumplanungsrecht, z. B. bei der Aenderung zonenfremder Bauten, oder im Umweltschutzbereich, z. B. mit der UVP-Pflicht. In Anlehnung an die dort entwickelten Grundsätze kann gesagt werden, dass eine Erweiterung nicht vorliegt, soweit die Identität der Anlage gewahrt bleibt und die Aenderung sich nicht erheblich auf die Umwelt auswirkt. Das äussere Bild (Grösse, Gestaltung und Proportionen) und die Zweckbestimmung müssen also im grossen und ganzen erhalten bleiben. Zulässig wäre demnach die blosser Arrondierung, die übliche Erneuerung, der einfache Anbau und der Ausbau im Inneren eines Gebäudes. Die vielzitierten Duschen der Kaserne Herisau könnten also nach wie vor eingebaut werden.

Auch nach Annahme der Initiative sind notwendige Anpassungen noch möglich, sofern die Immissionen nicht zunehmen und der Umfang der Anlage nicht wesentlich steigt, aber das ist z. B. gerade im Fall Neuchlen-Anschwilien der Fall: Die verlorengegangene Fläche auf dem Areal der Kreuzbleiche im Stadtgebiet soll in Neuchlen-Anschwilien mehr als verdoppelt werden.

Genügt es nicht, dass das EMD heute schon rund 26 000 Hektaren Land bezieht und zum Teil zerstört – mehr als die Fläche des Kantons Appenzell Ausserrhodens?

Zu Artikel 22 Absatz 4 BV: Durch die geforderte Aufhebung der EMD-Sonderrechte im Umwelt-, Planungs- und Bewilligungsbereich werden militärische Anlagen den zivilen gleichgestellt. Damit wird den Gemeinden und Kantonen ein eigentliches Mitspracherecht eingeräumt. Gesetze sollen für alle gelten. Schon die Tatsache, dass die Armee eigene Gerichte kennt, ist stossend. Besonders beschämend ist es aber, dass vom Volk verlangte Bestimmungen bezüglich Natur- und Landschaftsschutz vom Militär ignoriert werden. Da das Militär bis anhin nur formell an die geltenden Bestimmungen gebunden ist, ist Absatz 4 in Artikel 22 dringend nötig.

Die Notwendigkeit von verbindlichen Gesetzesvorschriften ist spätestens seit der Zurwerra-Studie einsichtig geworden. Diese Studie belegt, dass das Militär auf Waffen- und Schiessplätzen die Natur und Umwelt in erheblichem Masse zerstört. So sind vor allem Flachmoore ökologisch sensible Lebensräume, die weder Panzerpisten noch intensive Nutzung zulassen. Häufig sind solche Gebiete auch wichtige Balz- und Bruträume für vom Aussterben bedrohte Tierarten, die keinerlei Störung ertragen. Schlimme Beispiele sind die Kaisereggalp im Freiburger Oberland und das Simplongebiet. Bedenklich sind nicht nur die Resultate der erwähnten Studie, bedenklich ist auch, dass das EMD die Öffentlichkeit nie informiert hat.

Der zweite Teil der Initiative verlangt, dass nach deren Annahme der Waffenplatz Herisau-Gossau im Gebiet Neuchlen-Anschwilien wieder in den Zustand von vor dem 1. April 1990 zurückgeführt werden muss. Am Beispiel Neuchlen-Anschwilien ist ersichtlich, wie wenig sich das EMD um Umweltschutzvorschriften kümmert. So versuchte der Naturschutzverein der Stadt St. Gallen und Umgebung, in dessen Vorstand ich mitarbeite, über Jahre mit dem EMD ins Gespräch zu kommen. Dieses hielt den Naturschutzverein aber hin und machte nur unbedeutende Zusagen, so dass der Naturschutzverein das Gespräch abbrechen musste. So wurden wichtige, von der UVP vorgeschlagene Massnahmen, wie etwa der Verzicht auf die Hafnersbergstrasse, vom EMD nicht berücksichtigt.

Auch machte Bundesrat Villiger Versprechungen, die nicht eingehalten wurden. Der Bundesrat lehnte im Sommer 1990 einen Baustopp ab mit der Begründung: «... da bei den weiteren Bauarbeiten darauf geachtet wird, dass keine der noch hängigen Naturschutzforderungen tangiert werden ...» Es wurde dann aber nicht zugewartet, bis die Amphibien umgesiedelt wurden. Toten Amphibien nützt es nichts, wenn in -zig Jahren irgendwo wieder ein Teich erstellt wird.

Mit der Verwirklichung des Waffenplatzprojektes wird und wurde bereits ein wichtiges Naherholungsgebiet von St. Gallen und Gossau unwiderruflich zerstört. Die Lärm- und Luftim-

missionen auf die Lebensgemeinschaft von Pflanzen und Tieren, auf die Landschaft als Ganzes sind nicht tragbar. Die Mehrzweckhalle und das Restaurant, welche der Öffentlichkeit zugänglich sein sollen, dürfen nicht als Attraktivitätssteigerung beurteilt werden, sondern sind blosser Mittel, um die Akzeptanz in der Bevölkerung zu erhöhen. Schon heute parkieren Hunderte von Autos vor dem Walter-Zoo. Mit einer der Öffentlichkeit zugänglichen Mehrzweckhalle und mit einem Restaurant wird der Verkehr noch weiter steigen, und das alles in einem sonst unberührten Naherholungsgebiet.

Die Initiative wird einem weltoffenen, sensiblen Denken gerecht, einem Denken, das unsere Mitwelt achtet und schützt. Aus all diesen Gründen bitte ich Sie im Namen der Kommissionminderheit, vor allem aber im Namen der jeweils betroffenen Bevölkerung, die Initiative «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär» zu unterstützen.

Oehler: Einleitend etwas an die Adresse meiner Vorrednerin: Frau Hollenstein, ich spreche Ihnen die Autorität ab, im Namen der betroffenen Bevölkerung zu sprechen, so wenig ich persönlich in Anspruch nehme, für die betroffene Bevölkerung zu sprechen. Das ist meines Erachtens völlig übertrieben, eine Kulissenschieberei und eine Falschmeldung in diesem Rat, die ich in aller Form bekämpfe. Ich bitte Sie, sich nicht nochmals mit Federn zu schmücken, die Ihnen nicht zustehen.

Zudem möchte ich festhalten: Für Ihre Darstellung der Zustände in den betreffenden Kasernen habe ich ein gewisses Verständnis, zumal Sie als Frau vermutlich nie in diesen Kasernen mit jenen 40 Soldaten, die Sie erwähnten, eine Dusche nehmen mussten.

Nun zur Sache: Wenn wir auf die Verhältnisse in der Region St. Gallen zurückblicken, ist es völlig unbestreitbar, dass die Erstellung der Anlagen in Neuchlen-Anschwilien ein Ersatz für den Abbruch der Kaserne Kreuzbleiche in St. Gallen ist. Das bedeutet für uns, dass es nicht um einen neuen, um den 41. Waffenplatz geht, sondern lediglich um den Ersatz jener abgebrochenen Anlage, welcher im Zusammenhang mit der Erstellung der N 1 unter und in der Stadt St. Gallen notwendig geworden ist.

Ich bitte Sie, in den alten Ratsprotokollen unseres Parlamentes nachzublättern, wo Sie den Hinweis finden können, dass wir bereits in den siebziger Jahren in diesem Saal festhielten – gleichzeitig auch im St. Galler Kantonsparlament –, dass schon damals Neuchlen-Anschwilien hätte gebaut werden sollen, weil die Kaserne in St. Gallen im Zusammenhang mit der N 1 abzubrechen war. Uns wurde damals vom Bundesrat – nicht widersprochen von diesem Rat – versprochen, dass mit den Bauarbeiten zu gegebener Zeit begonnen werde.

Daraus ziehe ich den Schluss, Herr Bundesrat, dass Neuchlen-Anschwilien nicht ein neuer Waffenplatz, sondern lediglich ein Ersatz ist. Und daraus ziehe ich einen zweiten Schluss, nämlich dass die Initiative den Grundsatz der Einheit der Materie verletzt und infolgedessen verfassungswidrig ist, weil der Stimmbürger seinen Willen zur Initiative nicht klar zum Ausdruck bringen kann.

Wenn ich Ihnen heute einen Gegenvorschlag zur Initiative unterbreite, dann, um kundzutun, dass es uns Befürwortern nicht darum geht, 40, 41 oder noch mehr Waffenplätze zu erstellen, sondern dass es unser alleiniges Ziel ist, den Status quo zu erhalten. Unter Status quo verstehen wir nicht ein langsames Abbauen oder Abbrechen der bestehenden Anlagen, sondern wir verstehen darunter die Politik, dass bestehende veraltete Anlagen umgebaut, erneuert und den heutigen Gegebenheiten angepasst werden können. Mit der Initiative – ich bezeichne sie als verfassungswidrig – ist das nicht mehr möglich. Für uns ist es wichtig, dass wir die Hauptstossrichtung dieser Initiative sehen. Letztlich geht es darum, den Ersatz der Kaserne St. Gallen/Kreuzbleiche zu verunmöglichen und Neuchlen-Anschwilien nicht mehr zu bauen. Wenn wir – das an die Adresse der Gegner der Initiative, und ich stelle mich in ihre Reihen – davon ausgehen, dass wir vor dem Volk Erfolg haben müssen und hoffentlich auch Erfolg haben werden, möchte ich die Befürworter der Initiative nicht mit dem Vorwurf durchs Land ziehen lassen, wir wollten uns nicht auf den Status quo beschränken, sondern möchten in Zukunft eine beliebige Zahl

von Kasernenanlagen und Waffenplätzen bauen. Mir geht es alleine darum, den Status quo zu erhalten.

Wenn ich die Tätigkeit unseres Kollegen Rechsteiner im Zusammenhang mit der Initiative gegen Neuchlen-Anschwilen mit in die Überlegungen einbeziehe, den Abbruch St. Gallen/Kreuzbleiche erwähne, die Notwendigkeit der N 1 in St. Gallen miteinbeziehe, habe ich noch gut vor Augen, wie er auch gegen die Eröffnung und den Bau der N 1 protestierte. Herr Rechsteiner, Sie wissen ganz genau, dass die N 1 für die Bevölkerung von St. Gallen und Umgebung heute ein wertvolles Stück auch im Bereich des Umweltschutzes ist. Ich werde den Verdacht nicht los, dass die treibenden Kräfte der Initiative gegen Neuchlen-Anschwilen diese Initiative lediglich – wenn ich an Herrn Rechsteiner und Konsorten denke – als Vehikel zum Abbruch und Abbau unserer Armee brauchen beziehungsweise missbrauchen. Aus diesem Grund, Herr Rechsteiner, ist das wie eine unehrliche Politik. Das verurteile ich in aller Form.

Ich stehe für eine glaubwürdige Landesverteidigung ein. Ich stehe für eine richtige Ausbildung unserer Soldaten ein, und ich bin dafür, dass unsere Ostschweizer Wehrmänner jeden Alters eine Ausbildung in der engeren Heimat geniessen und erfahren können – ich sage absichtlich «geniessen», Herr Rechsteiner, weil Frau Hollenstein von den 40 Duschen erzählt hat, die sie offenbar kennt –, und wenn ich das sage, dann mit dem Hinweis, dass wir die Kasernenanlage Neuchlen-Anschwilen für die Aufrechterhaltung der Ausbildung in der Ostschweiz nötig haben.

Ich füge aber bei, dass wir nicht 41, 42 oder 43 Waffenplätze brauchen, sondern dass die heutige Zahl genügt. Ich möchte nicht mit leeren Händen oder mit Vorwürfen in eine Volksabstimmung gehen, sondern schlage Ihnen vor, dass wir uns dazu bekennen, dass der Status quo für die Ausbildung unserer Armee genügt, unter der Voraussetzung, dass die Anlagen den heutigen Gegebenheiten angepasst werden können. Das ist der Hintergrund meines Gegenvorschlages zur irtümlicherweise mit «40 Waffenplätze sind genug» bezeichneten Volksinitiative, die wegen der Verletzung des Grundsatzes der Einheit der Materie im Grunde genommen das Initiativrecht missbraucht.

Keller Anton: Das Entscheidende an dieser Volksinitiative ist die Übergangsbestimmung. Die CVP-Fraktion stellt mit Unbehagen fest, dass hier ein Verfassungsartikel von allgemeiner Tragweite geschaffen werden soll, um vorrangig ein einzelnes, konkretes Vorhaben zu verhindern. Sie stellt die Frage, ob derartige rückwirkende Bestimmungen überhaupt rechtens sein können. Jedenfalls erscheint uns die Haltung des Bundesrates grosszügig, der die Rechtmässigkeit der Initiative anerkennt.

Auch der Titel der Initiative erscheint uns irreführend. Es ist von Waffenplätzen die Rede; im Text geht es aber auch um Übungs-, Schiess- und Flugplätze. Auch sie sollen im gegenwärtigen Erscheinungsbild verewigt werden. Da besteht ein Widerspruch zum Kleingedruckten. Irreführend ist der Titel aber auch, weil wir uns – wie auch das EMD – mit 40 Waffenplätzen durchaus abfinden können.

Irreführend ist weiter folgendes: Liest man den Titel, vermeint man, die Initiative renne offene Türen ein; liest man aber den Text, erkennt man, dass sie in Wirklichkeit ein Haus mit vergitterten Fenstern ist.

Wir teilen die Auffassung, dass 40 Waffenplätze genug sind. Wir sind aber der Meinung, dass Neuchlen-Anschwilen kein zusätzlicher Waffenplatz ist, sondern den Ersatz für die aufgehobene Kaserne St. Gallen darstellt. Die Vorgeschichte, welche diese Auffassung erhärtet, ist in der Botschaft ausführlich dargestellt.

Die Übergangsbestimmung der Volksinitiative macht indes deutlich, dass diese Auffassung bestritten ist. Aus unserer Sicht ist dies unverständlich und nicht akzeptabel. Im folgenden fasse ich unsere Haupteinwände zusammen. Meine Kollegen Bürgi, Josef Leu und Darbellay werden einzelne Punkte vertiefen.

Nicht die gesamthafte Beschränkung ist es, was zur Ablehnung zwingt, wohl aber die engstirnige Zementierung des Be-

stehenden. Es fehlt die notwendige Flexibilität bei Ersatz bestehender Anlagen, bei Ausbau und bei Umbau. Was heisst denn, die Plätze dürften nicht erweitert werden? Nach unserer Auffassung muss ein Ausweichen auf andere Orte möglich sein, wenn bisherige Standorte aus zwingenden Gründen, wie das in St. Gallen der Fall ist, aufgehoben werden müssen.

Ebenso müssen Ausbau, Neubau oder Erweiterung von Gebäulichkeiten auf bestehenden Plätzen möglich sein, wenn neue Bedürfnisse dies erfordern. Sie sind nötig, wenn sich neue Ausbildungsbedürfnisse ergeben – z. B. zunehmende Arbeit an Simulatoren, also vom Feld weg in die Häuser –, sie sind nötig wegen wachsenden Anforderungen an den Komfort für Rekruten, aber auch die vermehrte Benutzung von Waffenplätzen durch Kurse ausserhalb der Schulen ist hier zu berücksichtigen.

Natürlich kann die Ausgestaltung des Gesetzes noch einiges präzisieren. Dass man aber bei der Ausgestaltung des Gesetzes auf sehr viel Konzessionsbereitschaft der Initianten zählen könnte, dazu fehlt uns der Glaube. Die mangelnde Flexibilität fällt insbesondere bei den Übungs- und Schiessplätzen ins Gewicht, die ja – anders, als es der Titel der Initiative erwarten lässt – ebenfalls festgeschrieben werden sollen. Wir halten diese Zementierung der bundeseigenen Schiess- und Übungsplätze (Kategorie I) und jene der privaten Grundstücke mit grundbucheingetragener Dienstbarkeit zugunsten des Militärs (Kategorie II) auch aus touristischen und aus Gründen der Umweltbelastung für nicht sinnvoll. Auch hier sollte das EMD in Zukunft beweglich sein können und Veränderungen, auch Veränderungen der Belastung, vornehmen können, wenn schwierige Zustände es als ratsam erscheinen lassen. Ist es sinnvoll, aus Verfassungsgründen irgendwo verharren zu müssen, wenn der Aufenthalt andernorts viel günstiger wäre?

Im weiteren: Wir erachten die undifferenzierte Gleichstellung militärischer Anlagen mit zivilen als nicht angemessen. Hier geht es ja nicht nur um Kasernenanlagen, sondern auch um Kommando- und Kampfbauten. Diese Bestimmung steht im übrigen auch im Kontrast zu Absatz 3, wo nur von Übungs-, Schiess- und Waffenplätzen sowie von Flugplätzen die Rede ist.

Die völlige Vernachlässigung insbesondere der Geheimhaltung kann auf diese Weise nicht akzeptiert werden. Stossend ist mit Blick auf die nationale Bedeutung der Landesverteidigung auch, dass die Bewilligungspraxis schärfer sein soll als beispielsweise bei Autobahnen, Rohrleitungen, Eisenbahnen. Wir lehnen diese Initiative ab. Wir lehnen auch die Motion «Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen. Baustopp» ab, weil wir in dieser Frage in diesem Rat bereits eindeutig entschieden haben. Unsere Fraktion unterstützt aber das Postulat der Kommission, weil auch wir auf einen raschen Entscheid durch das Volk drängen.

Zum Vorschlag des Kollegen Oehler. Dazu kann ich Ihnen keinen Fraktionsbeschluss vortragen, weil wir darüber nicht beraten konnten. Inhaltlich habe ich mit dem Vorschlag von Kollege Oehler keine Mühe, was die Absätze 3 und 4 betrifft; hingegen ist Absatz 5, der die Gleichstellung der militärischen Anlagen, auch der Kampf- und Kommandobauten, mit zivilen Bauten vorsieht, unmöglich. Es stellt sich auch die Frage nach dem Sinn des Gegenvorschlags, der ja die Initianten wegen der fehlenden Übergangsbestimmung kaum bewegen kann, ihre Initiative zurückzuziehen.

Immerhin sei erwähnt, dass eine allfällige Annahme den Ständerat als Zweitrat veranlassen könnte, die Frage eines Gegenvorschlags grundlegender zu prüfen. Wir haben das in der nationalrätlichen Kommission nicht so intensiv getan, weil von uns niemand Lust entwickelte, einen Gegenvorschlag zu machen. Persönlich frage ich mich aber, ob das im Ständerat anders sein wird.

Frau Haering Binder, Sprecherin der Minderheit: 40 Waffenplätze sind genug. Und wenn Sie mich persönlich fragen: 40 Waffenplätze sind mehr als genug.

40 Waffenplätze sind aus sicherheits- und friedenspolitischer Sicht mehr als genug, und sie sind es aus Gründen des Natur- und Heimatschutzes. Lassen Sie mich dies kurz ausführen.

1. Die Planungen für den Waffenplatz Neuchlen-Anschwilien – und um diesen Waffenplatz geht es hier unter anderem – datieren aus dem vorletzten Jahrzehnt. Langsam kommen wir zum Schluss, dass es effektiv nur noch das EMD ist, das die Veränderungen in der Welt und den Wandel der Bedrohungen für die Schweiz nicht erkannt hat. Mit erstaunlicher Borniertheit soll hier einer längst überholten Sicherheitskonzeption ein wohl letztes Denkmal betoniert werden.

Glauben Sie denn immer noch, dass Sie mit neuen Waffenplätzen Lösungen für die aktuellen und zukünftigen Gefährdungen unseres Landes und unserer Gesellschaft finden werden? Zum Beispiel die Migrationsprobleme: Wollen Sie hier mit Waffenplätzen antworten? Zum Beispiel die Gefahren globaler Umweltkatastrophen: Wollen Sie diese mit Waffenplätzen bannen? Zum Beispiel die Sicherheitsaspekte der europäischen Integration: Meinen Sie, hier helfe Ihnen der Waffenplatz Neuchlen-Anschwilien weiter?

Nein, meine Damen und Herren, für diese Fragen brauchen wir andere Lösungen, und ich denke, im Grunde genommen wissen Sie dies auch. Nur: Zugeben und eine überholte Militärplanung über Bord werfen, das würde wohl mehr Zivilcourage voraussetzen, als im EMD vorhanden ist.

2. 40 Waffenplätze sind auch aus Gründen des Natur- und Heimatschutzes genug. Der haushälterische Umgang mit dem Boden ist das zentrale Thema des Natur- und Heimatschutzes. Seit bald zwei Jahrzehnten setzen wir uns im Bereich des zivilen Bauens dafür ein, mit entsprechenden Zielvorstellungen im Raumplanungsgesetz, mit Vorstössen zur Siedlungsbegrenzung. Wir wollen es jetzt und hier auch im militärischen Bereich tun! Und wir tun es, indem wir den militärischen Aktivitäten, solange es sie noch geben soll – und dies steht hier nicht zur Diskussion –, aus Gründen des Natur- und Heimatschutzes klare Grenzen setzen. Auch das Militär soll mit seinem Land, mit seinem Boden haushälterisch umgehen. Deshalb wollen wir dem Militär keine neuen Landschaften mehr opfern, weder im Mittelland noch in den Bergregionen, die im übrigen den Grossteil der militärischen Belastungen zu tragen haben.

In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass die «Schussgeldgebiete» selbstverständlich auch unter diese Initiative fallen, auch wenn Herr Bonny dies hier einmal mehr verneint hat.

Es würde mich interessieren, wer von Ihnen seit unserer letzten ausführlichen Debatte über Neuchlen-Anschwilien vor zwei Jahren dieses Gebiet einmal besucht hat. Ich will auf eine Abstimmung verzichten, weil ich mir das Ergebnis in etwa vorstellen kann, und ich bedaure es. Wären Sie dort gewesen, wäre Ihnen klar, worüber Sie heute auch entscheiden, nämlich über die Zerstörung einer der bereits seltenen unversehrten Kulturlandschaften in diesem verbetonierten Mittelland. Sie zerstören damit sinnlos ein weiteres Stück Heimat. Sie sollten sich dann aber bitte nicht wundern, wenn immer mehr Menschen nicht mehr wissen, was sie in diesem Land überhaupt noch zu verteidigen haben. Und Sie sollten sich dann bitte nicht wundern, wenn auch Menschen, die die Armee grundsätzlich befürworten, für deren Abschaffung stimmen.

Die sozialdemokratische Fraktion unterstützt also die erste Forderung der Initiative, das heisst die Feststellung, dass 40 Waffenplätze genug sind. Wir sind uns dabei bewusst, dass diese Initiative auch eine Erweiterung bestehender Anlagen, die über die Wesensgleichheit dieser Anlage in sachlicher oder räumlicher Hinsicht hinausgehen würde, ausschliesst. Hier bringt die Initiative eine grössere Einschränkung, als es Herr Oehler mit seinem Antrag will. Wir sind uns auch im klaren darüber, dass der Ersatz einer bestehenden Anlage an einem neuen Standort nicht mehr möglich wäre.

Es stimmt: Wir wollen der Armee, dieser Branche ohne Zukunft, keine neuen Landschaften mehr opfern. Selbstverständlich bleiben aber Renovationsprojekte, die die Identität einer Anlage nicht verändern, zum Beispiel die vielzitierten Duschen und sanitären Anlagen, aber auch der Einbau von Simulatorenanlagen, bei Annahme dieser Initiative möglich.

Nun zum zweiten Teil der Initiative: «Umweltschutz auch beim Militär». Ich denke, es kommt nicht von ungefähr, dass dieser zweite Teil des Titels der Initiative in den meisten Dokumenten

unseres Rates fehlt. Es ist wohl unangenehm, nur schon durch den Titel dieser Initiative immer wieder daran erinnert zu werden, dass militärische Bauten und Anlagen gegenüber zentralen Kernbereichen des Umweltschutzes immun sind. Ich nenne hier den Lärmschutz, wo die Grenzwerte für militärische Anlagen nach wie vor ausstehen. Und ich nenne die fehlenden Mitwirkungsrechte, insbesondere der Umweltschutzorganisationen, die im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens und im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung beim ordentlichen Verfahren gewährt werden müssten.

Diese Lücken können nur geschlossen werden, wenn die militärischen Bauten und Anlagen den zivilen gleichgestellt werden und so im Rahmen des ordentlichen Baubewilligungsverfahrens sämtliche Anforderungen des Umwelt- und des Raumplanungsrechtes geklärt werden. Implizit sagt dies auch der Antrag Oehler, und er unterstreicht damit die Bedeutung, die dieser Initiativforderung beizumessen ist. Auch die Diskussion innerhalb der Kommission oder, besser gesagt, die fehlenden Antworten des EMD auf diese Frage haben uns gezeigt, dass es keine Alternative gibt, wenn wir dem Umweltschutz auch beim Militär Nachachtung verschaffen wollen.

Ich komme zum letzten Punkt: zum Baustopp. In Neuchlen-Anschwilien wird heute bereits gebaut. In diesem Frühling soll mit dem Bau der zentralen Kaserne begonnen werden, und dies trotz hängiger Volksinitiative mit ihrer Rückwirkungsklausel, und dies, obwohl auch Sie damit rechnen müssen, dass diese Volksinitiative angenommen wird.

Es erstaunt mich deshalb nicht, dass in letzter Minute – aus welcher Feder auch immer – hier Gegenvorschläge präsentiert werden. Nochmals: Sie dürfen sich nicht wundern, wenn Sie die Bevölkerung gegen sich aufbringen. Ein solches Vorgehen lässt das Vertrauen der Bevölkerung in die politischen Behörden weiter sinken. Wollen Sie dies? Wir wollen es nicht. Wir bitten Sie deshalb, unserer Kommissionsmotion zuzustimmen, welche einen Baustopp bis zum Vorliegen des Abstimmungsergebnisses fordert.

Cincera: Ich hoffe, Sie lieben Kontraste. Sie werden verstehen, dass ich jetzt ziemlich genau das Gegenteil von dem erzähle und begründe, was Frau Haering Binder eben gesagt hat. Sie hat einen kurzen Ausflug in die sicherheitspolitische Lagebeurteilung gemacht, um damit zu begründen, dass wir in Zukunft keine Waffenplätze, weniger Waffenplätze oder vielleicht einmal sogar keine Armee mehr brauchen. Ich mache Sie immerhin darauf aufmerksam, dass in der Geschichte der Sozialdemokratischen Partei die sicherheitspolitischen Vorstellungen, die sie jeweils entwickelt hat, weit weg von der Realität waren, wie sie dann eingetroffen ist. Wenn man sicherheitspolitische Vorstellungen eher auf Utopien und Hoffnungen als auf die Realitäten dieser Welt abstützt und aus der geschichtlichen Erfahrung keine Lehren zieht, dann muss das fast zwangsläufig passieren.

Wenn man den Ursprung, den Zweck und auch den politischen Gehalt dieser Initiative richtig verstehen will, dann beurteilt man sie besser von hinten nach vorn, oder wenn Sie das anders gesagt haben wollen, von unten nach oben. Zuerst beschliesst ein Parlament aufgrund einer Botschaft einen Kredit für die Verlegung eines bestehenden Waffenplatzes, weil dieser am alten Ort keinen Platz mehr hat; dann kommt auf der anderen Seite eine Gruppierung, die das verhindern möchte. Wie macht man das? Man kommt auf die Idee, dass man es über Uebergangsbestimmungen machen könnte, und wenn man Uebergangsbestimmungen machen will, muss man eben vorne eine Verfassungsänderung einfügen; man macht diese Verfassungsänderung, schreibt darüber noch einen zügigen Titel, der dann im Grunde genommen mindestens zur Hälfte überhaupt nicht in der Initiative als Inhalt vorkommt.

Das ist das Vorgehen, das hier gewählt wurde. Das Ergebnis des Ganzen ist dann, dass man der Armee im Grunde genommen verunmöglicht, in Zukunft ihre Ausbildung zu verbessern, ihre Ausbildung den modernen Gegebenheiten anzupassen und die Ausbildung vermehrt auf den dazu eingerichteten militärischen Anlagen durchzuführen statt irgendwo im Gelände, das sich nun wirklich in den meisten Fällen gar nicht dazu eignet.

Ich habe selber vor rund 25 Jahren eine Studie zur Verlegung des Waffenplatzes Zürich mitverfasst, weil die Kaserne in der Stadt und die «Allmend», die in den Stadtsog geriet, durch einen Waffenplatz ausserhalb der Stadt Zürich zu ersetzen waren. Diesen Waffenplatz können Sie jetzt besichtigen; es ist der Waffenplatz Reppischtal. Schon damals, bei der ganzen Projektierung, hat man versucht, die Bedürfnisse der Armee, die Bedürfnisse des Naturschutzes und auch die Bedürfnisse der Bevölkerung an diesem Reppischtal als Naherholungsgebiet zu koordinieren. Alle Leute aus den Naturschutzkreisen und aus dem Freizeit- und Sportbereich, die sich damals gewehrt haben, kommen heute und sagen: Jetzt funktioniert diese Einheit! Sie funktioniert vor allem auch darum, weil sich das EMD und die Erbauer dieses Waffenplatzes sehr darum bemüht haben, diese Einheit sicherzustellen.

Ich war kurz darauf Referent bei der Kommission Oswald: Vielleicht erinnern sich einige von Ihnen noch, wie man vor rund zwanzig Jahren dieses Dokument schuf; ich habe dort hineinschreiben lassen können, dass die Armee in Zukunft – gerade weil andere Bedürfnisse auf unser Land zukommen – ihre gesamte Ausbildung mehr und mehr auf dazu ausgebauten, dazu eingerichteten Waffenplätzen durchführen muss, damit wir das übrige Territorium vermehrt von der militärischen Belastung verschonen können. Genau dies ist das Argument gegen die Denkweise, die man immer hört: Wir werden jetzt mit der «Armee 95» die Armee so weit reduzieren, dass nur noch für die Hälfte der Soldaten – oder etwas mehr – Plätze zur Verfügung stehen müssen; das stimmt eben nicht. Aus verschiedensten Gründen:

Es ist überall so – auch in der Privatindustrie, sogar bei uns hier im Parlament –: Wenn man gut arbeiten will, braucht man immer besser eingerichtete und grössere Arbeitsplätze. Der Arbeitsplatz wird überall grösser, also auch im Militär, auch die Räume für die Unterkünfte müssen immer etwas komfortabler, etwas grösser, etwas lebenswürdiger gestaltet werden. Das gilt auch beim Militär. Wir bekommen immer wieder neue Waffen, neue Geräte, neue Techniken. Da muss dieser Wandel vollzogen werden können. Das ist nicht mehr möglich, wenn man den Ausbau der Waffenplätze so restriktiv verhindern will.

Ich mache Sie noch auf etwas aufmerksam. Wir reissen jetzt wieder etwas punktuell aus einer Gesamtsicht heraus. Wir haben in diesem Parlament einen sicherheitspolitischen Bericht des Bundesrates behandelt und haben ihm zugestimmt. Wir werden jetzt ein Leitbild bekommen und dieses auch behandeln müssen. Wir haben schon etwas davon gehört, was das Vorhaben «Armee 95» bringt. Es ist die grösste Armeereform, die je durchgeführt wurde. Es ist eine Reform, die eine Effizienzsteigerung, eine Modernisierung der Armee bringen soll. Verbunden damit ist ein riesiges Sparprogramm beim EMD; ein Sparprogramm finanzieller und personeller Art. Das EMD lässt, das können Sie jeden Tag nachlesen, am meisten Haare, es ist auch bereit, das zu tun; aber das setzt voraus, dass ihm die Mittel, die es dringend braucht, um in dieser Rationalisierung und Modernisierung das Nötige noch tun zu können, zur Verfügung gestellt werden.

Dann haben wir eine vollständige Reorganisation des ganzen Bereichs der Rüstungsbetriebe, die im Gange oder demnächst abgeschlossen ist. Unter diesen Voraussetzungen will man jetzt diese Waffenplatzfrage herausbrechen, die doch ein ganz wesentlicher Bestandteil dieser Zusammenhänge ist. So geht das nicht! Wir haben als primäre Aufgabe in diesem Staat die Verantwortung für die Sicherheitspolitik mitzutragen. Die Sicherheitspolitik ist eine Daueraufgabe und darf nicht aufgrund von momentanen modischen Strömungen immer wieder neuen Fragen ausgesetzt werden. Die einzige Konstante in der Geschichte ist die Veränderung, und die Veränderung wird uns ganz bestimmt wieder einmal in die Situation bringen, dass wir alle froh sind, eine glaubwürdige Landesverteidigung zu haben.

Die freisinnige Fraktion empfiehlt Ihnen, der Mehrheit zuzustimmen und den Minderheitsantrag abzulehnen. Sie empfiehlt Ihnen auch, die Motion der Kommissionsminderheit Haering Binder abzulehnen. Sie ist aber auch für das Postulat der Kommission, das Sie auf der Fahne haben.

On. Pini: Grazie all'on. Ernesto Cincera di avermi concesso qualche minuto per esprimere personalmente alcune considerazioni che non possono essere che personali:

Questa iniziativa, io do un giudizio negativo, per delle ragioni liberali che sono opposte alle altre. Il popolo svizzero ha avuto la fortuna, rispetto ad altri Paesi, di esprimersi sul concetto della difesa. Se non vado errato, una grande maggioranza del popolo della Confederazione svizzera, di cui mi onoro di essere rappresentante di una repubblica confederata che, purtroppo, sta perdendo l'ufficialità riconosciuta della sua lingua, si è espresso per la difesa. Conseguentemente l'esercito deve essere organizzato, e deve avere delle piazze d'armi, dove la milizia popolare possa essere preparata nel concetto non dell'aggressione, ma della difesa delle nostre libertà.

Io vi ricordo che vengo da un paese che ha quattro piazze d'armi: Isonne, scuola recluta dei granatieri, Airolo della fanteria, Losone dei sanitari e il Ceneri dell'artiglieria; quattro piazze!

Se noi dovessimo applicare il testo integrale dell'iniziativa che io non contesto per la finalità delle quaranta piazze d'armi, noi dovremo mettere sub iudice, sotto giudizio ogni possibilità, non solo «de agrandir», ma anche di miglioramento a seconda delle necessità future per l'esercizio di queste quattro piazze d'armi. Ecco che qui «casca l'asino». Non è corretto mettere nella Costituzione il blocco di una possibilità di miglioramento e dunque anche «de agrandir» ciò che è già proprietà della Confederazione, dello Stato e della Svizzera per oggi e per domani. E' questo il motivo della mia opposizione. Mi potrò sbagliare, ma lo devo dire agli on. colleghi, avendo pendente un postulato (on. capo del Dipartimento militare federale Villiger!) tramite il quale io chiedo che le caserme diventino, nel miglioramento, nell'«agrandissement des casernes des sièges aussi de formation professionnelle», per evitare vieppiù nel tempo la preparazione professionale dei nostri giovani. Voi volete evitare questo? Io non vi dico quaranta piazze d'armi non bastano, ma, d'altra parte, non dovete aggiungere che queste quarante piazze d'armi non possono essere migliorate, non possono essere ampliate per creare nuove condizioni pratiche rivolte a due cose: alla difesa voluta democraticamente del Paese e, sussidiariamente, nuove strutture concernenti la formazione dei giovani, sia professionale che accademica, come propone il mio postulato.

Per questi motivi io sono contro a questa iniziativa. Le quaranta piazze rimangono, non creiamo di Neuchlen-Anschwilen un'alibi – stiamo parlando di un'alibi? Si tratta invece, di sostituire semplicemente la vecchia, purtroppo polverosa, decrepita caserma di San Gallo; niente di più. Il problema è di sapere, se le caserme che rimangono, noi le possiamo migliorare, anche aggrandire in funzione di una necessità che non conosciamo ancora oggi, ma che sarà la necessità di domani per la difesa, uno, e secondariamente per l'obiettivo, on. Villiger, del mio postulato che spero sia positivamente considerato dal Consiglio federale.

Jaeger: Sie erinnern sich – wenigstens diejenigen, die in der letzten Legislatur schon in diesem Rate gesessen haben – an die direkten Aktionen, die in diesem Rat und im Zweitrat zum Teil vehement kritisiert worden sind. Man hat das demokratische Verständnis der Opponenten ganz grundsätzlich in Frage gestellt. Nun haben gerade diese Opponenten durch die Lancierung und die Präsentierung einer Volksinitiative bewiesen, dass sie genau dieses demokratische Verständnis haben. Sie haben versucht, dem Anliegen eines recht grossen Teiles der Bevölkerung, insbesondere der betroffenen Bevölkerung unserer ostschweizerischen Region, Rechnung zu tragen und dieses auf den Weg der direkten Demokratie zu führen. In diesem Sinne gebührt den Initianten der Dank.

Nach meiner Auffassung ist es verfehlt, wenn von einer «kleinen Gruppierung» gesprochen wird, welche versucht, über eine Rückwirkungsklausel Beschlüsse rückgängig zu machen, die wir im Parlament gefällt haben. Das ist nicht der Fall. Es ist nicht einfach nur eine kleine Gruppierung, sondern in der Ostschweiz gibt es tatsächlich eine breite Bewegung, eine breite Strömung, die diesen Standort des Waffenplatzersatzes nicht will.

Ich möchte die Vertreter der bürgerlichen Parteien darauf aufmerksam machen, dass es zahlreiche bürgerliche Mitbürgerinnen und Mitbürger gibt, die diesem Projekt nicht nur kritisch, sondern sehr ablehnend gegenüberstehen. Ich möchte bitten, das zu bedenken, wenn man sich jeweils als Sprachrohr der sogenannten «breiten Bevölkerung» legitimiert. Ich mache das auch nicht. Ich kann auch nicht sagen, ob die Initiative angenommen wird. Aber ich glaube, dass die Initiative eine recht grosse Akzeptanz geniesst und eine sehr grosse Chance hat, angenommen zu werden.

Noch eine Bemerkung zum Problem, wir hätten in diesem Rat seinerzeit das Projekt beschlossen und wollten es jetzt mit der Initiative rückgängig machen: Es ist nun einmal so, Herr Cincera, dass es sich nicht um eine Modeänderung handelt, wenn plötzlich eine neue sicherheitspolitische Lage entstanden ist. Seit den Beschlüssen, die wir im Parlament in der letzten Legislaturperiode gefällt haben, haben sich sicherheitspolitisch tatsächlich ganz andere Dimensionen aufgetan. Es muss zur Kenntnis genommen werden, dass es heute andere Bedrohungslagen sind – abgesehen von den nichtmilitärischen –, die immer mehr in den Vordergrund treten und die die Schweiz immer mehr dazu zwingen werden, international eingebunden in ein sicherheitspolitisches Konzept ihren solidarischen Beitrag zu leisten.

Das wird man – ich bin nicht Pazifist – mit einer Armee, aber mit einer kleineren Armee, sicher auch mit einer besser ausgerüsteten Armee machen müssen. Aber das wird man mit weniger Waffenplätzen – nicht nur mit gleich vielen Waffenplätzen, sondern mit weniger Waffenplätzen – als heute tun können. Wichtig ist, dass die Sanierung, die Modernisierung möglich ist, und das schliesst die Initiative nicht aus.

In diesem Sinne empfiehlt unsere Fraktion, der Initiative zuzustimmen; sie befürwortet aber auch den Baustopp. Ich konnte als Mitglied der Finanzkommission die Versicherung von Herrn Bundesrat Villiger einige Male entgegennehmen, er wolle den Ablauf der Initiativbehandlung beschleunigen und er wolle auch dafür sorgen, dass in der Region nicht allzu viele bauliche Sachzwänge geschaffen würden. Ich möchte Herrn Bundesrat Villiger attestieren, dass er bisher versucht hat, dieses Versprechen einzuhalten. Aber wir meinen, es sei auch aus finanzpolitischen Erwägungen heraus richtig, wenn wir jetzt diesen Baustopp beschliessen.

Tragen Sie der grundsätzlich veränderten Lage Rechnung! Denken Sie daran: Die Armee ist vielleicht nicht eine Branche ohne Zukunft, wie Frau Haering Binder das gesagt hat, aber die Armee ist – sagen wir doch: glücklicherweise; das sage ich auch als Ökonom – eine schrumpfende Branche, und wir hoffen, dass sie noch lange eine solche Schrumpfungszukunft vor sich haben wird. Das ist ja letzten Endes sicher in unserem Interesse.

M. Carobbio: Les rapporteurs vous ont présenté les arguments formels et matériels qui ont incité la majorité de la commission à vous proposer le rejet de l'initiative. Je ne m'occuperai pas des arguments se rapportant à l'unité de la matière ou à la prétendue ambiguïté de l'initiative due au titre qui ne correspondrait pas à son contenu. Du reste, personne n'a conclu sur la base de cette argumentation que l'initiative était irrecevable. Je préfère m'en tenir aux questions matérielles qui sont bien plus importantes.

Le premier élément que j'aimerais souligner, c'est que les questions soulevées par l'initiative sont tout à fait légitimes et, selon nous, soutenables. D'ailleurs, le fait qu'aujourd'hui on cherche à opposer à l'initiative un contre-projet confirme mes propos précédents. Les questions soulevées par l'initiative sont celles que les citoyens et les citoyennes se posent de plus en plus. C'est le cas pour celles se rapportant à la place d'armes de Neuchlen-Anschwilen. A ce propos, j'estime qu'émettre des réserves sur la validité de la disposition transitoire rétroactive est pour le moins discutable, alors que le Département militaire fédéral et la majorité de ce Parlement, pour de pures raisons de forme et de prestige, ont autorisé les travaux de construction avant le vote sur l'initiative.

Les questions concernant la protection de l'environnement et de la nature ne sont pas non plus négligeables. Vous devez

admettre que la construction ou l'agrandissement de places d'exercice ou de places d'armes met en danger la nature. Monsieur Pini, on peut être d'accord sur la nécessité de la défense, mais pas à tout prix.

Les socialistes estiment que la meilleure façon de renforcer la volonté de défense du pays passe par l'octroi de la priorité à la sauvegarde de l'habitat de l'homme et le renoncement à toute atteinte inutile. Nous pensons que les places d'armes, d'exercice et de tir existantes sont plus que suffisantes. Le Conseil fédéral, les rapporteurs et d'autres l'admettent maintenant. Mais, en prenant acte du fait qu'en pratique il n'y aura pas d'autres constructions dans un avenir prévisible, la majorité trouve que l'acceptation de l'initiative aurait des effets néfastes sur la préparation de notre armée. Elle affirme que, même avec la réforme «Armée 95», il faudra encore des places d'armes pour cette formation.

C'est précisément cette conception de notre politique de sécurité que les socialistes contestent. A notre avis, la sécurité d'un pays comme la Suisse dépendra toujours moins, dans les années futures, de la défense armée. De toute façon, une profonde révision de la conception de notre armée, qui devra aller bien au-delà de ce que propose le projet «Armée 95» s'imposera, ne fût-ce que pour des raisons financières, comme le montre le débat autour du projet d'acquisition du nouvel avion de combat. Il est donc réaliste et non utopique d'imaginer que, dans le futur, il ne sera pas nécessaire de créer d'autres places d'armes que celles dont nous disposons, qui sont plus que suffisantes. Il s'ensuit, je le répète, que les requêtes de l'initiative sont tout à fait valables. Nous ajouterons encore qu'il est opportun de soumettre les autorisations pour les projets militaires aux procédures civiles et qu'il n'est pas normal d'octroyer des privilèges dans ce domaine.

E come ticinese, collega Pini, aggiungerò che, come rappresentante di un Cantone, in cui già sorgono parecchie, troppe piazze d'armi, l'esigenza della protezione dell'ambiente della natura e dei valori turistici che sono fondamentali per l'economia del Cantone, giustificano un chiaro e forte sì all'iniziativa. Non a caso del resto in Ticino per questa iniziativa sono state raccolte parecchie più firme di quanto di solito vengono raccolte per l'iniziativa federale.

Pour les raisons précitées et d'autres, exposées préalablement, je vous invite à soutenir la proposition de la minorité de la commission ainsi que la motion de la minorité de Mme Haering Binder.

Bischof: Bei der Initiative «40 Waffenplätze sind genug» geht es den Initianten nicht nur um den Bau des Waffenplatzes Neuchlen-Anschwilen, sondern auch generell um eine Schwächung der militärischen Infrastruktur. Der Geist der Befürworter einer Schweiz ohne Armee ist bei diesem Vorhaben deutlich spürbar. Wer den Fortbestand einer modernen, schlagkräftigen Armee wünscht, muss dafür sorgen, dass das Militär auch in Zukunft über die nötigen Ausbildungsplätze verfügt.

Argumente der Initianten wie fehlender Umweltschutz, Baustopp oder eben «40 Waffenplätze sind genug» werden von der Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi nicht akzeptiert. Insbesondere der Hinweis auf den Umweltschutz ist fadenscheinig. Dabei denken wir an die von den Kreisen um die Initianten befürwortete liberale Einwanderungspolitik, die uns jedes Jahr den Verlust an Kulturland von der Grösse einer Stadt Winterthur beschert. Uebrigens ist der Botschaft zu entnehmen, dass der Bundesrat die notwendigen Vorkehrungen betreffend Umweltschutz optimal zu erfüllen sucht.

Bekanntlich handelt es sich beim Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen nicht um einen zusätzlichen Bau, sondern um den Ersatz des Waffenplatzes St. Gallen, welcher einem Autobahn-teilstück weichen musste. Seit geraumer Zeit müssen die Soldaten auf andere Waffenplätze und Übungsgelände transportiert werden, was täglich lange Fahrten bis in den Kanton Thurgau bedingt. Dass diese motorisierten Verschiebungen eine ständige schwere Belastung der Umwelt mit sich bringen, ist offensichtlich.

Die momentanen Unterkunftsbedingungen in Provisorien und auf verschiedenen Waffenplätzen sind unhaltbar. Aus diesem Grunde ist es dringend nötig, dass Neuchlen-Anschwilen gebaut wird und Unterkünfte auf anderen Waffenplätzen modernisiert werden. Oder sollen unsere Rekruten schlechter untergebracht sein als Asylbewerber? Neuchlen-Anschwilen ist ein von unserem Parlament bewilligtes Projekt. Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi lehnt aus diesem Grunde den beabsichtigten Baustopp ab.

Angesichts der äusserst prekären sicherheitspolitischen Lage – man denke nur an die Entwicklung in Jugoslawien und an die instabile Situation in Russland – wäre es unsinnig und gefährlich, die zukünftige Entwicklung unserer Verteidigungsbereitschaft zu schwächen oder gar zu behindern.

Wenn es um unsere Landesverteidigung geht, werden leider von bestimmten Kreisen immer wieder immense Hürden und Barrieren gefordert. Die vorliegende Initiative gehört zu diesen Machenschaften.

Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi lehnt die Volksinitiative ab und unterstützt die Mehrheit der Kommission.

Bezzola: Signur president, stimà signur cusseglier federal, stimadas damas, stimads signurs, cir eu am permet da dir un pèr plets in mia lingua materna, davo cha collega Pini e collega Carobbio han eir fat quai in lingua taliana.

Vor allem aus zwei Gründen bitte ich Sie, diese Initiative abzulehnen. Einmal schränkt sie die Flexibilität in der Ausbildung unserer Armee noch stärker ein, und zum zweiten vergrössert sie die Umweltbelastung durch das Militär, weil die bestehenden Waffen-, Schiess- und Übungsplätze nicht mehr laufend angepasst und modernisiert werden können. Eine optimale und sinnvolle Nutzung ist daher nicht mehr möglich.

Gemäss Armeeleitbild 95 wird unsere Armee moderner, kleiner, flexibler. Der Ausbildungsbedarf bleibt ungefähr gleich gross, die Reduktion der Bestände erfolgt über die Verjüngung unserer Armee. Bestehende Waffenplätze werden bereits heute vermehrt durch WK- und EK-Truppen benützt; Täler, Dörfer und deren Bewohner werden damit vor Immissionen, die im Zusammenhang mit militärischen Aktivitäten nicht zu umgehen sind, vermehrt verschont. Weg von der freien Natur und hin zu bestehenden Anlagen wird deshalb in Zukunft vermehrt der Fall sein; das ist praktischer Umweltschutz, bedeutet aber auch eine wesentliche Effizienzsteigerung in der Ausbildung und in der Durchführung von Übungen.

Ich spreche aus Erfahrung: Ich bin aktiver Truppenkommandant und seit über zwanzig Jahren Jahr für Jahr immer wieder auf der Suche nach geeigneten Ausbildungs- und Übungsplätzen. Wirtschaftlichkeit und kostenbewusstes Handeln sind auch hier gefragt. Eine Armee, die den veränderten Bedrohungsformen Rechnung trägt, wird gefordert. Eine moderne Armee muss aber auch zeitgemässe Ausbildungsplätze zur Verfügung haben. Für Flexibilität in der Ausbildung, in Schulen und Wiederholungskursen muss gesorgt sein.

Mit der vorliegenden Initiative wird nicht nur der Bau zusätzlicher Waffenplätze verunmöglicht, sondern auch die Aufhebung alter, überholter Anlagen und deren Wiederaufbau an geeigneten Standorten werden verhindert. Entscheidender ist für mich aber, dass der Ausbau, die Anpassung und die Modernisierung der bestehenden Waffenplätze wesentlich erschwert, verzögert, ja sogar verunmöglicht werden.

In der Ostschweiz gibt es nicht nur Neuchlen-Anschwilen. Auch der Waffenplatz St. Luzisteig ist in einem sehr schlechten Zustand, für heutige Verhältnisse unbewohnbar. Auf dem Waffenplatz Mels wohnen die Rekruten unter Tag in einem Festungswerk. Der Neubau einer Kaserne wird verunmöglicht. Andere Waffen, andere Geräte, andere Fahrzeuge, neue Munitionsarten verlangen entsprechende Ergänzungen auf den Waffenplätzen und Übungsanlagen. Die militärischen Anlagen sollen den zivilen gleichgestellt werden. Die Erfahrung zeigt, dass bei einem üblichen Bewilligungsverfahren vom Beginn der Projektierung bis zur Inbetriebnahme ungefähr 10 Jahre verstreichen.

Dass die Initianten nicht an einer effizienten Ausbildung unserer Armee interessiert sind, kann ich zur Not noch verstehen.

Für mich ist aber unverständlich, dass sie gegen wirtschaftliche Lösungen und gegen Umweltschutz in der Armee sind und eine grosse Anzahl Arbeitsplätze gefährden.

Ich bitte Sie, die Initiative «40 Waffenplätze sind genug» abzulehnen.

Meier Hans: Die grüne Fraktion wird die Volksinitiative «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär» einstimmig unterstützen. Diese Initiative war das einzige mögliche demokratische Mittel, um den Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen zu verhindern. Der grosse Teil der Bürgerinnen und Bürger, die zu diesem Mittel griffen, sind keine Armeegegner, sondern sie möchten diese zwischen den Städten Gossau und St. Gallen gelegene Landschaft schützen und erhalten. Inmitten der am stärksten besiedelten und industrialisierten Region der Ostschweiz hat sich auf dem Hochplateau eine grosse Fläche Kulturland im Ausmass von 10 Kilometern Länge und 5 Kilometern Breite mit wertvollen Naturschutzgebieten ohne wichtige Strassenverbindungen, ohne Hochspannungsleitungen, ohne Industrie und Wohnsiedlungen erhalten. Seit Jahren kämpfen der sanktgallische und der appenzellische Naturschutzbund und der Naturschutzverein St. Gallen für diese einmalige Kultur- und Naturlandschaft.

Als ehemaliger Infanterie-Kompaniekommandant, der – wie Herr Bezzola – auch oft auf Schiessplatzsuche war, kann ich zwar verstehen, dass das EMD sein begehliches Auge auf diese Landschaft warf, um dort den sogenannten Dreiklang – Militär, Erholungsgebiet und Landwirtschaft – zu wiederholen, nach dem Muster der Verlegung der Kaserne Zürich ins Reppischtal.

Leider ist dies kein harmonischer Dreiklang, sondern eine Dissonanz. Wie im Reppischtal wurde das Gespräch mit der Bevölkerung weitgehend verweigert; wie im Reppischtal wurde die Bevölkerung vor vollendete Tatsachen gestellt. Für mich als Armeebefürworter ist es tragisch, wie die militärfreundliche Bevölkerung der Ostschweiz ins Lager der Armeegegner getrieben wird. In diesem Saal wurde zwar letztes Jahr bei der Kreditsprechung erklärt, die Bevölkerung sei grossmehrheitlich für den Waffenplatz. Ein Antrag von unserem Kollege Laurent Rebeaud auf eine Konsultativabstimmung unter der Bevölkerung wurde aber strikte verweigert. Jetzt wird das Schweizervolk entscheiden.

Wir Grüne sind zuversichtlich, dass Neuchlen-Anschwilen kein zweites Reppischtal, sondern ein zweites Rothenthurm wird. Wir hoffen auf die Solidarität all derer, die unter der Bauwut, dem Lärm, der Hektik und der fortwährenden Zerstörung der Landschaften in unserer Heimat leiden. Es sind dies die Bewohner der Alpentäler, die die verrückte Mobilität der EG erdulden sollen, die Anwohner der «Bahn 2000», denen man ihre demokratischen Einsprachmöglichkeiten beschnitten hat. Es sind dies all die Naturfreunde in unserem ganzen Lande, die die ideellen Werte vor die materiellen stellen. Es sind dies aber auch die Bauern, deren Betriebe in den nächsten Jahren aus wirtschaftlichen Gründen zur Hälfte wegrationalisiert werden sollen.

Die Uebergangsbestimmungen bringen die Verhinderung des Waffenplatzes. Die Hauptartikel bringen erstens mehr Umweltschutz beim Militär und zweitens ein Verbot der Erweiterung und Neuerstellung von weiteren Waffenplätzen. Mehr Umweltschutz beim Militär tut not. Dies hat sogar Herr Bundesrat Villiger kürzlich in einem Interview erklärt.

Wir Grüne anerkennen durchaus, dass das EMD mit der Einrichtung einer Koordinationsstelle für Umweltschutz und Raumplanung einen Schritt in die richtige Richtung getan hat. Auch das Einholen von Meinungen kompetenter Fachleute zu Umweltfragen ist eine erfreuliche Entwicklung. Die Annahme der Initiative schafft lediglich den nötigen gesetzlichen Rahmen.

Acht Jahre lang war ich Bauvorstand der Gemeinde Glattfelden an der Grenze, am Rhein. Jedes Gartenhäuschen wurde auf Zonengerechtigkeit usw. hin überprüft; Sie kennen das. Die Armee aber baute bei uns in der gleichen Zeit Befestigungsanlagen, einen grossen Führungsbunker – ohne Baubewilligungsverfahren selbstverständlich, ohne Einspruchsmöglichkeiten. Und wir wissen ja, dass sich militärische Pro-

jekte nicht an die Zonenplanung halten müssen. Diese Gesetzesbestimmungen aus dem Jahre 1907 werden mit der Annahme der Initiative geändert.

Es wird gesagt, die Geheimhaltung sei im Eimer, es gäbe ungebührliche Verzögerungen. Geheimhaltung: Italiener und Jugoslawen bauen diese Bunker. Wer wissen will, wo die Bunker stehen, weiss es schon längstens. Wir müssen abwägen und die Frage stellen: Was verteidigen wir und um welchen Preis? Wir dürfen nicht schon bei der Vorbereitung der Verteidigung Landschaften und Ökosysteme schädigen.

Zu Artikel 22 Absatz 3 BV: Auch ich bin der Meinung, dass man Waffenplätze nicht für Hunderte von Jahren konservieren und gleich lassen kann. Aber Herr Bundesrat Villiger hat bei der Debatte in der Kommission erklärt, bei Annahme der Initiative werde eine gesetzliche Konkretisierung nötig werden. Wenn ich da ins Parlament schaue: Hier drin sitzen genügend Anwälte unserer Landesverteidigung; wir brauchen keine Angst zu haben, dass solche Modernisierungen in Zukunft durch die Initiative verunmöglicht würden. Wir sind froh, dass im Raum Neuchlen-Anschwilten eine gewisse Beruhigung eingetreten ist. An der Infrastruktur wird zwar weiter gearbeitet; aber wir bitten den Bundesrat, bis zur Abstimmung auf den Beginn des Baues der Kaserne zu verzichten. Wir unterstützen deshalb den Baustopp nach der Motion der Kommissionsminderheit (Haering Binder).

Den Antrag von Kollege Oehler lehnen wir ab. Er will die Kaserne im Raum Neuchlen-Anschwilten realisieren, und das war ja der Grund, dass diese Initiative überhaupt gemacht wurde. Bei dieser Initiative geht es nicht um die Frage: «Armee – ja oder nein?», sondern es geht darum, zu fragen, wieviel Land unser Militär noch für die Landesverteidigung beanspruchen soll, ob dem Verschleiss nicht Grenzen gesetzt sind; ob man den kritischen Stimmen nicht mehr Beachtung schenken soll. Wir alle haben unser Land gern, und Gottfried Keller sagte im «Fähnlein der sieben Aufrechten»: «Achte jedes Mannes Vaterland, aber das deinige liebe. Wie zierlich und reich ist es aber, auch gebaut! Je näher man es ansieht, desto reicher ist es gewoben und geflochten, schön und dauerhaft, eine preiswürdige Handarbeit.»

Diese Handarbeit wollen wir erhalten, wenn nötig mit unserer Armee verteidigen, aber nicht weiter zerstören.

Deshalb unser einstimmiges Ja zur Initiative.

M. Narbel: Pour le groupe libéral, nous examinons une initiative dont le but premier est la paralysie des infrastructures nécessaires à l'instruction et à l'entraînement de notre armée. Les initiateurs poursuivent trois buts à long terme, nous semble-t-il: premièrement, empêcher toute évolution des installations militaires actuelles; deuxièmement, interdire toute construction de remplacement pour une caserne ou une place d'exercice qui devrait être désaffectée à la suite d'un environnement ayant évolué et qui rendrait la pratique militaire impossible; troisièmement, créer les conditions légales de blocage par des procédures usuelles en matière de construction.

On peut être certain que, face à des oppositions systématiques, construire un ouvrage militaire deviendrait impossible ou alors serait l'oeuvre d'une génération au moins. Tout à l'heure, un de nos collègues évoquait le problème de RAIL 2000. Le nombre des oppositions à des constructions militaires serait certainement aussi grand qu'à RAIL 2000. L'an dernier, vous avez pris des décisions pour déroger à la procédure usuelle.

Comme toute entreprise humaine, il est nécessaire que l'armée s'adapte à l'évolution, technologique tout particulièrement. Ses installations doivent permettre l'entraînement à des équipements modernisés, nouveaux. Le rapporteur de langue française évoquait tout à l'heure, dans son rapport, l'usage de simulateurs pour remplacer des places d'exercice. Par exemple, la conduite des véhicules blindés à l'aide de simulateurs permet d'éviter l'utilisation de terrains d'exercice, ce qui représente un avantage certain pour l'environnement. Il en va de même pour l'exercice de tir à l'aide d'armes sophistiquées. Certaines régions ont fait l'expérience heureuse de ce souci de limiter les répercussions douloureuses de l'exercice militaire. Accepter l'initiative équivaldrait à empêcher la poursuite

dans une telle direction: on ne pourrait donc pas ériger des constructions pour loger ces nouveaux simulateurs.

A une époque où l'adaptation aux progrès est une nécessité, il est contraire à toute logique de geler nos installations militaires en leur état actuel. C'est un réflexe conservateur qui pourrait être hautement dommageable à l'adaptation de notre armée aux missions qu'elle doit assumer. Ces missions, nous le savons, devront évoluer, et ce sera le cas suite aux changements que connaît notre continent.

Autre critique: cette initiative a une rédaction approximative pour ne pas dire trompeuse. Nous en évoquerons quelques aspects. Premièrement, le titre «40 places d'armes, ça suffit!» ne correspond pas au contenu, puisque les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 22 cst. proposé concernent par exemple les aérodromes. L'initiative vise donc l'ensemble des constructions militaires, si l'on considère le texte dans son entier. Deuxièmement, l'alinéa 4 de ce même article soumet aux procédures des constructions civiles l'ensemble des installations militaires. On est fort loin de l'affirmation «l'armée doit aussi se soumettre à la législation sur la protection de l'environnement». En fait, il s'agit de soumettre à l'ensemble de la législation ordinaire toute construction militaire, sans tenir compte des spécificités propres à l'armée. Le maintien du secret en est un exemple évident. Troisièmement, le flou dans la terminologie utilisée quant aux constructions visées est voulu. Il permettra de s'opposer avec succès à quelque projet militaire que ce soit. Enfin, à court terme, l'initiative vise au démantèlement de la place d'armes de Neuchlen-Anschwilten. C'est faire fi des décisions prises par les Chambres pour engager des fonds importants. En empêchant la poursuite de la construction de cette place d'armes, on vilipenderait les fonds publics. Il n'est pas admissible vis-à-vis des contribuables d'adopter une telle attitude.

M. Carobbio, tout à l'heure, affirmait que, eu égard à cette initiative, on ne respectait pas la volonté populaire. Au contraire, cette initiative a été déposée après qu'une décision eut été prise par les Chambres. Or, je suis d'avis qu'elle a été déposée trop tard en regard de la place d'armes susmentionnée.

Quant à la proposition Oehler, c'est un contre-projet à l'initiative, soumis aujourd'hui seulement à notre Parlement. Dans sa rédaction, ce texte comporte les mêmes approximations et un flou comparable à celui de l'initiative. Il n'est pas non plus opportun d'accepter cette proposition.

Pour toutes ces raisons, le groupe libéral vous invite à rejeter l'initiative «40 places d'armes, ça suffit!» et souhaite que la votation populaire ait lieu en septembre prochain.

Giger: Die Volksinitiative «Schweiz ohne Armee» ist mit Zweidrittelmehrheit vom Schweizervolk abgelehnt worden. Das bedeutet, dass wir eine Verteidigungsarmee befürworten und dass deshalb für unsere Armee die Grundlagen für eine zeitgemässe Ausbildung erhalten bleiben respektive geschaffen werden müssen.

Der Ersatz für die Kaserne und das Übungsgelände auf der Kreuzbleiche und im Sittertobel in der Stadt St. Gallen unter dem Reiznamen Neuchlen-Anschwilten bildete auch den Ansatz für die Lancierung dieser Initiative. Mit der Schaffung dieses Ersatzes werden die der Initiative zugrunde liegenden 40 Waffenplätze nicht überschritten. Die Initiative lässt zudem offen, ob ein Ersatz von aufgehobenen Plätzen möglich bleiben würde.

Der Nationalrat hat dem Ausbau des Waffenplatzes Herisau-Gossau 1989 mit 132 zu 15 Stimmen klar zugestimmt. Die Aufnahme der Bauarbeiten für diese Anlage im Frühling 1990 ist deshalb unbestritten zu Recht erfolgt.

Als St. Galler, wie Frau Hollenstein, möchte ich zum Waffenplatz Herisau-Gossau doch folgendes bemerken: Eine intensive und offene Diskussion hat zu einer klaren vertraglichen Regelung zwischen den betroffenen Gemeinden geführt. Das Gelände des Waffenplatzes dient ausserhalb des Schiessbetriebes, so an Wochenenden, als Naherholungsgebiet. Es wird auch land- und forstwirtschaftlich genutzt. Eine veranlasste Umweltverträglichkeitsprüfung zeigt den Willen auf, den naturschützerischen Anliegen Rechnung zu tragen. Besondere Schutzzonen werden im Interesse des Natur- und Biotop-

schutzes ausgeschieden, was im Interesse des Naturschutzes eine extensive Nutzung garantiert. Generell stehen die Anlagen, insbesondere die Sport- und Schiessanlagen, den Vereinen – es sind immerhin sieben Schützenvereine – zur Verfügung.

Zu Frau Hollenstein möchte ich nur bemerken: Ich denke an den am See gelegenen Waffenplatz in Walenstadt, in meiner Nachbargemeinde. Dieses schöne Areal wäre heute schon längst mit zivilen Bauten überbaut, wenn es nicht dem Bund als Übungsplatz dienen würde. Dieses Gelände steht ebenfalls der Öffentlichkeit zur Verfügung, wenn es nicht militärisch belegt ist.

Die Gleichstellung von militärischen und zivilen Anlagen finde ich mehr als problematisch. Die gesetzlich vorgesehene Sonderbehandlung von Eisenbahnbauten und Nationalstrassen beispielsweise würde durch die Initiative nicht betroffen. Trotz dieser Sonderbehandlung zeigen die 2000 Einsprachen bei «Bahn 2000», wie leicht Objekte von öffentlichem Interesse an die Wand gedrängt, d. h. in der Realisierung verzögert werden können. Die Geheimhaltung militärischer Objekte wäre mit einer öffentlichen Planaufgabe ebenfalls nicht mehr gewährleistet.

Die Initiative lässt die Frage offen, ob zukünftig aufgegebenen Plätze noch ersetzt werden dürften. Die Initianten haben dabei den Waffenplatz Herisau-Gossau im Visier. Wenn sich beispielsweise, wie im Fall Kreuzbleiche in St. Gallen, Wohngebiete bis in die Nähe eines Übungsplatzes ausgedehnt haben oder diesen gar umschliessen, könnte eine Aussiedlung trotz Lärmbelästigung der Anwohner nicht mehr erwogen werden.

Schon aus diesen Überlegungen ist die Initiative abzulehnen, aber auch deshalb, weil bestehende Waffenplätze aufgrund neuer Ausbildungsbedürfnisse intensiver genutzt werden müssen und in baulicher Hinsicht einen höheren Ausbaustandard voraussetzen.

Würde der Initiative Folge gegeben, müssten früher oder später, weil Waffenplätze nicht verlegt werden können, Übungsplätze aufgegeben werden. Auch ein Ausweichen auf private Schiess- und Übungsplätze im Voralpengebiet brächte – wie die Erfahrung gerade in Gebieten mit starkem Tourismus zeigt – nicht die Lösung. Sie müssen vielmehr als Ergänzung zu festen Übungsplätzen verstanden werden.

Wir haben zu unserer Armee ja gesagt. Die Armee der Zukunft ist mehr denn je auf moderne Ausbildungsplätze angewiesen. Neue Ausbildungsbedürfnisse und eine veränderte Umwelt verlangen neue Ausbildungsinfrastrukturen. Die Zahl der 40 Waffenplätze wird mit der Verlegung des Waffenplatzes von der Kreuzbleiche und vom Sittertobel nach Herisau-Gossau nicht überschritten.

Ich bitte Sie deshalb, die Initiative abzulehnen.

Gross Andreas: Das Eidgenössische Militärdepartement und seine Anhängerschaft in diesem Saal müssten eigentlich diese Initiative aus der Ostschweiz als Geschenk des Himmels willkommen heissen. Sie bietet ihnen nämlich die einzigartige Chance, ohne irgendwelche Risiken zu illustrieren, dass sie die politischen Zeichen der Zeit erkannt haben, dass sie lernfähig sind. Sie könnten die These widerlegen, wonach wer Macht hat, das Privileg hat, nicht lernen zu müssen.

Doch haben sie die Uebersicht, diese Chance zu erkennen, sie wahrzunehmen? Haben sie die Distanz, zu der ihnen so lieb gewordenen Sache, um zu merken, dass sie um der Sache willen jetzt umdenken müssten?

Ihre Art, wie sie bisher mit dieser Initiative umgegangen sind, deutet nicht unbedingt darauf hin, dass sie diese Chance erkannt haben. Die Welt hat sich verändert; das EMD bleibt sich treu. Es hat sich nun einmal von Kopf bis Fuss auf die geharnischte Verteidigung eingestellt, macht das weiter so, und sei es, bis es nurmehr noch sich selber verteidigt! Es klammert sich an jeden einzelnen Waffenplatz wie ein kleiner Junge an seine erste Eisenbahn, sein Lieblingsspielzeug. Es scheint, als ob man dort um jeden einzelnen der 258 Millionen Quadratmeter kämpft, die man besitzt. Dabei will ihm gar niemand einen Quadratmeter wegnehmen. Die Initiative will nur, dass an neuen Orten keine neuen Waffenplätze aufgebaut werden

können. Da befürchtet man im EMD schon die Abschaffung der Armee, wo es doch lediglich um deren Begrenzung geht, finden doch viele Leute, auch die Armee müsse akzeptieren, dass ihr Grenzen gesetzt sind.

Der amerikanische Präsident hat gestern vor seinem Parlament bekanntgegeben, dass er bereit ist, sein Militärbudget um 50 Milliarden Dollar zu kürzen. Sein Nachfolger spricht schon von 100 Milliarden Dollar. Die ehemaligen «Feinde» sind verschwunden; sie haben sich aufgelöst. Deren Erben beginnen, Hunderte von Raketen abzubauen, Hunderttausende von Soldaten zu entlassen. Unzählige Staaten kürzen ihre Militärbudgets weit über das Ausmass der Teuerung hinaus und wandeln Kasernen in Flüchtlingsheime um. Doch was tut das schweizerische EMD? Es fürchtet um seinen Abbau, wenn es um die Begrenzung der Waffenplätze geht, und es fürchtet um die Existenz seiner lieb gewordenen Institution, wenn es darum geht zu verhindern, dass ihm noch mehr freies Kulturland geopfert wird.

Herr Villiger, Sie sprechen immer von Speck und mehr Muskeln. Ich frage Sie, Herr Villiger: Sollten Sie nicht vor lauter Wohlstandsfett auch daran denken, dass mit Muskeln nicht gedacht werden kann? Mit Muskeln allein kann man die Zeichen der Zeit nicht erkennen. Es braucht noch etwas anderes dazu: den Kopf. Diese Initiative wäre eigentlich die Einladung an das EMD und Sie, zu zeigen, dass Sie bereit sind, mit dem Kopf zu denken und nicht mehr nur auf die Muskeln zu schauen. Ihnen müsste die Volksinitiative willkommen sein. Sie sollten sie dem Volk aus vier Gründen zur Annahme empfehlen:

1. Die internationale Lage hat sich, wie erwähnt, vollständig verändert. Wenn Herr Cincera da von Mode spricht, dann hat er wahrscheinlich von Mode keine Ahnung, weil das eine sehr kurzfristige Zeitströmung ist. Wenn Sie meinen, es sei eine Mode, was wir heute erleben, dann haben Sie die epochale Bedeutung dessen, was sich jetzt erstmals seit dem Zweiten Weltkrieg verändert hat, nicht verstanden.

2. Die Zahl der Rekruten wird nach der Barras-Reform, dem kommenden Zivildienst und angesichts der geburtenschwachen Jahrgänge massiv, zumindest um 25 Prozent, abnehmen. Und weil die Waffenplätze zu 85 Prozent von Rekruten frequentiert werden, ist das eine massgebliche Zahl zur Beurteilung, wie viele von den heute 40 Waffenplätzen Sie ohne Verlust an Ihrer Existenz aufgeben und ersatzlos streichen können.

3. Auch das EMD muss endlich lernen, dass selbst dem EMD in diesem Land nicht unbegrenzt Raum zur Verfügung steht.

4. Das Volk hat – das wurde bereits erwähnt – schon vor zwei Jahren in einer noch anderen politischen Lage ein Zeichen, ein Signal gesetzt, das Ihnen zeigen sollte, dass viele Leute endlich wollen, dass auch das EMD merkt, dass es nicht bei jeder kleinen Reform den Untergang an die Wand malen, sondern bereit sein sollte zu zeigen, dass es lernen, dass es sich auf eine neue Situation einstellen kann.

Sie hätten mit dieser Initiative die einzigartige Chance, dieser Million Schweizerinnen und Schweizer zu zeigen, dass Sie bereit sind, ein bisschen vom hohen Ross herabzusteigen und ein bisschen neues Denken in sich aufzunehmen und zu manifestieren, indem Sie diese Initiative annehmen bzw. zur Annahme empfehlen, weil glücklicherweise über das Schicksal dieser Initiative nicht in diesem Saal entschieden werden wird.

M. Darbellay: Plusieurs préopinants l'ont rappelé, le titre est trompeur: «40 places d'armes, ça suffit!», puisque le troisième alinéa de l'article 22 de la constitution nous propose déjà: «des places militaires d'exercice et de tir, des places d'armes et aérodromes militaires ne peuvent être ni nouvellement créés ni agrandis». Je ne parlerai donc pas des places d'armes ni des aérodromes qui sont généralement propriété de l'armée et cette dernière peut de ce fait en disposer. Par contre, ce n'est généralement pas le cas pour les places de tir et d'exercice. Le plus souvent, ce sont des consortages, des communes, des bourgeoisies, qui en sont propriétaires. L'armée a passé des contrats avec les divers propriétaires, et ceux-ci ont le droit d'en disposer. Ces terrains peuvent être utilisés à d'autres fins, par exemple, à un moment donné, le déve-

loppement touristique peut faire qu'on doive y affecter ces terrains, et il peut arriver aussi que ces places deviennent des régions de réserves naturelles. Il faut par conséquent que la Confédération ait la possibilité de remplacer ces places d'exercice et ces places de tir, mais l'initiative, telle que proposée, ne lui donnerait pas ces possibilités. Elle manque absolument de souplesse.

Rappellerai-je à M. Gross Andreas que le peuple suisse et les cantons ont maintenu l'armée, que cette dernière est en train de se modifier – nous aurons moins de soldats demain qu'hier – mais que les moyens à disposition sont de plus en plus sophistiqués et que les places d'exercice doivent être nécessairement à disposition. Il n'est pas heureux de vouloir maintenir une armée et de ne pas lui donner les moyens d'exercer son rôle.

Je ne parlerai pas non plus de l'alinéa 4 qui poserait un certain nombre de problèmes, spécialement en relation avec le secret militaire. Je dirai simplement, en guise de conclusion, que nous avons aujourd'hui les moyens à disposition pour faire en sorte que l'environnement soit respecté et que l'armée dispose des places qui lui sont nécessaires.

Je vous invite donc à refuser aussi bien l'initiative qui nous est proposée que le contre-projet qui, à mon sens, n'est pas nécessaire.

Hari: Im Namen der Schweizerischen Volkspartei halte ich folgendes fest: Hier steht eine Volksinitiative zur Diskussion, deren Titel mit dem Text schlecht vereinbar ist. Wir verfügen heute bereits über 40 Waffenplätze, und nirgends bestehen Pläne, einen 41. zu bauen: Somit muss dieser Titel als stimmenfängendes Schlagwort bezeichnet werden. Beim geplanten Ausbau des Waffenplatzes Neuchlen-Anschwilen handelt es sich nicht um einen zusätzlichen Waffenplatz, sondern um die Verlegung der Anlagen in St. Gallen, welche dem Anschluss an die Autobahn weichen mussten. Heute ist die Truppe provisorisch in der Kaserne Herisau untergebracht, wo leider – es wurde hier bereits angetönt – fast unzumutbare Verhältnisse herrschen. Das heutige Provisorium bedingt täglich lange Transporte von der Kaserne Herisau zu den Ausbildungs- und Schiessplätzen in Neuchlen-Anschwilen. Dies ist nicht nur eine grosse Belastung für Rekruten und Kader, sondern es geht dabei eben recht viel wertvolle Ausbildungszeit verloren.

Würde die Initiative angenommen, so wäre es kaum mehr möglich, Truppenunterkünfte und Ausbildungsanlagen den künftigen Anforderungen anzupassen. Unsere «Armee 95», die mannschaftsmässig um ein Drittel kleiner werden soll, muss mit modernen Waffen und modernen Geräten ausgerüstet werden. Die notwendige Ausbildung kann nicht auf Anlagen von gestern für die Bedürfnisse von morgen erfolgen. Zum vorgeschlagenen Absatz 4 von Artikel 22 BV betreffend Gleichstellung militärischer und ziviler Anlagen muss festgestellt werden, dass die Landesverteidigung in erster Linie Aufgabe des Bundes ist. Dieser soll beim Erstellen von Anlagen, die möglicherweise sogar unter die Geheimhaltung fallen, nicht von Gemeinden und Kantonen beeinflusst und abhängig werden. Umweltschutz, wie auch die Gesetze über die Raumplanung, Natur- und Heimatschutz gelten natürlich für das Eidgenössische Militärdepartement wie auch für die Armee. Auf die weiteren Abschnitte der Initiative werden Frau Fehr und Kollege Hess Otto eintreten.

Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei beantragt Ihnen einstimmig, die vorliegende Initiative, dieses Geschenk vom Himmel, wie es Herr Gross Andreas bezeichnet, hochkant abzulehnen.

Unsere Fraktion lehnt grossmehrheitlich auch den Antrag Oehler ab. Dieser würde, obschon in der Stossrichtung gut, doch zu Verwirrung beim Stimmvolk führen.

Dünki: Ich spreche im Namen einer Fraktionsminderheit. Den anderen Standpunkt haben Sie von Herrn Jaeger begründet gehört.

Wir können leider die sicher gutgemeinte Initiative nicht unterstützen. Diese Initiative will auf der einen Seite eine sehr schöne Landschaft vor baulichen Eingriffen schützen. Dafür

haben wir grosses Verständnis. Es ist auch unserer Meinung nach sehr schade, dass in der Ostschweiz wieder ein Stück Natur zum Teil zerstört wird. Für dieses Anliegen könnten wir uns einsetzen.

Aber die Initiative gliedert sich ja in drei Teile. Sie verfolgt noch andere Ziele, und diese Ziele lehnen wir ab. Das Gefährlichste an ihr ist, dass militärische Übungs-, Schiess-, Waffen- und Flugplätze weder neu errichtet noch erweitert werden dürfen. Hier liegt für uns der Haken. Wir bejahen grundsätzlich unsere militärische Landesverteidigung. Wie sie in Zukunft aussehen wird, wissen wir im Moment noch nicht. Es spielt für unsere Überlegungen auch keine Rolle. Auf jeden Fall benötigen wir – das ist unsere tiefe Überzeugung – immer eine Armee, gleich welcher Art und Grösse. Der ewige Weltfrieden ist ja leider noch nicht ausgebrochen.

Wir stören uns vor allem daran, dass die Waffenplätze nicht erweitert und verlegt werden können. Das könnte ein Bumerang werden, und zwar auch für den Natur- und Landschaftsschutz. Im Gegensatz zu Herrn Meier Hans empfinde ich wie sehr viele Zürcherinnen und Zürcher, dass die Verlegung der Kaserne in das Reppischtal eine Wohltat war. Die Zürcher Allmend wurde wieder zu einem richtigen Naherholungsgebiet der Bevölkerung. Im übrigen – das kann ich Ihnen bestätigen – wird das Reppischtal vor allem an Sonn- und Feiertagen viel mehr begangen und bewandert, seit dort das Militär haust. Eine sinnvolle Mehrzwecknutzung ist durchaus möglich. Uns wurde auch versprochen, dass diese Zielsetzung für Neuchlen-Anschwilen gilt.

Wir müssen noch mehr Kasernen aus Städten und Ortschaften herausnehmen. Dann wird es möglich, Immissionen zu verhindern. Unsere Natur ist bedroht und zum Teil zerstört. Daran schuld ist aber zum kleinsten Teil unsere Armee. Wir haben die Landschaft zersiedelt. Wir haben Autobahnen, Sportanlagen, Bergbahnen, Grossmärkte auf grünen Wiesen bewilligt und realisiert. Es ist unfair, heute den Schwarzen Peter dem Militär zuzuschieben.

Kurz und bündig: Nach unserem Dafürhalten ist die Initiative als militärfeindlich einzustufen, nicht wegen dem Gebiet Neuchlen-Anschwilen, sondern wegen der allgemeinen Stossrichtung. Wir bedauern den Verlust der schönen Landschaft, aber im Sinne einer Prioritätensetzung können wir der Initiative nicht zustimmen.

Im übrigen wäre ich persönlich unglaublich, weil ich bereits ja gesagt habe zu den bewilligten Projektierungskrediten. Bitte nehmen Sie zur Kenntnis, dass eine Minderheit der LdU/EVP-Fraktion meine Auffassung teilt.

Borer Roland: Zuerst möchte ich Ihnen meinen Antrag kurz begründen.

Nachdem Herr Oehler seinen Antrag eingereicht hatte, erachtete ich – und mit mir die gesamte Fraktion – es als nötig, dass zu den Aenderungsanträgen von Herrn Oehler gewisse Korrekturen oder Präzisierungen angebracht werden.

Wenn Sie in meinem Antrag Artikel 22 Absätze 3 bis 5 anschauen, fällt Ihnen folgendes auf: In Absatz 3 will unsere Fraktion imperativ, dass der Bund über 40 Waffenplätze und die Flugplätze, die am 31. Dezember 1991 bestanden, verfügen kann. In Absatz 4 geht es uns darum, dass man einfügt, dass bestehende Waffenplätze und Militärflugplätze bei Bedarf auch durch Neuanlagen ersetzt werden können, das heisst, dass man die Anlage ausserhalb des bestehenden Waffenplatzareals ersetzen kann. Weiter finden wir, dass für militärische Ausbildungsanlagen die eidgenössische Gesetzgebung über den Schutz der Umwelt, die Raumplanung sowie die Baupolizei absolut anwendbar ist, aber dies explizit für Ausbildungsanlagen und nicht für die militärischen Anlagen als Gesamtes. Wenn wir gewisse militärische Anlagen anschauen, so hat unseres Erachtens der taktische Gesichtspunkt Priorität und unter Umständen nicht das Raumplanungsgesetz.

Nun die Meinung unserer Fraktion zur Initiative: Wenn man die Diskussionen anhört, könnte man denken, das Militär sei eine Institution für sich allein. Das Militär sind auch Sie, das sind auch die Bürger hier in der Schweiz. Uns überrascht, dass man dem Militär mit dieser Initiative moderne, den heutigen

Gesichtspunkten angepasste Ausbildungsplätze entziehen will. Es wäre auch eine Möglichkeit, einmal eine Initiative «2000 Schulhäuser sind genug» zu starten. Das wäre etwas Ähnliches. Die Aufgaben der Armee und die Möglichkeiten, die die Armee haben muss, sind mehrheitlich unbestritten. Was in 10 oder 20 Jahren ist, wissen weder Sie noch ich. Ich glaube, es ist unrealistisch, wenn man heute in diesem Saal als Prophet auftritt.

Warum werden Waffenplätze heute noch vergrössert?

1. Einmal sind die Bedürfnisse der jungen Schweizerinnen und Schweizer gewachsen. Sie brauchen mehr Freiräume, und dies gilt auch für die militärischen Ausbildungsanlagen. Es gibt Kasernen, wo individuelle Räume eingerichtet wurden. Diese sind zum Teil zwei- bis dreimal so gross wie die Ausbildungsräume. Die Bedürfnisse sind gewachsen.

2. Wir brauchen auch im Militär moderne Ausbildungsanlagen und damit genügend Raum, um diese unterzubringen.

3. Da möchte ich auch Herrn Meier ansprechen – das sollten Sie von früher wissen –: Auch das Berufspersonal in der Armee braucht vernünftige Arbeitsplätze, die den zivilen Arbeitsplätzen angepasst sind.

Wer lehnt die Initiative ab? Die Initiative wird hier von all denen abgelehnt – das gilt auch für die Bevölkerung –, die Soldaten wollen, die gut auf ihre vom Staat geforderten Aufgaben – die sie nicht immer freiwillig erfüllen, sondern zum Teil erfüllen müssen – vorbereitet werden, die aber auch Soldaten wollen, die ein gewisses Selbstvertrauen haben. Zum Selbstvertrauen gehört, dass die Leute davon überzeugt sind, dass eine Armee ihre Aufgabe auch übernehmen kann, falls dies erforderlich ist.

Wer die Initiative befürwortet, versucht auf diese Art und Weise, unserem Militär die minimalen Mittel für eine vernünftige, moderne und zeitgemässe Ausbildung wegzunehmen.

Ich bitte Sie im Namen der Fraktion der Auto-Partei, die Initiative abzulehnen.

M. Savary: L'initiative qui nous est proposée contient des exigences qui sont toutes synonymes de blocages, des blocages définitifs et c'est inadmissible.

Les besoins pour l'instruction militaire sont et resteront importants, même dans l'optique de l'«Armée 95». De plus en plus, les installations existantes serviront non seulement aux écoles mais aussi aux cours de répétition. L'enseignement se modernise dans les écoles civiles, à l'université, partout où l'enseignement est prodigué. L'armée ne peut pas rester en arrière. Il faudra donc toujours de nouveaux locaux, de nouveaux matériels, le simulateur remplacera de plus en plus la place d'exercice et les obus coûteux. Pourquoi interdire cette évolution qui diminue les nuisances et nous permet de substantielles économies?

J'ajoute qu'il est toujours plus difficile pour l'armée d'occuper certaines places de tir dans le Jura, dans les Préalpes et ceci pour des raisons touristiques et de cohabitation. Si cette tendance se confirme, il faudra créer des centres militaires bien équipés, permettant une instruction performante. Or, l'initiative ne permet pas cette reconversion.

En voulant s'opposer à une seule place d'armes, les auteurs de l'initiative s'opposent en fait à l'armée, aux soldats et à leur instruction. Ceux-ci seront pénalisés dans leur bien-être, dans leur formation et finalement dans leur moral. L'article 22, 4e alinéa, concerne les législations cantonales et communales auxquelles les constructions militaires seraient soumises. Cet article va permettre l'ouverture de procédures juridiques sans fin que tout un chacun déplore, des retards importants et une augmentation des coûts.

Ensuite, contrairement à ce qu'a dit M. Gross Andreas tout à l'heure, je crois que le Département militaire fédéral a fait ces dernières années des efforts considérables dans la recherche de solutions pour les aménagements militaires, pour les constructions. J'en veux pour preuve la construction de la place d'armes de Chamblon et, plus récemment, les transformations du centre d'instruction de Vallorbe. Dans ces deux cas précis, les autorités locales ont été largement consultées, elles ont pu formuler leurs remarques et, de surcroît, pour qui connaît Chamblon, Moudon, plusieurs aménagements écolo-

giques ont été réalisés: biotopes, aires de repos, plantations diverses, etc. D'autres infrastructures ont été créées, en particulier des adductions d'eau, des terrains omnisports, des stations d'épuration. Ces infrastructures profitent à l'économie locale et régionale et lui procurent des emplois.

Les installations militaires sont nécessaires à l'armée, mais elles profitent aussi aux civils, à la communauté tout entière. Pour ces raisons l'initiative doit être rejetée.

Rechsteiner: Ich möchte zuerst in die Märzsession 1987 zurückblenden. Damals hatte das Parlament genauso wie heute eine Initiative im Militärbereich zu behandeln, die wie die heutige in Rekordzeit, in nur sechs Monaten, zustande gekommen und von sehr vielen, vor allem jungen Menschen unterzeichnet worden war. Es ging um die Rothenthurm-Initiative.

Erinnern Sie sich daran, wie die Rothenthurm-Initiative in diesem Saal behandelt worden ist: Die Initiative sei zu extrem, sagte damals Herr Hari, der heute praktisch gleich gesprochen hat wie vor fünf Jahren. Hinter den echten und berechtigten Anliegen der Naturschützer verberge sich Agitation gegen die Armee und Systemkritik, führte der Kommissionssprecher aus. Am Schluss der Debatte stimmten der Initiative nur die Grünen und die SP, bei einigen Enthaltungen, und die Mehrheit der LdU/EVP-Fraktion zu, während die geschlossenen bürgerlichen Fraktionen und eine Minderheit der LdU/EVP-Fraktion gegen die Rothenthurm-Initiative waren, genauso wie heute. In diesem Saal ist also inzwischen nichts Neues passiert. Das Volk hat es bei Rothenthurm anders gesehen, wie Sie wissen – EMD-Propaganda hin oder her –, und die Aussichten sind intakt, dass das auch dieses Mal der Fall sein wird. Im Unterschied zur Stimmung hier im Saal hat sich die Stimmung im Volk geändert, und zwar in Richtung Zustimmung zu solchen Initiativen.

Die Initiative «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär» ist keine Armeeabschaffungs-Initiative. Sie ist nicht einmal eine Abrüstungs-Initiative und auch keine Blockierungs-Initiative, Herr Savary, sondern nur eine Armeebegrenzungs-Initiative. Eine Begrenzung und Grenzen hat das EMD dringend nötig. Wenn die Grenzen nicht vom Volk gesetzt werden, besteht die Gefahr, dass das EMD weitermacht wie bisher. Das Parlament jedenfalls hat es bisher nicht geschafft, dem EMD wirksame Schranken zu setzen. Für das EMD heisst Armee zum Beispiel nicht weniger, sondern mehr Landverschleiss. Wie wir in der Botschaft nachlesen können, heisst «Armee 95» trotz Reduktion der Mannschaftsbestände um einen Drittel nicht weniger Umweltbelastung, sondern mehr Umweltbelastung.

Wird die Waffenplatz-Initiative angenommen, dann darf sich die Armee nicht mehr ausdehnen. Es wird ihr nichts weggenommen, aber sie muss sich auf die Waffen-, Schiess-, Flug- und Übungsplätze beschränken, die sie heute hat. Und Land und Boden hat das EMD heute im Überfluss, ja man muss sagen, dass das Militär in der Schweiz der Grossgrundbesitzer ist. Rund 26 000 Hektaren gehören dem EMD direkt – mehr als die Fläche eines kleineren Schweizer Kantons wie Zug –, der grössere Teil auf dem Land, ein Teil aber auch in Städten an guten Lagen. Dazu kommen rund 200 000 Hektaren vertraglich gesicherte Flächen.

Bodenpolitisch ist es unvorstellbar, dass der Staat in der Schweiz zu einem anderen Zweck je derart viel Land hätte erwerben können wie für die Armee. Wenn die Armee in Zukunft einmal reduziert wird, reduziert werden muss unter dem Druck der Volksmeinung, wird es sich möglicherweise – das sei durchaus eingeräumt – bodenpolitisch positiv auswirken, dass die Öffentlichkeit überhaupt über soviel Landreserven verfügt. Fest steht im Zusammenhang mit der Waffenplatz-Initiative aber vor allem, dass es keinen Grund dafür gibt, das EMD flächenmässig noch weiter expandieren zu lassen. Die Pflicht, die Notwendigkeit, zum Bodensparen gilt in unserem kleinen Land auch für das EMD.

Im Unterschied zu dem, was Ausbildungschef Christen unlängst in einem Zeitungsinterview behauptet hat, verhindert die Waffenplatz-Initiative die Modernisierung von EMD-Anlagen nicht; sie verbietet nur die Neuerrichtung von Waffen-, Schiess-, Übungs- und Flugplätzen und den Ausbau, der

qualitativ die bisherige Nutzung sprengt. Wenn der Kommissionssprecher ausgeführt hat, dass die Einrichtung eines Gebäudes für Simulatoren eine solche qualitative Erweiterung wäre, trifft dies nicht zu, sofern keine zusätzlichen Immissionen damit verbunden sind, die eine UVP-Pflicht nach sich ziehen würden. Hingegen ist es nicht möglich, aus einem Infanterie-Uebungsplatz beispielsweise einen Artillerie-Schiessplatz zu machen.

Es ist auch so, dass die Gleichstellung im Umwelt-, Raumplanungs- und Baurecht, wie sie die Initiative verlangt, nur eine Selbstverständlichkeit in einem Rechtsstaat fordert. Der Umstand, dass ein notorischer Militärkopf wie Herr Oehler die Bestimmung der Initiative über das Umweltrecht, über die Geltung des Raumplanungsrechtes in seinem Gegenvorschlag übernimmt, sollte Beweis genug dafür sein, dass diese Forderung massvoll, notwendig und dem EMD zuzumuten ist. Das sei hier angemerkt, weil die Bestimmung über das Umweltrecht, über die Gültigkeit des Raumplanungsrecht für das EMD nach der Botschaft der Hauptgrund dafür ist, die Initiative abzulehnen.

Zum Schluss. Es ist wesentlich, dass das Volk endlich wieder einmal etwas zu Militärvorlagen zu sagen hat, dass das Volk zum Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen Stellung nehmen kann, dass das Volk somit etwas zu sagen hat zur Zukunft der Armee.

Das EMD betreibt im Zusammenhang mit dem Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen eine unverständliche Konfrontationspolitik. Das Rückwirkungsproblem, das hier vom Kommissionssprecher angezogen worden ist, stellt sich einzig deshalb, weil das EMD trotz hängiger Volksinitiative weiterbaut und in Neuchlen-Anschwilen diese Anlagen erstellt. Ohne diesen Weiterbau in Neuchlen-Anschwilen würde sich dieses Rückwirkungsproblem nicht stellen. Das EMD hat zu dieser Frage ein Gutachten bei Professor Schindler eingeholt. Es wäre interessant, dieses Gutachten zu kennen. Das EMD ist offensichtlich bei der Einholung dieses Gutachtens in bezug auf seine Erwartungen auf die Nase gefallen. Selbst Professor Schindler konnte nichts herausfinden, was der Einheit der Materie widersprochen hätte.

Präsident: Herr Rechsteiner, Ihre Redezeit ist um eine Minute überschritten.

Rechsteiner: Meine Redezeit wird von Herrn Hubachers Redezeit abgezogen, wie ich es Herrn Schmidhalter bereits mitgeteilt habe. Es war so abgemacht. Ich bin aber am Ende meiner Ausführungen.

Für die Konfrontationspolitik in Neuchlen-Anschwilen, aber auch für EMD-Pläne wie die Flugzeugbeschaffung wird das EMD die Quittung an der Urne erhalten. In diesem Sinne wird Neuchlen-Anschwilen das «Kaiseraugst» für das EMD werden.

Leu Josef: Als ehemaliger Bataillonskommandant möchte ich mich im Rahmen dieser Initiative zu einigen Aspekten der militärischen Ausbildung äussern.

Wenn diese Initiative ihrem Titel gemäss nur eine Plafonierung der 40 Waffenplätze zur Folge hätte, könnte ich ihr meine Zustimmung geben. Ich gäbe ihr meine Zustimmung auch trotz dem Zusatz «Umweltschutz auch beim Militär», selbst wenn ich damit schon mehr Mühe habe. Aus eigener Erfahrung und eigenem Bemühen weiss ich, welch grosse Beachtung die Armee – in Zusammenarbeit mit zivilen Organisationen – dem Bereich Umweltschutz und Landschaftserhaltung zumisst. Wie sonst hätte wohl zum Beispiel auf dem Glarnerberg die einzigartige Landschaft in ihrer Vielfalt und Schönheit erhalten werden können? Auch durch das in der Regel gut organisierte Neben- und Miteinander von Tourismus, Landwirtschaft und Militär können Rahmenbedingungen geschaffen werden, um Umweltschutz, Pflege und Erhaltung von Landschaften, auch unter wirtschaftlichen Aspekten, sicherzustellen. Den Raum Sörenberg darf ich in diesem Bereich nebst andern Gebieten als Musterbeispiel erwähnen.

Nun verfolgt aber die Initiative noch andere Ziele als das der Plafonierung der Waffenplätze und des Umweltschutzes. Die

Initiative verunmöglicht weitgehend, dass die Ausbildungsanlagen und Truppenunterkünfte mit den heutigen Anforderungen Schritt halten können. Es darf nicht sein, dass unsere Soldaten auf Anlagen von gestern ausgebildet werden müssen, dass Ausbildungsplätze und Anlagen in technischer und betrieblicher Hinsicht neuen Ausbildungsbedürfnissen nicht mehr angepasst werden können!

Generell entsprechen nur wenige Waffenplätze bezüglich Raumprogramm oder Raumqualität den heutigen und künftigen Ansprüchen. Die Verkleinerung der Armee, wie sie verschiedentlich erwähnt wurde, hat nebst dem neuen, zweijährigen Dienstleistungsrhythmus zur Folge, dass die professionell betreuten Waffen- und Ausbildungsplätze vermehrt auch von WK-Truppen genutzt werden können. Auf diese Weise können die vorhandenen, professionell betreuten und eingerichteten Flächen der Schulen für eine bessere Ausbildung der Gesamtararmee genutzt werden.

Es ist nicht nur ein Recht unserer Soldaten, in der kurzen Ausbildungszeit auf entsprechend ausgestalteten Anlagen ausgebildet zu werden. Es ist auch ein langjähriger zwingender Wunsch der verantwortlichen Truppenkommandanten – da nehme ich die Ueberlegungen von Herrn Bezzola auf –, vordienstlich und während dem Dienst dank der professionell betreuten und eingerichteten Schiess- und Uebungsplätze endlich mehr Zeit für die eigentliche Ausbildung von Kader und Mannschaft zu haben.

Für Milizoffiziere ist es mehr und mehr eine Zumutung, wenn sie in der vordienstlichen Vorbereitung verhältnismässig viel Zeit, organisatorischen und administrativen Aufwand einsetzen müssen, wenn sie die übrigen Schiess- und Uebungsplätze für eine einigermaßen vernünftige Ausbildung und für Uebungen einrichten wollen.

Bei Annahme der Initiative könnten bundeseigene oder vertragliche Schiessplätze zur Steigerung eben dieser Ausbildungseffizienz nicht mehr angepasst oder ausgebaut werden. Abschliessend halte ich fest:

1. Unsere Soldaten haben ein Recht darauf, mit modernen Mitteln und in entsprechenden Anlagen ausgebildet zu werden und anständig untergebracht zu sein.
2. Anpassungen der Ausbildungsinfrastrukturen an neue Ausbildungsbedürfnisse und Umweltveränderungen würden bei Annahme der Initiative erheblich erschwert, oder anders gesagt: Der Landesverteidigung würde die Grundlage für eine anpassungsfähige, zielgerichtete und effiziente Ausbildungsgestaltung entzogen.

Ich empfehle daher Ablehnung der Initiative. In der Eventualabstimmung würde ich persönlich dem Gegenentwurf Borer Roland den Vorzug geben; er entspricht meinen Vorstellungen besser. In der definitiven Abstimmung werde ich aber beide Gegenvorschläge ablehnen.

Frau Fehr: So harmlos sich die Initiative in ihrem Titel präsentiert, so unverantwortlich und gefährlich erweist sich ihr Inhalt. Nach der Devise «Der Zweck heiligt die Mittel» wird das Volk auf üble Art angelogen. «40 Waffenplätze sind genug» suggeriert dem Stimmbürger die Vorstellung, Neuchlen-Anschwilen sei der 41. Waffenplatz.

Niemand braucht einen neuen Waffenplatz. Gefordert wird nur ein Ersatz für die unzumutbaren Provisorien. Das kann man nicht genug wiederholen. Es geht um keinen einzigen zusätzlichen Waffenplatz. Im Grunde genommen könnte der Bau von Neuchlen-Anschwilen mit Absatz 3 von Artikel 22 gar nicht verhindert werden. Deshalb haben die Initianten – sie waren sich dieses fatalen Widerspruches bewusst – flugs noch mit den ergänzenden Uebergangsbestimmungen ein Sicherheitsventil einbauen müssen, um den Baustopp auch sicher erwirken zu können. Damit würde aber Neuchlen-Anschwilen zum Präjudiz, zum Paradebeispiel, wie inskünftig weitere sanierungsbedürftige Waffenplätze schlicht torpediert werden könnten.

Die Leute, die hinter dieser Initiative stehen, möchte ich in zwei Kategorien einteilen:

1. Leute, die Sankt-Florians-Politik betreiben; denn jeder Waffenplatz ist für viele am falschen Ort. Ich bringe diesen Leuten noch ein gewisses Verständnis entgegen, doch gilt es zu bedenken, dass die Ostschweiz auch weiterhin einen Infanterie-

Waffenplatz braucht und somit regionale Egoisten nationalen Interessen zu weichen haben.

2. Fundamentalisten, die auf kaltem Wege die Armee abschaffen wollen. Für einmal haben sie nicht den Weg über eine Armeeabschaffungs-Initiative gewählt. Auch eine Schwächung der Armee kann letztlich zu diesem Ziele führen. Beweis: Die GSoA-Leute haben diese Initiative auch unterschrieben. Es ist ihnen jedes Mittel recht, um die Armee zu schädigen, und diesmal treffen sie den Lebensnerv der Armee, nämlich die Ausbildung der Soldaten. Die Ausbildungszentren erhalten ein enges, starres Korsett und können sich nicht mehr neuen Bedürfnissen anpassen.

Es ist auch ein Trugschluss und zeugt von lapidarem und naivem Gedankengang, wenn man glaubt, moderne Armeen bräuchten weniger Raum, weniger Gelände. Sogar moderne Schulhausbauten – ebenfalls Ausbildungsstätten – lassen sich in Grösse und Umfang in keiner Weise mehr mit Schulhausbauten von anno dazumal vergleichen. Im übrigen hat auch unser Platzbedürfnis beim Wohnen beachtlich zugenommen. Darum ist es mir unerklärlich, wie die Initianten den Infanteriesoldaten weiterhin Provisorien als Unterkünfte zumuten wollen, die mehr als minder sind. Man kann dies auch andersherum als raffinierte Taktik werten, indem dem Wehrmann langsam und sicher die Armee überdrüssig gemacht wird. Schliesslich entsprechen 20 Waffenplätze nicht mehr den heutigen Anforderungen.

Das Schweizervolk hat sich klar und deutlich für eine Armee ausgesprochen, und da gibt es nichts zu deuten. Es will eine moderne, eine glaubwürdige Armee, die vom Ausland respektiert wird. Darum lassen wir sie nicht zu einer Mini-Spielzeugarmee degradieren.

Noch ein Wort zur Baustopp-Motion der Kommissionsminderheit Haering Binder: Wir haben uns in der Kommission bemüht, das Abstimmungsdatum möglichst vorzuzuschieben, und trotzdem wird in unverfrorener Weise ein sofortiger Baustopp für ein Bauvorhaben gefordert, welches vom Parlament zweimal fast einstimmig bewilligt wurde. Die Motionäre müssen zur Kenntnis nehmen, dass auch einer Initiative keine aufschiebende Wirkung zukommt.

Im übrigen machen die Unterschriften der Initiative noch lange nicht das Volk aus. Wenn sich diese Leute verärgert zeigen, so ist das ihre Sache. Mir macht die Verärgerung jener Leute viel mehr Bauchweh, die sich über die ewige Rücksichtnahme solchen Minderheitswünschen gegenüber aufregen. Ich bin überzeugt, dass das Volk – gut informiert – einer solchen Schlangenfänger-Initiative nie die Hand bieten wird. Wir haben in der heutigen, nicht sehr rosarot friedlichen Zeit – Herr Gross Andreas soll die Zeitung besser lesen – keine Veranlassung, solchen Eskapaden nachzugehen.

Frau Misteli: Gegensätze scheinen sich anzuziehen, und Frau ist nicht gleich Frau. Ich beantrage Ihnen im Namen der grünen Fraktion, die Volksinitiative «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär» anzunehmen, und möchte Ihnen im folgenden unsere Unterstützung der Initiative mit einigen umwelt- oder besser gesagt mitweltpolitischen und frauenpolitischen Argumenten begründen.

Jeder Mann, der in der Schweiz Militärdienst leistet, kann das Gewehr nach Hause – in sein ziviles Leben zurück – mitnehmen. Die Männer – nicht alle – sind stolz darauf. Militäreinrichtungen wie Waffenplätze und Schiessplätze werden hingegen von der zivilen Gesetzgebung nur teilweise berührt, das EMD umgeht mit Sonderrechten laufend unsere sonstigen demokratischen Mitspracherechte. Darüber wurde hier schon genügend gesprochen.

Weite Kreise der schweizerischen Bevölkerung wünschen heute aber eine Mitsprache bei Bauvorhaben solch grossen Ausmasses. Für die Initiative «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär» wurden innerhalb von fünf Monaten 120 000 Unterschriften gesammelt, davon ein grosser Teil in der Ostschweiz, welche generell als armeefreundlich eingestuft wird. Dies zeigt, dass von den Schweizerbürgerinnen und -bürgern die Umweltzerstörung und Landbesetzung durch die Waffen- und Schiessplätze als Bedrohung empfunden wird.

Bis heute sind durch das Militär, unter anderen, folgende konkrete Schäden entstanden: Durch Schiessübungen wird die Humusschicht abgetragen; die sich daraus ergebende Erosion vor allem in Berggebieten ist der Beginn von gravierenden Langzeitfolgen. Das EMD schreckt auch nicht vor Schiessübungen in Naturschutzgebieten zurück. Durch Panzer werden nicht nur Strassen im Wert von 2 Millionen Franken im Jahr beschädigt, Panzer ruinieren, wie z. B. beim Panzerübungsplatz Splügen, eine ganze Gletscherlandschaft. Auch die Landschaft in Neuchlen-Anschwilen mit ihren Moränenausläufern würde durch diverse Geländefahrzeuge unwiderfürlich zerstört. Der Lärm von Schiessübungen verursacht grosse Belastungen für umliegende Wohn- und Erholungsgebiete. Barbara Haering Binder ist schon darauf eingegangen. Das Militär möchte das Land und seine Leute gegen Bedrohungen verteidigen. Es selbst verursacht aber durch seine eigenen Aktivitäten inzwischen weit grössere Bedrohungen und irreversible Schäden. Es muss sich die Frage gefallen lassen, was denn verteidigt werden soll und was es uns kostet: Wenn dabei ganze Landschaften und Ökosysteme unwiederbringlich geschädigt werden, ist dieser Preis zu hoch.

Der Bau eines jeden Waffenplatzes kostet Geld. Für die Militärbauten werden ungefähr 300 000 Millionen Franken im Jahr ausgegeben. Auch der Unterhalt der von der Initiative vorgeschlagenen 40 beizubehaltenden Waffenplätze kostet Jahr für Jahr Geld. Jahr für Jahr werden aber unsere sozialen Probleme grösser: Neue Armut, auseinanderfallende Sozialstrukturen, Wohnungsnot, zu teure Krankenversicherungen. Da könnte dieses Geld dringend gebraucht werden.

Auch die bis heute von Waffenplätzen besetzten 24 000 Hektaren Land sind mehr als genug. Anstelle von noch mehr Hektaren für Waffenplätze, für Männeraktivitäten, möchte ich Platz für mehr Spielplätze, Begegnungsorte, Begegnungszentren und Wohnungen für Kinder, Frauen, Junge, Alte und selbstverständlich auch für Männer. Auch die heute zum grössten Teil in Kasernen und Waffenplätzen geleisteten 13 Millionen Militärdiensttage im Jahr – umgewandelt in einen allgemeinen Sozialpflege- und Umweltdienst – wären ein besseres Mittel, um die auf uns zukommenden Konflikte aufzufangen, als ein Militär, das diese noch vergrössert. Wir müssen heute für die anstehenden Probleme neue, gewaltfreie Wege zur gesellschaftlichen Konfliktbewältigung suchen. Mit den bis anhin vertretenen militärischen Formen sind wir selbst existentiell bedroht.

Waffenplätze sind für mich eine Metapher für den Ort, an welchem Männern ihr Rollenverhalten am extremsten eingeübt wird: ein hierarchisches, gehorsames Verhalten, das die Eigenständigkeit einschränkt, die Kreativität auf Zerstören reduziert und frauen- und lebensfeindlich ist. Ich zitiere dazu als Illustration aus dem Programm des Waffenplatzes Neuchlen-Anschwilen die Position An 2: «Hindernisbahn. Funktion: Ausbildung des Wehrmannes in den Sparten Förderung der Selbstüberwindung und Aggressivität gegenüber Hindernissen.»

Der Waffenplatz als die Schmiede des herrschenden, des sich beherrschenden und des beherrschten Mannes, das Perpetuum mobile des Patriarchates. Dieser Wehrmann ist vielleicht gelände- und EG-tauglich, aber nicht mehr mitwelttauglich. Wir Grünen unterstützen also ganz klar die Plafonierung der Waffenplätze auf 40, wie es die Absicht der Initiantinnen und Initianten ist, sowie die Forderung, dass die rechtlichen Umwelt- und Planungsbestimmungen auch für Militäreinrichtungen gültig sein sollen.

Wir bitten Sie auch, der Baustopp-Motion der Kommissionsminderheit Haering Binder Folge zu leisten. Da wir mittelfristig für die Reduzierung der Armee sind – wir haben das mit dem Budgetantrag auf 10 Prozent Reduzierung der gesamten Militärausgaben gezeigt – und langfristig für deren Abschaffung eintreten – das ist kein Geheimnis –, betrachten wir diese Initiative als einen sinnvollen ersten Schritt in diese Richtung.

Für die weitere Zukunft sind 40 Waffenplätze mehr als genug. 40 Waffenplätze sind genau 40 zuviel.

Fritschi Oscar: Das vorliegende Volksbegehren, wenn nicht ein «Wolf im Schafspelz» so doch eine «Initiative im Titelpelz»,

gibt über diesen Titel und über das Kleingedruckte in den Uebergangsbestimmungen hinaus Anlass, sich zu wundern. Merkwürdig erscheint zum einen, dass mit diesem Begehren genau jene Kreise, die am vehementesten die Notwendigkeit eines Strukturwandels der Armee betonen, jede Strukturreform, jeden Wandel auf dem Gebiet der Ausbildung in dieser Armee verhindern wollen. Denn darauf käme es ja heraus, wenn Waffenplätze nicht mehr erweitert und ausgebaut werden dürften und die Armee nicht mehr in der Lage wäre, die Ausbildung für neue Aufgaben und an neuen Geräten zu gewährleisten.

Merkwürdig mutet zum anderen an, dass ebenfalls jene Kreise, die am raschesten zur Hand sind, um über angeblich schikanöse Behandlung von Wehrmännern Klage zu führen, offenbar am ungerühmtesten zur Kenntnis nehmen, wenn Rekruten seit dem Verschwinden der St. Galler Anlagen auf dem Dachboden einer alten Kaserne hausen müssen.

Aus dieser mehrfachen Merkwürdigkeit – die Beispiele liessen sich vermehren – wird allerdings dann eine Folgerichtigkeit, wenn man die Initiative anhand des programmpolitischen Papiers «Sicherheit durch Friedenspolitik» beurteilt, das die SP Schweiz im letzten Jahr verabschiedet hat. In diesem Papier wird nämlich recht offen zugegeben, dass das Ergebnis der Abstimmung über die Armeeabschaffungs-Initiative – Ja-Anteil: 36 Prozent – die Ausgangslage für die militärpolitische Diskussion in der SP – Wähleranteil durchschnittlich: 20 Prozent – grundsätzlich verändert habe.

Folgerichtig wurde darum ein halbes Jahr nach der Abstimmung über die Initiative der «Gruppe Schweiz ohne Armee» mit der Unterschriftensammlung für die vorliegende Waffenplatz-Initiative begonnen, und folgerichtig ist derzeit die Sammlung für zwei weitere Initiativen im Gange: die Initiative für ein vollständiges Kriegsmaterial-Ausfuhrverbot und die Initiative für weniger Militärausgaben und mehr Friedenspolitik, welche letztere eine Armee mit maximal einem Viertel des heutigen Bestandes fordert, ohne technologisches Gerät (also ohne neue Flugzeuge, Panzer, Kampfhelikopter usw.) und mit maximal der Hälfte der bisherigen Militäraufwendungen.

Folgerichtig sind diese drei in einem inneren Zusammenhang stehenden Initiativen für jene, die mit dem Schlusssatz des zitierten SP-Programmpapiers einiggehen, der da lautet: Bis ins Jahr 2000 könnte die Schweiz zum Schluss kommen, «dass auf die Truppen zur Landesverteidigung und auf die Dienstpflicht verzichtet werden kann».

Wer überzeugt ist, dass es in acht Jahren eine – der Zeit angepasste – Armee weiterhin braucht, wird demgegenüber überzeugt nein sagen müssen.

Brügger Cyrill: Die Initiative verlangt in ihrem zweiten Teil «Umweltschutz auch beim Militär». Dieser Forderung widmet die bundesrätliche Botschaft ein ganzes Kapitel, um gleichsam darzustellen, alles sei schon jetzt zum besten bestellt und es bedürfe keines imperativen Grundsatzes in der Bundesverfassung.

Der mehrmalige Hinweis auf den Artikel 164 der Militärorganisation, wonach militärische Bauten, die der Landesverteidigung dienen, keinen kantonalen Gebühren und Bewilligungen unterworfen sind, beweist in aller Deutlichkeit, dass das Militär im Streitfall diesen längeren Hebel auch ansetzen will. Es wird an mehreren Stellen betont, dass bei der Erstellung von militärischen Anlagen die gesetzlichen Bestimmungen des Natur- und Landschaftsschutzes, des Gewässer- und Umweltschutzes, der Raumplanung quasi freiwillig beachtet würden und dass vor allem seit der Einführung der Umweltverträglichkeitsprüfung den Schutzziele dieser Gesetze sehr wirksam nachgelebt würde. Der Artikel 164 komme nur in wenigen Ausnahmen zum Tragen.

Im Gelände sieht das zuweilen aber ganz anders aus. Die sogenannten Ausnahmen werden mit dem Hinweis auf militärische Geheimhaltung oder auf absolute militärische Priorität immer wieder konstruiert, und so werden in gar manchen Fällen die Beweisnotstände in überheblicher Art und Weise überspielt. Die betroffene Bevölkerung hat das Nachsehen, und es bleibt die Verärgerung.

«Umweltschutz auch beim Militär» wird vor allen Dingen bei der Nutzung der Anlagen, bei den eigentlichen Aktivitäten der Armee, immer dringender. Die Schiessübungen in den Bergen haben ein Ausmass erreicht, welches umweltrelevante Folgen nach sich zieht. Moderne Waffen verursachen immer grössere Schäden und zerstören unwiderruflich Natur- und Landschaftsreichtümer im ökologisch besonders empfindsamen Alpenraum.

Es wirkt etwas grotesk, wenn jene Institution, die vorgibt, unser Land dereinst schützen zu wollen, sich zunächst an der Zerstörung der Umwelt massgeblich mitbeteiligt. Bis vor etlichen Jahren war der Schiessbetrieb – abgesehen von gelegentlichen Artillerie- oder Minenwerferübungen – wenigstens zu Winterzeiten in den höheren Regionen eingestellt. Solange das Militär diese Übungsplätze nur zu Fuss erreichen konnte, hielt sich das Ganze gerade in der sogenannt toten Zeit einigermaßen in Grenzen. Moderne Strassenunterhaltmaschinen machen es nun aber möglich, die Zufahrtswege bis weit hinauf freizumachen.

Um wirklichkeitsfremde Schiessübungen durchzuführen, scheut man sich nicht, unverhältnismässige Mittel einzusetzen. Mannschaft und Material werden motorisiert in tief verschneite Landschaften hinauftransportiert, um daselbst unter schlechtesten Bedingungen absolut ineffiziente Ausbildung zu betreiben. Zum fragwürdigen Rendement solcher Übungen gesellt sich dann bei Schneeschmelze das äusserst unansehnliche Bild militärischer Ueberreste, die überall verstreut herumliegen und den winterlichen Armeeeunsinn besonders drastisch darstellen.

1990 haben Bundesrat und Parlament meinem Postulat für die Einführung der Simulationstechnik in der Ausbildung der Armee zugestimmt. Damit hätte eine Entlastung der ökologisch sensiblen Gebiete erreicht werden sollen, der Gebiete, die heute immer mehr und weit über das erträgliche Mass hinaus durch fragwürdige Schiessübungen arg strapaziert werden.

Natürlich habe ich nicht erwartet, dass die Simulationstechnik in der Infanterie über Nacht eingeführt würde. Dass aber im Gegensatz dazu eine Ausdehnung dieser Aktivitäten die Folge ist, hat mich enttäuscht. Damit ist einmal mehr der Beweis erbracht, dass auf die verbalen Aussagen kein Verlass ist.

Als vor Jahren im Anschluss an den tragischen Blindgängerunfall im Wallis die Forderung erhoben wurde, man solle das Minenwerfer- und das Artillerieschiessen auf ganz wenige Zielgebiete beschränken und eine strikte Kontrolle einführen, erklärten sich die verantwortlichen Instanzen – damals unter dem Eindruck der Ereignisse – bereit, den durchaus berechtigten Forderungen nachzukommen. Heute, einige Jahre danach, haben nicht nur die Übungen an Intensität zugenommen, vielmehr werden diese wie früher planlos, unkontrolliert und wahllos auf allen Schiessplätzen einer Region abgehalten, bis es eines Tages wieder zu einem tragischen Ereignis kommen wird.

Das Militär hat und will offensichtlich nichts lernen. Deshalb braucht es diese Initiative. Ohne sie wird der überfällige Lernprozess nicht einsetzen.

Bürgi: Diese Volksinitiative ist eine krasse Irreführung unserer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger. Ich kann nicht begreifen, dass dieser Titel für die Initiative als gültig erklärt wurde. Vierzig Waffenplätze sind für unser kleines Land genug. Das hat heute niemand bestritten. In dieser Frage sind wir uns einig. Für diese Feststellung braucht es keine Volksinitiative. Der ganze Initiativtext entspricht aber nicht der Ueberschrift. Die Initiative richtet sich in erster Linie gegen den Bau des Waffenplatzes Neuchlen-Anschwilten. Dieser Waffenplatz soll nicht gebaut werden, obwohl er nur als Ersatzwaffenplatz für St. Gallen vorgesehen ist. Das heisst doch eindeutig: Alle unsere 40 Waffenplätze dürfen weder ersetzt noch erweitert, noch modernisiert werden. Aber in jeder Wohnung, ja in jedem Stall braucht es mehr Platz bei einer Renovation, weil die Ansprüche gestiegen sind und die Gesetze es vorschreiben. Wenn diese Gebäude und Anlagen modernisiert werden, wird das ganz selbstverständlich eingeplant. Warum muss das bei den Waffenplätzen anders sein? Auch beim Militär braucht es mehr Raum für die Aufenthaltsräume und Arbeitsplätze, wenn sie

der heutigen Zeit angepasst sein sollen. Warum soll bei der Armee sogar durch Verfassungsänderung verboten werden, was bei anderen Bauten selbstverständlich ist? Den Initianten geht es eindeutig nur um die Verhinderung, um die Behinderung der Armee.

Der zweite Punkt «Umweltschutz auch beim Militär»: Auch diese Forderung bestreitet niemand. Aber gerade das Militär hat dank der Waffenplätze schönste Naturschutzgebiete erhalten. Denn Waffen- und Schiessplätze wurden von der Landwirtschaft nie intensiv bewirtschaftet und wurden auch nicht überbaut. Neuchlen-Anschwilen wurde erst als Naturschutzgebiet entdeckt, als das Militär auf dem Terrain eine Kaserne bauen wollte. Vorher hat die Landwirtschaft dieses Gebiet ganz normal bewirtschaftet. Heute hat man hier mit der Landwirtschaft eine gute Lösung gefunden.

Ein dritter Punkt: Diese Initiative betrachte ich als schwerwiegenden Eingriff in ein demokratisches Recht: Es wird verlangt, dass bereits erstellte Bauten bei der Annahme der Initiative abgebrochen werden. Also werden vom Parlament einmal gefasste Baubeschlüsse wieder rückgängig gemacht und rechts auch von kantonalen Instanzen bewilligte Bauten wieder abgebrochen. Das wäre für mich bis heute der einzige Grund, der EG beizutreten, damit solcher Widersinn in der Schweiz endlich ausgeschaltet würde.

In der Rothenthurm-Initiative ist die gleiche Forderung vom Stimmvolk gutgeheissen worden. Damit müssten jetzt allein im Raum Rothenthurm im Hochmoorgebiet etwa zehn Häuser abgebrochen werden. Aber weder der Bund noch der Kanton hatten bis heute den Mut und das Geld, diesen Verfassungstext durchzuziehen. Diese Häuser stehen heute noch, und sie werden auch in den nächsten zwanzig Jahren nicht abgebrochen.

Jetzt versucht man zum zweiten Mal, einen solchen unmöglichen Text in die Verfassung zu bringen. Die sehr werbewirksame Überschrift widerspricht eindeutig dem Text und dem Sinn dieser Initiative.

Ich bitte Sie, diese den Stimmbürger täuschende Initiative abzulehnen.

Hess Otto: Mit dem ersten Teil des Titels dieser Initiative «40 Waffenplätze sind genug» kann auch ich mich, wie die Mehrheit in diesem Saal, einverstanden erklären. Niemand hat im Ernst die Absicht, die Zahl der Waffenplätze zu vermehren. Wir verfügen über 40 Waffenplätze. Mit diesen vorhandenen Ausbildungsplätzen müssen wir auskommen, um eine zeitgemässe Ausbildung und Ertüchtigung unserer Wehrmänner zu gewährleisten, damit wir im Ernstfall bestehen können. Dagegen habe ich nichts einzuwenden.

Doch für die Beurteilung dieser Volksinitiative ist allein der Text massgebend. Im vorliegenden Fall verfolgt der Text eine ganz andere Absicht, als das aus dem Titel hervorgeht. Ich betrachte diesen Titel als einen Etikettenschwindel. Es ist nicht das erste Mal, dass in unserem Initiativrecht so etwas passiert, und ich frage mich, wie lange es noch geht, bis solchen Machenschaften von der Bundeskanzlei her endlich ein Riegel geschoben wird.

Die Absätze 3 und 4 von Artikel 22, mit denen die Bundesverfassung ergänzt werden soll, sind unannehmbar, sofern unser Auftrag bezüglich Wehrrückstellung weiterhin erfüllt werden soll. Diese beiden Absätze sind deshalb inakzeptabel, weil notwendige Erneuerungen und Verbesserungen auf unseren Waffen- und Schiessplätzen – trotz den Beteuerungen von Herrn Rechsteiner – verunmöglichst oder zumindest stark erschwert und verzögert werden. Gerade im Hinblick auf die Verkürzung der Dienstzeit, die ja ein Bestandteil des Konzeptes der «Armee 95» sein soll, muss eine bessere Effizienz zur notwendigen Massnahme werden, wenn wir die Leistung unserer Armee nicht schwächen wollen. Bessere Effizienz in der Ausbildung ist aber auch dringend notwendig, um die Motivation unserer Wehrmänner zu verbessern.

Die berühmten Leerläufe, Leerzeiten im Militär, von denen man am Schluss des WK so gerne spricht, entstehen nicht allein wegen unzuverlässiger Organisation der Übungsanlage, sondern in den meisten Fällen wegen mangelhafter Infrastruktur.

Um diesem Uebel zu begegnen, sind Verbesserungen, Neu- und Umbauten im Bereich der Waffen- und Schiessplätze ein dringendes Erfordernis. Simulatoren werden in Zukunft noch in vermehrtem Masse eingesetzt werden, um die Qualität der Ausbildung zu verbessern und um die Umweltbelastung im Bereich Lärm und Verkehr auf ein Minimum zu beschränken. Simulatoren werden auch notwendig, um aus Kostengründen die Verwendung der teuren Munition einzuschränken. Um all das zu bewerkstelligen, sind Neu- oder Umbauten notwendig. Solche Verbesserungsmaßnahmen sind nach dem vorliegenden Initiativtext nicht mehr in jedem Fall gewährleistet und mit Bestimmtheit sehr stark erschwert.

Unter den 40 vorhandenen Waffenplätzen sind auch solche – die Zahl wird sich in Zukunft noch erhöhen –, die durch die ständige Bautätigkeit im zivilen Bereich am falschen Ort stehen. Notwendige Aussiedlungen von Waffenplätzen oder von Teilen davon werden bei Annahme der Initiative nicht mehr möglich sein. Neuchlen-Anschwilen ist der beste Beweis dafür. Es handelt sich dort nicht um einen neuen Waffenplatz, sondern um den Ersatz der Kaserne St. Gallen, die der Autobahn weichen musste. Bei jedem notwendigen Verbesserungsprojekt würde der gleiche Rechtsstreit entstehen, nämlich um die Frage, ob dies ein neuer Waffenplatz sei oder nicht. Was mit den Uebergangsbestimmungen erreicht werden soll, nämlich dass der Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen nicht gebaut werden kann, ist für mich ein weiterer Grund, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Zweimal haben National- und Ständerat zu den Ausbauvorschriften auf diesem Ostschweizer Waffenplatz Stellung bezogen. Beide Male wurden in ausgedehnten Debatten alle Aspekte ausdiskutiert, bis die Entscheidung fiel. Niemand kann behaupten, dass jene Entscheidung aus dem hohlen Bauch gefällt wurden. Den Verhandlungen im Rat gingen sorgfältige, langwierige Verhandlungen und Abklärungen voraus. Von einem Schnellschuss und unseriöser Vorbereitung kann keine Rede sein. Wo führt es in unserm Rechtsstaat hin, wenn Minderheiten Mehrheitsbeschlüsse nicht mehr akzeptieren und über Initiativen mit rückwirkenden Bestimmungen versuchen, Beschlüsse von eindeutigen Mehrheiten über Bord zu werfen? Das führt zu einer Rechtsunsicherheit, die wir nicht dulden dürfen.

Aus diesen Überlegungen bitte ich Sie, diese fragwürdige Initiative abzulehnen. Sie ist ein wahrer Wolf im Schafspelz.

M. Spielmann: Beaucoup de choses ont été dites sur cette initiative et je limiterai mon intervention à trois aspects de ce débat. Le premier concerne la réforme de l'armée. On voit dans les documents publiés et on constate dans les multiples discussions que nous avons déjà eues que cette réforme est résolument à l'ordre du jour et qu'elle conduit à toute une série de modifications: compléter l'instruction par de nouvelles tâches et en abandonner d'autres (par exemple, envisager un engagement accru en cas de catastrophes, un engagement en faveur de la paix), changer de méthode d'enseignement (je pense aux simulations, etc.), qui nécessitent une remise en cause et une rediscussion de la nécessaire «disponibilité» en terrains. Dans ces conditions, il est bien clair qu'il n'est pas utile de construire de nouvelles places d'armes. Il faut adapter la situation à cette réalité. Ceci n'est d'ailleurs pas contesté et figure dans le rapport. Le premier point de cette initiative est donc tout à fait acceptable.

Cette évolution du rôle de l'armée dans la situation internationale et les mesures qui sont à prendre pour défendre notre pays posent aussi, sous un angle nouveau, tout le problème de l'adhésion à la défense nationale et de la participation de la population à la défense du pays. Je ne crois pas que le salut réside dans la course vers une armée sophistiquée, technocratique et éloignée de la population. Il faut au contraire une participation active de cette dernière et il faut tenir compte de la modification du contexte général.

Quand on dit cela et qu'on regarde les exercices qui ont, par exemple, été accomplis le mois dernier, on se dit que certains ont décidément bien des difficultés à s'adapter à cette réalité. Pas plus tard qu'en novembre 1991 – cela ne date pas de la guerre froide – on a préparé un document d'exercice qui dési-

gne deux partis ayant des élus dans ce conseil comme étant l'ennemi à abattre et à rechercher. Cet exercice a été imaginé par un commandant qui a pris le pseudonyme assez bien choisi de «Colibri», beau plumage mais petite cervelle. Il n'a rien compris. En fait, il s'agit de changer cette mentalité en transformant le rôle de l'armée sur le plan matériel et au niveau de la mentalité.

Le deuxième thème que je veux aborder est celui de l'adhésion de la population à l'armée. Là se pose bien sûr tout le problème de la situation financière des collectivités publiques. Les gens ont effectivement de la peine à comprendre que l'on continue à construire et à dépenser pour l'armée, que par exemple le Conseil fédéral invite l'ensemble de la population à prendre un train de mesures d'économies qui touchera le domaine social (l'AVS), les prestations publiques (les transports, les CFF), et qu'un seul conseiller fédéral, alors que les autres proposent de prendre le train, continue de choisir l'avion (je veux bien sûr parler du F-18). Effectivement, il y a là tout un débat que nous devons avoir. Je ne perd pas de temps là-dessus, mais nous reviendrons sur cette question. L'adhésion de la population à l'armée dépend aussi des mesures que nous déciderons dans le choix des économies et quant à l'adaptation de cet instrument.

Dans le cadre de ce dernier et du problème posé par la construction de nouvelles places d'armes, l'initiative s'attache aussi à la question des procédures d'autorisation. Là aussi l'adhésion de la population et la nécessaire participation de tous ne permettent plus d'exempter l'armée des différentes procédures d'autorisation, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement. De telles procédures sont imposées à tous les citoyens pour toutes les constructions. Alors, pourquoi l'armée ne les subirait-elle pas aussi? Voilà encore une argumentation qui milite en faveur de l'initiative.

Je conclurai en disant que, dans le fond, cette initiative vient à point nommé pour soutenir et engager la réforme de l'armée qui est déjà en cours. Elle vient à point nommé pour permettre de réaliser des économies pour les finances publiques, ainsi que pour parfaire et peaufiner l'adhésion de la population à la défense de notre pays.

On. Maspoli: Nel salire alla tribuna mi assale un certo senso di disagio, un disagio che sento anche serpeggiare in tutta la sala. Infatti, esprimersi oggi a favore dell'esercito sembra essere diventata un'impresa ardua, ardua al punto tale che quasi quasi verrebbe voglia di seguire l'esempio di alcuni deputati anziani e defilarsi abbandonando la sala al momento della votazione e questo per non essere tacciati di militaristi ad oltranza. Ebbene no, io dico no a questo genere di cose; voglio assumermi la responsabilità, la propria responsabilità fino in fondo.

Nell'ambito della famosa votazione a sapere se la Svizzera voleva ancora difendersi da un'eventuale aggressore, il popolo si è espresso in modo affermativo. E' vero che una considerevole fetta di popolazione ha detto no all'esercito. Ed è proprio per questo che il Governo ha deciso una riforma generale della nostra armata, denominata «Esercito 95» che tra l'altro prevede una notevole riduzione del numero dei militari.

Democrazia però significa anche, e soprattutto, accettare una sconfitta e regolarsi di conseguenza e, piaccia o non piaccia chi voleva abolire l'esercito è stato sconfitto dal popolo nell'ambito di una votazione democraticissima. Ecco perché non si può e non si deve porsi di fronte a problemi che concernono la sicurezza del Paese, intesa soprattutto come addestramento efficiente del nostro esercito di milizia, con sentimenti aprioristicamente negativi.

L'iniziativa oggetto dell'odierna discussione, ne siamo convinti, non intende delimitare il numero delle piazze d'armi o comunque non intende limitare solo questo.

Dalle parole degli iniziattivisti traspare chiaramente la volontà di ridurre la potenzialità dell'esercito fino ad annullarla completamente.

Stimato e caro collega Gross Andreas, Lei è troppo intelligente, nel contempo pure troppo onesto, per pensare di poter evitare che i veri motivi che La spingono ad appoggiare questa iniziativa trapassino.

Dire sì all'iniziativa significa porre la prima pietra per dire a media o lunga scadenza no all'esercito, no alla difesa armata, e questo non siamo autorizzati a farlo.

Noi, oggi, respingiamo l'iniziativa con fermezza, ma con altrettanta fermezza ci impegneremo affinché all'interno dell'esercito si abbiano ad abolire gli sprechi e con altrettanta fermezza ci batteremo per evitare – sempre nell'ambito dell'esercito – le spese inutili.

E' con queste considerazioni che vi invito a respingere l'iniziativa.

Bodenmann: Bis vor kurzem konnte der Chef EMD zu Recht feststellen, dass die Amerikaner gar nicht abrüsten. Seit drei Wochen ist klar: Die Amerikaner werden nicht nur abrüsten, sie müssen abrüsten, weil sie es ökonomisch gar nicht mehr anders machen können. Vor dem Hintergrund dieser weltpolitisch zentralen Weichenstellung werden auch wir in der Schweiz früher oder später abrüsten, spätestens im Zeitpunkt, wenn unsere Initiative zur Abstimmung kommt. Vor diesem Hintergrund sind eigentlich schon 40 Waffenplätze viel zuviel, und wir haben hier eine äusserst massvolle Initiative vor uns. Das EMD muss in der Perspektive, dass abgerüstet werden wird, natürlich lernen, mit seinem riesigen Landbesitz umweltschonender und wirtschaftlich sinnvoller umzugehen als heute. Das EMD muss auch lernen, auf die Umwelt Rücksicht zu nehmen, seine massiven Umweltbelastungen zu reduzieren, und das EMD muss seine riesigen Landreserven in den Dienst einer vernünftigen Konversionspolitik zugunsten der betroffenen Regionen stellen, Herr Bundesrat Villiger.

Gewisse Schlaumeier behaupten, die Initiative schade den Randregionen in der Schweiz, die Armee werde dort vermehrt üben. Dabei belegen die Zahlen des EMD, dass die Armee heute faktisch nur mehr im Alpenraum scharf übt. Nach EMD-eigenen Zahlen finden 95 Prozent der Belastungen in diesem Raum statt, in einem Raum, der hochempfindlich ist, in einem Raum auch, wo regelmässig die hochalpine Vegetation dauerhaft zerstört wird.

Viele Gemeinden des Alpenraums kämpfen jetzt seit Jahr und Tag mit zu kurzen Spiessen gegen das arrogante Militär. Der Grund: Das EMD stellt keine Baugesuche. Das EMD fügt sich keiner Orts- oder Regionalplanung. Und das EMD beansprucht, gestützt auf Artikel 33 MO, das Eigentum Dritter dauerhaft – entgegen dem ursprünglichen Sinn des Gesetzes – für lächerliche Entschädigungen. Nicht genug: Während das EMD bereit ist, den Amerikanern für überflüssige Kampfflugzeuge 3,5 Milliarden Franken zu bezahlen, ist es nicht bereit, im Rahmen von Koberio III für die betroffenen Regionen auch nur etwas zu machen, sondern lässt dieses Programm still und leise sterben.

Die betroffenen Gemeinden werden um diese Initiative froh sein. Denn diese Initiative gibt ihnen die Mittel, um endlich das EMD in Fragen Baurecht, Raumplanung und Umweltschutz zur Vernunft zu zwingen; ich bin froh, dass Kollege Oehler die entsprechende Bestimmung in seinem Gegenvorschlag ebenfalls belassen hat.

Schon die Gegner der Rothenthurm-Initiative versuchten seither erfolglos, die verschiedenen Regionen des Landes gegeneinander auszuspielen. Dabei steht fest: Die Rothenthurm-Initiative verhinderte nicht nur einen Waffenplatz, sondern sie leitete auch die entscheidende Wende ein im Schutz der schweizerischen Hochmoore, im Schutz der schweizerischen Moore überhaupt. Und genauso wird diese Initiative den entscheidenden Schritt im Bereich Umweltschutz und EMD, im Bereich Raumplanung und EMD bringen. Hier muss diese arrogante Verwaltung endlich zurückgebunden werden, und sie wird zurückgebunden.

Das wissen die Gegner dieser Initiative recht gut. Die einschlägigen Kreise dieses Rates haben einen Brief erhalten von der Iskra, von Herrn Weigelt, der ja auch für Herrn Blocher in anderen Fragen tätig ist, der uns auffordert, wenigstens dem Gegenvorschlag Oehler zuzustimmen, weil die Chancen dieser Initiative ausgezeichnet seien.

Ich glaube, wir werden Ende Jahr nicht mehr darüber streiten, wer hier das Volk belügt, sondern wir werden zufrieden feststellen, dass – wie bei Rothenthurm – das Volk durchaus ver-

nünftig ist; denn 40 Waffenplätze sind nicht «genug» – das werden in Zukunft sogar viel zu viele sein!

Scherrer Werner: Es freut mich, dass ich mein erstes Votum als Vertreter der EDU klar zugunsten unserer Landesverteidigung abgeben kann. Uebergeordnet in allen Armeefragen steht der klare Auftrag in unserer Verfassung – auf welche wir alle vereidigt sind –, dass die Armee zur Verteidigung nach aussen und zur Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung im Innern ausgebildet und einsatzbereit sein muss. Deshalb müssen wir unserer Armee alle Mittel – und dazu gehören auch die Waffenplätze – zur Verfügung stellen.

Wie schon von einigen Vorrednern ausgeführt, handelt es sich bei der vorliegenden Initiative um eine zutiefst armeefeindliche, rechtlich fragwürdige und die Volksrechte irreführende Vorlage. Auf die Argumente der vereinigten Linken und Grünen in bezug auf die ideologischen Gesichtspunkte einer veränderten Welt werde ich bei der Behandlung des neuen Armeeleitbildes eintreten.

Die Armee als Branche ohne Zukunft zu bezeichnen, ist nicht nur völlig daneben, sondern für alle, die hinter der Armee stehen, eine Beleidigung. Man tut den Armeeverantwortlichen unrecht, wenn man behauptet, den Anliegen des Umweltschutzes werde keine Rechnung getragen. Besonders gut kenne ich die Verhältnisse auf dem grössten Waffenplatz der Schweiz, in Thun, wo die Armee in den letzten 20 Jahren gewaltige Anstrengungen für die Bevölkerung und die Umwelt geleistet hat. Abends, samstags oder sonntags bevölkern ganze Völkerstämme die schöne Allmend.

Neben der Ablehnung der Initiative und eines Baustopps lehne ich auch die Anträge Oehler und Borer Roland ab. Ich betrachte sie nicht als hilfreich, sondern eher als Rohrkrepierer, welche den armeefeindlichen Kräften willkommene Munition zur Auseinanderdividierung der bürgerlichen Kräfte sein wird.

Zum Schluss möchte ich meiner Zuversicht Ausdruck geben, dass unser Stimmvolk die Vorlage klar ablehnen wird. Das rhetorische Gerede der Kollegen Gross Andreas, Rechsteiner und Meier Hans wird angesichts der zunehmend instabiler werdenden Lage – ich denke da an den Osten, auch an den Mittleren Osten – zunehmend ins Leere laufen. Als neues Ratsmitglied habe ich versucht, mich in die Lage unseres Wehrministers hineinzuversetzen. Es ist sicher bemüht, alle diese Angriffe mitzuerleben und zu hören, was dieser Mann noch alles lernen sollte, wie verkehrt alles sei und in welcher schlechter Situation.

Auch die Ausführungen von Herrn Gross Andreas in bezug auf die Ausführungen von Präsident Bush darf man nicht zum vollen Nennwert nehmen: denn dieser befindet sich im Wahlkampf.

Ich und unsere Partei stehen voll hinter Ihrer Arbeit und den Anliegen Ihrer Landesverteidigung, Herr Bundesrat Villiger. Seien Sie deshalb beharrlich und mutig gegenüber diesen oftmals mit Hilfe einiger linkslastiger Medien vorgetragenen Attacken!

Dreher: Man sagt Umweltschutz und meint Behinderung der Wirtschaft; man sagt Naturschutz und meint Verhinderung eines Biotechnikums; man sagt Landschaftsschutz und meint Abschaffung der Armee. Es ist doch gar nie um diesen Waffenplatz gegangen. Das wollen wir uns doch nicht weismachen lassen! Die Sozialisten und die Kryptokommunisten sind traditionell armeefeindlich, diese Haltung haben sie in allen Debatten immer wieder zum Ausdruck gebracht. Peinlich an der ganzen Geschichte mutet mich lediglich die Politik mit dem Rückwärtsgang an, die aus gewissen bürgerlichen Voten gesprochen hat. Es geht doch nicht um Duschen, und es geht nicht um den Ersatz des Waffenplatzes St. Gallen, sondern es geht einzig und allein um Ideologie!

Ja, wer hat denn eine Volksinitiative zur Abschaffung der Armee lanciert? Wer hat eine Niederlage eingesackt, und wer hat dann gesagt, das Volk wolle die Abschaffung der Armee eigentlich doch? Ja, wer war das denn? Und dann wird das zu einem «Sieg» umfunktioniert. Die letzten Wahlen haben es ja gezeigt, nicht wahr? (*Teilweise Heiterkeit*)

Wir müssen die Armee abschaffen: Wir müssen sie abschaffen, wenn wir nicht bereit sind, ein Mindestmass an glaubwürdiger Rüstung und ein Mindestmass an glaubwürdiger Ausbildung zu gewährleisten. Halbheiten sind das Teuerste, da machen wir nicht mit.

Sie haben es mitbekommen: Diese grüne Masche, Umweltschutz bei der Armee, das ist doch Schnee von vorgestern, das glaubt ja niemand mehr. Sie haben es gesehen bei der Abstimmung über «Stopp dem Beton», Sie haben es gesehen bei der Abstimmung über die Kleeblatt-Initiativen – Sie haben doch Kanterniederlagen eingefahren. Die grüne Masche ist in der Politik vorbei, glauben Sie mir das!

Sie sollten sich wieder zurückerinnern an Ihre Tradition; zurück vom Umweltismus zum Marxismus!

Mühlemann: Ich glaube, dass die vorliegende Initiative unnötig ist, denn sie rennt offene Türen ein. Es ist nicht so, dass das EMD unter seinem Chef Bundesrat Villiger die Zeichen der Zeit nicht verstanden hätte. Wir haben einen sicherheitspolitischen Bericht durchberaten, der durchaus aktuell war und den neuen Bedrohungssituationen Rechnung trägt.

Wir werden in Kürze ein neues Armeeleitbild 95 vorfinden, das klar und entschieden zu einer Verminderung der Armee führen wird. Dieses Armeeleitbild wird zweifellos eine Art Übergangsstation zu einer noch stärkeren Verminderung der Armee sein, sofern die Bedrohungslage sich so weiterentwickelt, wie wir es alle wünschen. In dieser Beziehung ist das EMD unter seinem Chef wahrscheinlich völlig vernünftig und wird keinesfalls Armeeaussparungen vornehmen, neue Waffenplätze schaffen, Rüstungsanstrengungen in unnötiger Weise vorantreiben. Der Beweis liegt vor, dass völlig vernünftig gehandelt wird. Deshalb ist es unnötig, diese Notbremse einzulegen, Herr Andreas Gross.

Diese Initiative ist falsch und unbegreiflich, weil sie eine Weiterentwicklung im Bereich der Waffenplätze im Sinne qualitativer Verbesserung verbietet. Es soll also aufgrund der Initiative nicht mehr möglich sein, bestehende Waffenplätze zu verändern und der Zeit anzupassen, sie allenfalls sogar auf eine neue, andersartige Zielsetzung der Armee auszurichten.

Es ist unvernünftig, auf Wegen zu neuer Entwicklung Türen zu verschliessen. Ich verstehe nicht, warum man diese Veränderung unserer Waffenplätze in eine Nullpunkt-Situation will, wo schliesslich Rekruten und Soldaten in Unterkünften logieren müssen, die unwürdig sind. Sie werden damit unzufriedene Soldaten heranbilden, die vielleicht Ihre weiteren Initiativen unterstützen könnten. Ich halte das für unverantwortlich.

Ich bin auch nicht der Meinung, dass die Gegenvorschläge die Sache sehr viel klarer machen. Ich glaube, dass ein doppeltes Ja mit einer Stichfrage schwierig zu beantworten sein wird. Es ist durchaus möglich, Herr Bodenmann, dass Sie am Schluss den Erfolg davontragen.

Ich glaube, dass das Volk, wenn wir den Mut haben, klar für die bisherigen Waffenplätze einzutreten, dies auch begreifen wird, sientmal es letztlich um die Zwängerei geht, den Waffenplatz in St. Gallen-Herisau in seiner Weiterentwicklung zu verbieten. Alle, die diesen Platz kennen, wissen, dass es dringend notwendig ist, hier Remedur zu schaffen. Ich muss die Argumente nicht aufstischen, sie sind schon hundertmal vorgetragen worden.

Ich bitte Sie, diese Initiative abzulehnen und den Weg eindeutig weiterzugehen, den wir uns in unserer militärpolitischen Lagebeurteilung vorgenommen haben.

M. Rebeaud: Le groupe écologiste est favorable à cette initiative pour plusieurs raisons. Je regrette qu'à un certain moment le débat ait pris un tour beaucoup trop idéologique et qu'on ait peint un peu trop facilement le diable sur la muraille. Beaucoup dans cette salle se sont opposés à l'initiative «Pour une Suisse sans armée», j'étais du nombre, et beaucoup de ces personnes soutiennent aujourd'hui cette initiative parce que ce n'est pas du tout une initiative pour l'abolition de l'armée, elle vise à lutter contre certains gaspillages de terrains et, accessoirement, la destruction de paysages – les Saint-Gallois le constatent – dont l'armée pourrait se rendre coupable si nous ne mettons pas des limites à son expansion territoriale.

A propos d'idéologie, je ne parlerai pas de la marche arrière brutale que nous a suggérée tout à l'heure M. Dreher – qui doit être l'un des derniers dans cette salle à croire que le marxisme existe encore comme mouvement politique organisé. Il ne s'agit pas de cela, il s'agit tout bêtement de voir ce que nous propose le texte et d'en tirer les conséquences.

L'initiative défend un paysage, celui d'où elle a été lancée. Bon nombre d'habitants de cette région ne veulent pas qu'une place d'armes soit construite. Le débat sur ce point a déjà eu lieu au Parlement et la décision que nous avons prise était mauvaise. Or, cette initiative nous donne la possibilité de la corriger et j'espère que nous le ferons. M. Villiger le sait comme nous tous, l'armée ne peut exister dans ce pays que si elle est bien accueillie par la population. Comme disait l'autre, un marxiste aussi, mais il est mort, Mao, «l'armée doit être dans le peuple comme un poisson dans l'eau». Visiblement, dans cette région, l'accueil sera mauvais, il l'est déjà, et nous devons utiliser les moyens dont nous disposons pour y renoncer.

Je voudrais que les rapporteurs de la commission et le Conseil fédéral nous donnent une précision quant à l'interprétation du texte. On voit réapparaître ici une idéologie qui n'a aucun rapport avec le texte. Vous nous avez dit que si cette initiative était acceptée on ne pourrait plus moderniser, ni entretenir, ni faire de nouvelles constructions – qui sont nécessaires étant donné les nouvelles techniques qu'adopte l'armée suisse – sur les places d'armes existantes. C'est une interprétation tout à fait abusive du texte, qui parle uniquement d'agrandissements. Il reviendra au législateur, si la constitution est modifiée par le texte de cette initiative, d'en apprécier et d'en définir les termes. On ne pourra certes pas étendre géographiquement les places, mais il n'est pas dit du tout qu'on n'aura pas la possibilité de moderniser, d'adapter et d'entretenir les installations existantes.

Messieurs les rapporteurs, vous aurez l'air malins, si le peuple accepte l'initiative, lorsqu'on vous rappellera ce que vous avez dit aujourd'hui! Il sera nécessaire d'adapter, de moderniser et d'entretenir les places d'armes. Je remarque au passage que cette initiative garantit au minimum la possibilité, pour le Département militaire et pour l'armée, de disposer d'une quarantaine de places d'armes, et je me demande bien, en ayant pris note de ce fait, comment on peut encore mélanger cela avec l'initiative «Pour une Suisse sans armée». Ce n'est qu'une limitation. J'insiste sur ce point: si vous peignez maintenant le diable sur la muraille et si vous dites que cette initiative interdit la modernisation des places d'armes, vous interprétez le texte abusivement et vous vous rendez prisonniers d'une logique qui vous retombera dessus le jour où vous devrez appliquer l'initiative. J'aimerais bien que vous nuanciez quelque peu vos propos et que ce genre d'argument qui n'est pas imposé par le texte de l'initiative – et c'est là-dessus que nous devons nous prononcer – soit manié avec précaution, sans quoi vous risquez de vous retrouver dans une position insoutenable, du point de vue intellectuel en tout cas – je sais qu'en politique il est quelquefois habile de changer assez souvent d'idée, mais ce n'est pas très bon ni pour la sécurité du droit ni pour la confiance que les citoyens devraient, en théorie, avoir dans les autorités élues.

J'attends cette réponse avec intérêt mais, quelle qu'elle soit, je vous suggère d'approuver cette initiative.

Sieber: Ich wäre im Grunde genommen für viel mehr Waffenplätze in der Schweiz, mit Blick auf den vielbesungenen Dreiklang von Natur-, Lärm-, Pflanzen- und Tierschutz. Was für eine ideale Schweiz, eine ideale Fauna und Flora, paradiesische Zustände. Allda wären zu sehen: Pfeilkraut, Schwertlilie, Kanonenputzer, Helmkrant, dann die Dolchfliege natürlich – ich phantasie –, das gemeine Kriegsgurgelgewächs, geblähtes Sündengras und hochknotige Schmerzbeere. Und doch traue ich diesem Dreiklang nicht, da hat es Misstöne. Mein inneres Musikgehör wehrt sich hier: Da chlopfts doch, tätschts doch zwüsched ine mäng mal ganz ghörig! Also ich nehme an, dass eine Selbstbeschränkung bei Waffenplätzen – ich bin für eine gute Landesverteidigung, ich war jahrelang Trainorkorporal – den Homo sapiens oder den Homo hel-

veticus vielleicht befreien könnte, um Zeichen für unsere Jugend zu setzen, für eine bessere Zukunft.

Bonny, Berichterstatter: Ich versuche, aus der breitgefächerten Debatte die wesentlichsten Punkte aufzunehmen.

Eine Antwort möchte ich zuerst einmal Herrn Rebeaud geben: Ich danke Ihnen, Herr Rebeaud, dass Sie die Gelegenheit bieten, dass wir noch einmal auf die Frage der Interpretation zurückkommen. Meine Antwort wird sehr kurz sein: Ich kann Ihnen sagen, dass ich sämtliche Interpretationen, die ich vorgenommen habe, der Beilage des Protokolls der Sicherheitspolitischen Kommission entnommen habe, und zwar dem Referat von Herrn Toni Bernet, Mitglied des Initiativkomitees. Ich habe nur Sätze aus diesem Protokoll zitiert, zum Beispiel im Zusammenhang mit dem Begriff «Erweiterung», der Sie besonders interessiert: «In diesem Sinn muss eine Aenderung bestehender Anlagen, wie sie in der Botschaft auf Seite 9 beschrieben ist, dann als unzulässig gelten, wenn sie eine erheblich intensivere Nutzung zur Folge hat.» Es ist also nicht von einer Erweiterung in einem baulichen Sinn oder in einem geografischen Sinn die Rede.

Ich will nicht nochmals alles wiederholen, ich gebe einfach zu Protokoll, dass ich aus dem Referat zitiert habe, das Herr Bernet gehalten hat. Da heisst es unter dem Titel «Ersatz von Anlagen» eben auch, der Initiativtext lasse die Interpretation nicht zu, dass aufgehobene Ausbildungsanlagen an einem anderen Ort neu erstellt werden können. Ich muss einfach annehmen, dass die Initianten doch das Recht haben zu sagen, wie sie eben ihre eigene Initiative interpretieren. Es ist naheliegend, dass wir auf sie zurückgreifen.

Es ist ganz klar, dass unsere Debatte in die Frage ausmünden musste, wie die Zukunft der Armee aussehen muss und welches die Rolle dieser Armee ist. Da möchte ich jemandem danken, mit der ich zwar gar nicht einverstanden bin: das ist Frau Misteli. Sie hat aus ihrer Sicht ganz klar gesagt – ich bin mit ihr nicht einverstanden, aber ich attestiere ihr, dass sie ehrlich gesagt hat, was sie meint –: Langfristig sind wir für die Abschaffung der Armee und sind der Meinung, dass diese Initiative ein erster Schritt in die richtige Richtung ist!

Das ist das eine. Dann gab es andere Befürworter der Initiative wie Herrn Rebeaud – das möchte ich ihm gern attestieren –, die für diese Armee sind, das nehme ich ihnen ohne weiteres ab. Auch hier ist keine Kritik am Platz. Jedermann kann hier seine Meinung frei bilden, das ist eine Selbstverständlichkeit. Etwas mehr Mühe hatte ich – das sage ich Ihnen offen – mit jenen Leuten, die so nebenbei von der Armee als einer «Branche ohne Zukunft» gesprochen haben oder von einer «Schrumpfung» für die Armee und die Begriffe wie Arroganz und Borniertheit immer an die Adresse der anderen gerichtet haben. Ich für meinen Teil meine eigentlich, dass man mit solchen Qualifikationen auch einmal bei sich selber anfangen sollte.

Dann kam Herr Gross Andreas mit einem Votum im Stile eines Oberlehrers. Er hat rührende Ratschläge im Zusammenhang mit diesem «Geschenk des Himmels» erteilt und die Initiative als «einzigartige Chance» bezeichnet. Die Frage ist nur, Herr Gross: Chance für was? Vielleicht Chance in Richtung einer Selbstauflösung, einer Beseitigung der Armee?

Da muss ich sagen: Hier gibt es natürlich für jeden von uns eine Gewissensfrage, in welche Richtung diese Initiative ausmünden wird. Hier muss man klar sagen – und das war für die Mehrheit der Kommission ausschlaggebend –, dass es darum geht, für eine Armee, die sich der Zeit anpassen muss, welche die Ausbildungsmethoden und auch die Ausbildungsgeräte ändern muss, Rahmenbedingungen in bezug auf die Anlagen zu schaffen, die es ihr erlauben, ihre Ziele zu erreichen.

Hier, Herr Gross, ist mir noch ein Satz von Ihnen aufgefallen: Sie haben gesagt, niemand nehme – gemeint war wohl durch die Initiative – der Armee einen Quadratmeter weg. Gleichzeitig haben Sie gesagt, die Armee habe nicht begriffen, wie sich die Verhältnisse änderten. Das ist eine Halbwahrheit. Sie haben insofern recht, als die Initiative nicht einen Quadratmeter wegnimmt. Aber die Verhältnisse sind heute so, dass wir Kasernen in den Städten haben, und wir können auf diesen Kasernenhöfen kein Gefechtsexerzieren durchführen. Hier muss man ganz klar sagen, dass für die Zukunft die Armee durch die

Bevölkerungszunahme, durch das andere Freizeitverhalten der Bevölkerung genötigt ist, nach Alternativen zu suchen. Entsprechend braucht es auch eine gewisse Flexibilität.

Meine dritte Bemerkung betrifft die Gegenvorschläge. Hier möchte ich einfach die Feststellung machen, dass bei beiden Gegenvorschlägen, die aus der Sicht der Kommissionsmehrheit gutgemeint sind, der Wortlaut gar nicht befriedigt. Es stellt sich z. B. in bezug auf Absatz 3 von Artikel 164 Militärorganisation, der ja ein Schlüsselartikel ist, die Frage, ob diese Gesetzesbestimmung weiterhin Geltung behält. Es stellen sich noch andere Fragen, z. B. beim Antrag von Herrn Oehler, wie weit Verlegungen möglich sind. Hier gibt der Vorschlag Borer Roland eine gewisse Antwort. Nach Geschäftsverkehrsgesetz besteht zwar die Möglichkeit, im Plenum einen Gegenvorschlag einzubringen. Beide Anträge – es geht um Verfassungsrecht – leiden aber darunter, dass sie in den Kommissionen und im Bundesrat nicht geprüft werden konnten.

Ich kann deshalb keine Kommissionserklärung abgeben, sondern nur eine persönliche Beurteilung. Die Frage ist, ob und wie weit im Ständerat, vielleicht unter besseren Bedingungen, der Inhalt der Gegenvorschläge noch ausgeleuchtet werden kann. Diese Frage möchte ich offenlassen.

Noch eine allerletzte Bemerkung. Die bin ich als einer, der recht viel Militärdienst geleistet hat, meinen Leuten, die mit mir im Militärdienst schöne und weniger schöne Stunden verbracht haben, schuldig. Ich finde es nicht ganz fair, wenn ein Gegensatz zwischen Umwelt und Armee kreiert wird. Ich habe auch schon schlechte Beispiele erlebt: wo die Truppe abgezogen ist, ohne aufzuräumen. Das ist eine Schweinerei, Entschuldigung; man soll mich kritisieren. Aber ich habe auch schon mit meinen eigenen Soldaten, mit der Truppe, zweimal bei der Schneeschmelze im Urserental zivile Abfälle aufräumen müssen. Also hören wir doch auf, hier einen Gegensatz zwischen Armee und Umwelt zu kreieren! Es ist ein allgemeines Problem, ein Gegensatz zwischen der Gesellschaft und der Umwelt, ob die Leute nun Uniform tragen oder nicht. Dort müssen wir zur Lösung ansetzen.

Diese Korrektur lag mir einfach am Herzen. Sonst klagen wir da Leute an, die zwar vielleicht Fehler gemacht haben, aber die Problematik geht viel weiter.

Abschliessend weise ich nochmals darauf hin: Die Mehrheit der Kommission lehnt die Initiative ab.

M. Leuba, rapporteur: Je remercie les orateurs qui sont intervenus et qui, dans la passion qu'ils ont mis dans leurs interventions, montrent que ce sujet leur tient à coeur. J'espère ne vexer personne en disant que je n'ai pas trouvé dans les propos qui ont été tenus une originalité absolument bouleversante.

J'aimerais revenir rapidement sur trois interventions. La première c'est – me semble-t-il – pour corriger une erreur. On dit qu'avec «Armée 95» les effectifs vont être réduits, Mme Hollenstein l'a notamment dit. Cela est vrai mais pas au niveau des écoles de recrues. Ils vont être réduits en raison de la limitation de l'âge des militaires, mais le nombre de militaires à former ne va pas diminuer. Il ne diminuera qu'en raison de la baisse des naissances, mais pas en fonction des besoins de l'armée. Par conséquent, les places d'armes connues comme places d'instruction auront toujours le même rôle à jouer.

La deuxième remarque, je l'adresserai à M. Gross Andreas. J'ai été frappé, Monsieur Gross, par votre besoin irréfutable d'expliquer aux autres ce qui serait bien pour eux. Que vous pensiez que telle ou telle thèse est bonne pour vous, je veux bien, mais que vous expliquiez au Département militaire fédéral ce qui serait bien pour lui, non, laissez-le faire ce travail! Je crois que c'est le respect que nous devons avoir les uns pour les autres. Que chacun estime ce qui est bien pour lui. Tout ce qui est excessif – vous le savez – est inexistant et votre attaque m'a rappelé ce principe tout à fait sage. J'aimerais néanmoins vous remercier, parce que comme Mme Misteli, vous avez très clairement montré que cette initiative est un cheval de bataille contre l'armée, les choses sont ainsi beaucoup plus claires et nous pourrions aussi en faire état lors de la campagne.

En ce qui concerne la troisième intervention qui recoupe celle de M. Rechsteiner et celle de M. Rebeaud, le rapporteur de

langue allemande a expliqué que votre interprétation, Monsieur Rebeaud, est exactement contraire à celle des initiants, et à celle de M. Rechsteiner également. Personnellement, je ne sais laquelle est la bonne mais je constate en tout cas que, devant ce texte, il n'y a pas d'interprétation sûre, puisque vous tirez des conclusions diamétralement opposées à celles des initiants. Cela confirme les critiques que nous adressons au texte même, qui n'est pas clair et qui laisse un grand espace dans le vague.

Quant à la motion de Mme Haering Binder, j'aimerais rappeler ici que la commission l'a repoussée par 18 voix contre 7 c'est-à-dire à une majorité évidente, notamment par le fait que ce Parlement a constamment voté les crédits pour la place de Neuchâten-Anschwilen, ainsi que le crédit pour construire une balustrade de manière à permettre la poursuite des travaux. Actuellement, après avoir voté le crédit et payé la balustrade, vous voulez arrêter les travaux! Maintenant, si après avoir voté les crédits vous venez dire: on arrête les travaux, je pense que ce Parlement ne se distinguera pas par une grande cohérence dans ses décisions.

Enfin, le contre-projet. La commission n'en a pas discuté. On peut néanmoins déduire du fait qu'elle n'en a pas proposé qu'elle a admis le point de vue du Conseil fédéral, en ce sens il n'était pas utile, dans ce cas, d'en proposer un. L'intérêt d'un tel contre-projet pourrait être d'obtenir le retrait de l'initiative, mais je vous laisse imaginer si nous avons des chances d'obtenir un tel retrait! Je crois que poser la question c'est y répondre. Par conséquent, l'intérêt de ce contre-projet me paraît très limité. A titre personnel, je dirai que j'ai les plus grands doutes quant à son texte. En tout cas, le texte de M. Oehler et même celui de M. Borer Roland ne me paraissent pas sûrs et mériteraient d'être examinés à la loupe pour voir ce qui se cache derrière.

En réalité, nous faisons du droit constitutionnel, nous voulons inscrire quelque chose dans la constitution, nous ne pouvons pas, le jour même où nous débattons de ce projet, présenter encore un texte. Cela ne me paraît pas un travail très sérieux. Je crois que ce n'est pas ainsi que l'on établit des dispositions constitutionnelles. Il me semble que la situation est relativement claire. Le Conseil des Etats est la deuxième Chambre, il aura le temps à la fois d'examiner le texte de ce contre-projet et de s'interroger s'il est opportun de l'opposer à l'initiative. C'est la raison pour laquelle il me paraît que la décision sage consiste à éliminer ce contre-projet et ainsi le Conseil des Etats aura le temps de l'examiner et de voir s'il veut en introduire un et sous quelle forme, avec des textes qui soient élaborés et qui ne prêtent pas le flanc à la discussion. C'est la raison pour laquelle, en interprétant le silence de la commission, je vous propose de rejeter les deux propositions de contre-projets et de recommander au peuple le rejet de l'initiative.

Bundesrat Villiger: Der Bundesrat sieht kein Bedürfnis für mehr als 40 Waffenplätze. Deshalb sind 40 Waffenplätze in der Tat genug. Aktiver Umweltschutz ist auch für das EMD und die Armee ein echtes Anliegen. Deshalb ist Umweltschutz beim Militär auch für den Bundesrat ein legitimes Erfordernis. In diesem Sinne sagt der Bundesrat durchaus ja zum Titel der Initiative.

Er lehnt aber den Inhalt dieser Initiative ab. Das ist kein Widerspruch. Der Titel umschreibt nämlich nicht, was das Begehren tatsächlich will. Ich fühle mich fast versucht zu sagen: Der Titel ist eine Art Mogelpackung. Niemand möchte die Kinder in einem Land ausbilden lassen, das es per Verfassung verbietet, Schulhäuser auszubauen, zu ersetzen und an neue Bedürfnisse anzupassen. Aber genau darauf hinaus läuft in gewisser Weise das «Kleingedruckte» dieser Initiative im Hinblick auf die Ausbildung der Armee.

Die «Armee 95» wird ein multifunktionales Instrument der Sicherheitspolitik, des Krisenmanagements werden, und deshalb wird der Stellenwert der modernen Ausbildung noch zusätzlich steigen.

Es braucht keine Initiative, damit das EMD keine neuen Waffenplätze mehr baut. Für mehr als 40 Waffenplätze besteht weder heute noch in absehbarer Zukunft ein Bedürfnis, und es gibt auch keine Pläne für zusätzliche Waffenplätze. Denkbar ist

sogar – ich möchte das ganz vorsichtig sagen – die Aufhebung des einen oder anderen Waffenplatzes, der besonders ungünstig gelegen ist.

Was aber im Interesse des Ausbildungsstandes der Armee und auch im Interesse des einzelnen Wehrmannes möglich bleiben muss, ist die Ersatzbeschaffung für aufgegebenen Waffenplätze oder für solche, die der Agglomeration weichen müssen, ist auch die Erweiterung respektive Modernisierung der Anlagen innerhalb der bestehenden Waffenplätze und ist die Anpassung der bestehenden Waffenplätze an neue Bedürfnisse.

Eine Analyse des Initiativtextes macht klar, dass die Initiative es sehr erschwert und teilweise sogar verunmöglicht, Ausbildungsanlagen und Truppenunterkünfte ständig den heutigen Erfordernissen anzupassen. So will sie – das zeigt das Beispiel St. Gallen – Ersatzbauten ausschliessen. Die Verdrängung der Kaserne St. Gallen aus der Agglomeration heraus belegt dies, und ein Verbot für Realersatz läuft natürlich langfristig auf einen Abbau heraus.

Niemand will Kasernen zu Erstklasshotels ausbauen. Trotzdem möchten wir aber den Armeeangehörigen von heute einigermaßen zeitgemässe Lebensbedingungen bieten. Waffen und Geräte werden immer komplizierter. Sie werden immer technologischer. Ausbildung arbeitet längst mit Übungshilfen wie etwa Simulatoren. Damit lässt sich die Sicherheit steigern und die Umweltbelastung reduzieren. Armee- und Ausbildungsanlagen müssen mit diesen Entwicklungen ständig Schritt halten können. Das hat zur Folge, dass die Ausbildungsanlagen angepasst werden müssen. Es darf nicht sein, dass die Armeeangehörigen von morgen auf Anlagen von vorgestern ausgebildet werden müssen.

Bei den Schiess- und Übungsplätzen wäre die Lage noch prekärer. Immer wieder müssen aus den verschiedensten Gründen alte Vertragsplätze aufgegeben werden; wenn diese Plätze nun nicht mehr ersetzt werden dürfen, bleibt der Armee nichts anderes übrig, als die verbleibenden Plätze stärker zu nutzen oder mehr oder weniger auf privates Gelände auszuweichen.

Die Ausbildungsmenge in der Armee richtet sich nicht nach den vorhandenen Übungsplätzen. Das wäre das Pferd am Schwanz aufgezäumt; die Ausbildungsmenge richtet sich vielleicht nach dem Bedarf an Ausbildung in der Armee. Wenn nun im Verlauf der Jahre die zur Verfügung stehende Fläche verkleinert wird, intensiviert sich einfach die Nutzung auf den verbleibenden Plätzen. Damit wird die Belastung der dortigen Anwohner grösser. Auch Umnutzungen, die im Interesse der Öffentlichkeit vorgenommen werden sollen, wären nicht mehr möglich. Ich denke hier an Dübendorf. Das EMD kann das Kasernenareal, das man für ein Altersheim brauchen möchte, nicht mehr einfach freigeben, wenn man nirgendwo mehr eine Ersatzkaserne bauen darf. Ähnliches gilt für den Ersatz der Kaserne im Zentrum von Frauenfeld.

Wir unternehmen grosse Anstrengungen, um die Ausbildung zu modernisieren. Die «Armee 95» wird vermehrt Spezialisierungen bringen, und Armeeausbildung kann nicht anders reagieren als die Ausbildung im zivilen Bereich, als die Erwachsenenbildung. Sie muss nämlich den Unterricht optimieren. Sie muss zeitgemässe Einrichtungen haben, und sie muss möglichst kleine Klassen bilden. Deshalb bedeutet eine kleinere Armee nicht einfach weniger Ausbildungsanlagen und auch nicht veraltete Ausbildungsanlagen.

Ich gebe zu – dieses Problem hat Herr Rebeaud angedeutet –, dass die Folgen der Initiative im Moment nicht genau überblickbar sind. Viele Begriffe sind sehr unbestimmt und auslegungsbedürftig; deshalb sehe ich jetzt schon voraus, dass im Falle einer Annahme dieser Initiative die Auseinandersetzung auf der Stufe der Gesetzgebung ebenso hektisch wie heute entbrennen müsste. Aus den Ausführungen der Initiativbefürworter geht aber klar hervor, dass man langfristig den Übungsraum der Armee bewusst einengen will. Ich sage aber ehrlicherweise auch, dass die Ausführungen der Initiativbefürworter für die spätere Interpretation natürlich nicht allein-sigmachend sein werden.

Ich möchte einige Bemerkungen zum Umweltschutz in der Armee machen: Da wird heute schon viel unternommen, und ich

darf Ihnen sagen, dass das auch mein persönliches Anliegen ist, und zwar nicht nur, weil es nötig ist, sondern auch, weil alle, die im EMD damit zu tun haben, es gerne tun.

Die Armee ist keineswegs die grosse Umweltsünderin, als die man sie hier hingestellt hat. Ich darf einige Beispiele aufzählen: Wir waren die erste Armee auf der Welt, die Katalysatorfahrzeuge einfuhrte. Eine wissenschaftliche Untersuchung des Geographischen Institutes der Universität Bern zeigt auf, dass die militärbedingte Belastung auf gesamtschweizerischer Ebene gegenüber der zivilen Belastung im Umweltbereich äusserst gering ist. Eine Untersuchung der Vogelwarte Sempach hat ergeben, dass beispielsweise auf dem Areal des Waffenplatzes Thun ein Brutgebiet von nationaler Bedeutung entstanden ist, das es sonst nicht gäbe. Dank vieler Waffenplätze sind an vielen Orten schöne Grünflächen erhalten geblieben. Ich weiss nicht, wo überall heute Ueberbauungen stehen würden, wo jetzt Waffenplätze ein Gebiet auch für das Publikum offengehalten haben. Diese pauschalen Vorwürfe muss ich zurückweisen.

Ich darf vielleicht eine Bemerkung an Frau Hollenstein richten. Sie hat meine Mitarbeiter wegen der Gespräche mit dem Naturschutzbund St. Gallen sehr kritisiert. Von den 90 Forderungen, die der Naturschutzbund gestellt hat, werden wir den weitaus grössten Teil realisieren können. Ob es 75 oder 80 Positionen sind, kann ich heute noch nicht genau sagen. Naturschutzfachleute haben uns bestätigt, dass das Gebiet Breitfeld-Neuchlen-Anschwilen mit dem Waffenplatz natur- und landschaftsschützerisch aufgewertet werden wird, und zwar um sehr viel mehr aufgewertet wird, als wenn dort keine Kaserne zu stehen kommt, das kann ich Ihnen jetzt schon sagen. Ich muss betonen, dass der Abbruch der Gespräche nicht von uns aus kam. Ich will diesen Abbruch nicht qualifizieren, will aber kein Hehl daraus machen, dass mich die Gesprächsunbereitschaft von Leuten, die nach dem Prinzip «Alles oder nichts» Gespräche führen wollen, natürlich nicht unbedingt nur positiv berührt.

Im Raumplanungsbereich arbeitet das EMD mit dem Bundesamt für Raumplanung eng zusammen. Auch die Kantone werden frühzeitig beigezogen. Im Gewässerschutz gilt das gleiche, im Natur- und Heimatschutz auch.

Es ist nicht sinnvoll, dass die Initiative in diesen Bereichen die Militärbauten den Zivilbauten gleichstellen will und dass solche Vorhaben zusätzlich die kantonalen und kommunalen Bewilligungs- und Rechtsmittelverfahren durchlaufen müssen. Immerhin ist das Parlament, sind Sie, die oberste demokratische Instanz in diesem Lande. Sie und Ihre Kommission können vor der Genehmigung solcher Projekte jederzeit überprüfen, ob die gesetzlichen, umweltschützerischen, raumplanerischen und anderen Auflagen eingehalten werden. In diesem Parlament sind ja auch jene Kreise vertreten, für die beispielsweise der Umweltschutz ein besonderes Anliegen darstellt. Wenn jemand trotzdem diesen komplizierten Instanzenweg fordert, muss er sich den Verdacht gefallen lassen, es gehe ihm wahrscheinlich letztlich darum, durch Verzögerungen und Komplizierung des Verfahrens militärische Bauten nach Möglichkeit zu verhindern.

Wie bei anderen Aufgaben von nationaler Bedeutung muss die Kompetenz zur Erfüllung dieser Aufgaben bei den verantwortlichen Gemeinwesen liegen, und diese sind natürlich auch demokratisch abgestützt. Dies ist beispielsweise der Fall bei Anlagen der Energieversorgung, bei Eisenbahnanlagen, bei Nationalstrassen und bei zivilen öffentlichen Flugplätzen. Die Landesverteidigung ist ja gerade eine primäre Aufgabe des Bundes. Der Bund muss daher über die Mittel verfügen, um die erforderlichen Anlagen zweckmässig zu errichten. Auch die militärische Geheimhaltung für unsere Anlagen könnte nicht wie bisher gewährleistet werden, weil die zivilen Baubewilligungsverfahren die öffentliche Planaufgabe vorsehen. Stellen Sie sich einmal den Soldaten in einem Bunker vor, der im Ernstfall in einer solchen Anlage Dienst leisten muss und weiss, dass die Pläne dieser Anlage in einem Bewilligungsverfahren öffentlich aufgelegt worden sind und damit jedem potentiellen Aggressor bekannt sind!

Der Ausgangspunkt für diese Initiative ist die Ersatzkaserne für die alte Kaserne St. Gallen, dieses berühmte Neuchlen-

Anschwilen. Hier entsteht nicht der 41. Waffenplatz, sondern ein bestehender Waffenplatz wird teilweise an einen neuen Ort verlegt. Das ist schlicht und einfach der Ersatz für den Standort St. Gallen, der wegen der Stadtentwicklung aufgegeben werden musste. Das hat Herr Oehler bereits ausgeführt.

Ich glaube, diese unzumutbaren Provisorien und vor allem die für die Rekruten unzumutbar gewordenen Transportwege sollte man jetzt endlich einmal aufheben können. Dieses Projekt wurde vom Parlament mehrfach mit eindeutigen Mehrheiten beschlossen. Ich will es deshalb nicht noch einmal beschreiben.

Die Initiative will aber, dass alle Bauten auf dem Gebiet von Neuchlen-Anschwilen wieder abgerissen werden. Initiativen mit solchen Rückwirkungsklauseln scheinen mir rechts- und staatspolitisch überaus bedenklich, weil sie ein grosses Mass an Rechtsunsicherheit schaffen. Mit solchen Initiativen können Sie praktisch die gesamte staatliche Tätigkeit zum Erliegen bringen. Die Behörden können dann in vielen Bereichen ihre verfassungsmässig legitimierte Pflicht nicht mehr erfüllen. Ich gebe auch zu, dass andere Kritiker in gewisser Weise recht hatten: Die Einheit der Materie ist nicht über alle Zweifel erhaben. Trotzdem hat der Bundesrat die Gültigkeit der Initiative bejaht. Die Praxis war in diesem Land immer äusserst grosszügig. Sie wissen, dass es für Verfassungsänderungen keine materiellen Schranken gibt. Im Zweifel entscheidet sich der Bundesrat für die Demokratie, und ich meine, dass dieses Land in seiner langen Geschichte mit diesem Grundsatz nicht schlecht gefahren ist. Deshalb sind die Forderungen dieser Initiative verfassungsmässig zulässig. Es ist aber rechtlich völlig klar, dass diese Initiative aus staatspolitischen Gründen keine Vorwirkung haben kann, dass sie also keinen Baustopp bewirken kann.

Der Bundesrat sah sich in einem schwierigen Dilemma, wenn ich das ehrlicherweise so ausdrücken darf. Er hat einerseits den mehrfach bestätigten Bauauftrag des Parlamentes zu erfüllen – Sie haben auch mit einem Kredit für Sicherheitsmassnahmen diesem Baubeginn zugestimmt –, auf der andern Seite ist sich der Bundesrat im klaren, dass sofort bei Baubeginn der Vorwurf kommen muss, man würde schon auf Vorrat den allfälligen Volkswillen missachten und kostspielige Abbrucharbeiten in Kauf nehmen.

Der Bundesrat hat sich aus grundsätzlichen Erwägungen und gemäss Auftrag des Parlamentes entschieden, mit diesem Bau zu beginnen. Er hat aber gleichzeitig beschlossen, die Botschaft zur Initiative möglichst rasch vorzulegen. Ich darf hier sagen, dass die Botschaft für helvetische Verhältnisse in Rekordzeit entstanden ist. Der Bundesrat will auch die Volksabstimmung möglichst rasch anberaumen, damit in Neuchlen-Anschwilen eben nicht ein irreversibler Zustand entsteht.

Der Bundesrat hat dieses Versprechen eingehalten. Ich bin Ihrer Kommission und Ihnen sehr, sehr dankbar, dass auch Sie bei diesem Zeitplan mitspielen.

Sie wissen, dass die Bauarbeiten von den Waffenplatzgegnern erheblich behindert worden sind, aber dank den verschiedenen Schutzmassnahmen konnten die Bauten bisher trotzdem programmgemäss weitergeführt werden. Ich habe mit Befriedigung zur Kenntnis genommen, dass die Opponenten vom brachialen Widerstand auf dem Baugelände abgelassen haben. Wir konnten daher den Schutzzaun – das haben wir gerne getan – und die Sicherheitsmassnahmen, die als Reaktion auf die Behinderung nötig waren, wieder abbauen.

Der Bundesrat wird die Volksabstimmung schon im September dieses Jahres durchführen können, sofern der Ständerat diesen raschen Entscheidungsrhythmus miteinhält.

In diesem Sinne ist der Bundesrat bereit, das Postulat der Kommission entgegenzunehmen.

Weil das nun sehr rasch geht, würde es wahrscheinlich von vielen Bürgern nicht verstanden, wenn wir in der kurzen verbleibenden Zeit noch die Bauarbeiten an der eigentlichen Kaserne in Angriff nähmen. Wir werden deshalb den eigentlichen Kasernenbau bis nach der Abstimmung zurückstellen und die Bauarbeiten in den kommenden Monaten auf die Erschliessung von Nebenanlagen, vor allem auch im Breitfeld, konzentrieren. Wir meinen, dass die daraus resultierende Bauverzögerung vertretbar sei.

Ich bin der Meinung, die hier schon geäussert wurde, dass nicht jede kritische Initiative sofort zur Abschaffung der ganzen Armee führt. Trotzdem hielt ich die Folgen dieser Initiative für die Armee für äusserst gravierend. Ich wehre mich deshalb ganz eindeutig und klar dagegen, dass die Armee Schaden erleidet, indem man ihr die Zukunftsentwicklung erschwert und verbaut. Unsere Soldaten haben ein Recht auf moderne Mittel in der Ausbildung, auf moderne Unterkünfte. Ich wehre mich auch dagegen, dass dem Bund die Mittel entzogen werden, um seine ureigentlichen Aufgaben effizient erfüllen zu können. Und ich wehre mich dagegen, dass im Bereich der Landesverteidigung höhere Hürden aufgebaut werden als bei anderen Aufgaben des Bundes.

Ich möchte noch einige Bemerkungen zu den Gegenvorschlägen der Herren Oehler und Borer Roland machen.

Der Bundesrat hat von einem Gegenvorschlag abgesehen: Erstens will er die Kaserne bauen. Also ist schon in diesem Bereich ein Gegenvorschlag nicht möglich. Zweitens will er zwar nicht mehr als 40 Waffenplätze – das habe ich hier gesagt –, aber er glaubt, dass so etwas nicht in eine Verfassung gehört, dass es nicht Verfassungsrang hat. Der Bundesrat hält drittens auch die Anliegen der Umwelt, die er sehr ernst nimmt, für genügend gesichert.

Ich lasse gegenwärtig prüfen, ob wir eine Begrenzung auf 40 Waffenplätze beispielsweise auf Gesetzesstufe festlegen könnten. Ich gehe davon aus, dass das möglich ist, und wir würden Ihnen einen solchen Antrag dann anlässlich der Revision der MO vorlegen, die Ihnen wegen «Armee 95» unterbreitet wird. Das wird etwa in einem Jahr der Fall sein.

Eine erste summarische Analyse des Antrags Oehler ergibt ungefähr folgendes: Die Begrenzung der Anzahl Waffenplätze und Flugplätze entspricht dem politischen Willen des Bundesrates. Beide Texte haben den Mangel, dass die kantonalen Waffenplätze nicht erwähnt worden sind.

Der Text des Antrags Borer Roland würde uns quasi zwingen, bei 40 Waffenplätzen zu bleiben, obschon wir vielleicht einmal auf 39 gehen könnten. Aber die Begrenzung drückt immerhin doch den politischen Willen des Bundesrates aus. Dieser Wille des Bundesrates, keine weiteren Waffenplätze zu bauen, kommt auch im Armeeleitbild, das wir der Öffentlichkeit ungefähr Mitte Februar zuleiten werden, zum Ausdruck. Dort werden Sie dann die entsprechenden Bemerkungen finden.

Bei beiden Gegenvorschlägen bleibt die Anpassung der Waffenplätze an moderne Gegebenheiten möglich. Die Interpretation des Textes sollte auch beim Antrag von Herrn Oehler eine Ersatzbeschaffung ermöglichen; im Antrag von Herrn Borer wird dies ausdrücklich erwähnt, was natürlich etwas sicherer ist.

Die Bindung an die eidgenössische Gesetzgebung ist unseres Erachtens heute gegeben; hier wird sie ausdrücklich erwähnt. Aber die grossen Probleme mit dem föderalistischen Bewilligungsverfahren und der Geheimhaltung entfallen im Vergleich zur Initiative, und die Kaserne in Neuchlen-Anschwilen könnte gebaut werden.

Wenn diese Interpretationen zutreffen, dann entspricht die politische Substanz beider Gegenvorschläge der Politik des Bundesrates. Ich habe hier lediglich drei Einwände:

1. Ich habe es schon gesagt: Die Festlegung der Anzahl der Waffenplätze hat eigentlich keinen Verfassungsrang.

2. Die Formulierungen bedürfen noch der eingehenderen Analyse, vor allem auch in bezug auf die Konsequenzen des Absatzes 3. Das könnte aber gegebenenfalls noch in der ständerätlichen Kommission geschehen.

3. Es wäre natürlich politisch problematisch, wenn die Schaffung eines Gegenvorschlages, z. B. durch Differenzbereinigungen, zu einer Verzögerung im Ablauf auch der Volksabstimmung führen würde.

Wenn Sie in der Verfassung eine Garantie wollen, dass nicht mehr als 40 Waffenplätze existieren dürfen, dann ist der Gegenvorschlag sicher das bessere Instrument als die Initiative.

Der Bundesrat selber hat eine klare Ablehnung der Initiative vorgezogen. Ob Sie mit dem Gegenvorschlag dem Bürger, der der Armee wohlgesinnt ist und deren Erneuerungsbedürfnisse anerkennt – der aber trotzdem den Uebungsraum der Armee politisch begrenzen möchte –, eine politisch tragfähige

Alternative bieten können, müssen Sie als Politiker selber entscheiden. Ich selber wehre mich nicht mit aller Vehemenz dagegen, obschon ich persönlich in solchen Situationen meistens klare Abstimmungssituationen vorziehen würde. Der Bundesrat hat das nicht behandelt; deshalb kann ich Ihnen dazu keine bundesrätliche Meinung äussern. Ich bitte Sie, die Initiative im Interesse der Ausbildungsbedürfnisse der Armee und der Wehrmänner abzulehnen.

M. Rebeaud: Je constate qu'à ma question de tout à l'heure deux réponses différentes ont été données par les rapporteurs de la commission et par le Conseil fédéral. Les rapporteurs s'en réfèrent au procès-verbal et à l'audition des auteurs de l'initiative. Ils donnent du terme «agrandissement» une définition extrêmement extensive qui va jusqu'au blocage total, même des transformations intérieures. Le Conseil fédéral admet qu'il faudra discuter sur l'interprétation du terme. Je trouve que la position du gouvernement est plus prudente, parce que je suis convaincu que, si l'initiative est acceptée, vous en reviendrez à une définition plus souple du terme «agrandir», de manière à ne pas empêcher les nécessaires modernisations des installations. Il serait souhaitable que, en vue de la future campagne, vous ne vous enfermiez pas, si vous êtes opposés à l'initiative, dans des interprétations que vous serez forcés de démentir par la suite.

Frau Haering Binder, Sprecherin der Minderheit: Ich möchte die Ausführungen von Herrn Bundesrat Villiger in einem Punkt korrigieren. Der Antrag von Herrn Oehler ist weiter gehend, als ihn Herr Villiger verstanden hat. Er umfasst nicht nur die Zielsetzungen der Umweltgesetzgebung und der Raumplanung, sondern ebenso die Verfahren und damit auch die Mitwirkungsrechte des einzelnen und der Organisationen. Das ist ja das Positive an Herrn Oehlers Vorschlag.

M. Leuba, rapporteur: M. Rebeaud ne m'a pas bien compris. J'ai dit très clairement que l'interprétation que vous et M. Rechsteiner avez donnée ne concorde pas du tout avec celle des initiants, et que, personnellement, je ne me prononce pas sur la véritable interprétation. Cela confirme en tout cas le caractère nébuleux du texte de l'initiative.

Eintreten ist obligatorisch
L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Hollenstein, Carobbio, Gross Andreas, Haering Binder, Ledergerber, Meier Hans)

...., die Initiative anzunehmen.

Antrag Oehler

Die Bundesverfassung wird wie folgt ergänzt:

Art. 22 Abs. 3–5 (neu)

Abs. 3

Der Bund hat mit 40 Waffenplätzen sowie den vorhandenen Flugplätzen auszukommen.

Abs. 4

Die bestehenden Plätze können, sofern es die Verhältnisse erfordern, aus- sowie umgebaut und/oder erweitert werden.

Abs. 5

Bau und Betrieb militärischer Anlagen richten sich nach der eidgenössischen Gesetzgebung über den Schutz der Umwelt, die Raumplanung sowie die Baupolizei.

Antrag Borer Roland

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative zu verwerfen und den folgenden Gegenvorschlag anzunehmen:

Die Bundesverfassung wird wie folgt ergänzt:

Art. 22 Abs. 3–5 (neu)

Abs. 3

Der Bund verfügt über 40 Waffenplätze sowie die am 31. Dezember 1991 bestehenden Militärflugplätze.

Abs. 4

Die bestehenden Waffen- und Militärflugplätze können durch Neuanlagen ersetzt sowie ausgebaut, umgebaut und/oder erweitert werden.

Abs. 5

Bau und Betrieb militärischer Ausbildungsanlagen richten sich nach der eidgenössischen Gesetzgebung über den Schutz der Umwelt, die Raumplanung sowie die Baupolizei.

Art. 2

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Hollenstein, Carobbio, Gross Andreas, Haering Binder, Ledergerber, Meier Hans)

.... d'accepter l'initiative.

Proposition Oehler

La Constitution fédérale est complétée comme il suit:

Art. 22 al. 3–5 (nouveaux)

Al. 3

La Confédération se contentera de 40 places d'armes ainsi que des aérodromes existants.

Al. 4

Les places d'armes et aérodromes existants pourront, s'il y a lieu, être aménagés, transformés ou agrandis.

Al. 5

La construction et l'exploitation des installations militaires sont régies par la législation fédérale sur la protection de l'environnement, l'aménagement du territoire et la police des constructions.

Proposition Borer Roland

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet ci-après:

La Constitution fédérale est complétée comme il suit:

Art. 22 al. 3–5 (nouveaux)

Al. 3

La Confédération dispose de 40 places d'armes ainsi que des aérodromes militaires existants.

Al. 4

Les places d'armes et aérodromes existants pourront être remplacés par de nouvelles installations. Ils pourront également être aménagés, transformés ou agrandis.

Al. 5

La construction et l'exploitation des installations militaires affectées à l'instruction sont régies par la législation fédérale sur la protection de l'environnement, l'aménagement du territoire et la police des constructions.

Abstimmung – Vote

Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire

Für den Antrag Oehler

76 Stimmen

Für den Antrag Borer Roland

59 Stimmen

Zweite, namentliche Eventualabstimmung – Deuxième vote préliminaire, par appel nominal

Für den Antrag der Mehrheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la majorité:

Aubry, Baumberger, Berger, Bezzola, Bischof, Blatter, Bonny, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Bühler Simeon, Bürgi, Camponovo, Chevallaz, Cincera, Columberg, Comby, Couchepin, Daepp, Darbellay, David, Deiss, Dettling, Dormann, Dreher, Ducret, Dünki, Eggly, Engler, Epiney, Eymann Christoph, Fasel, Fehr, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Walter, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giger, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Guinand, Gysin, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hildbrand, Iten Joseph, Jäggi Paul, Keller Anton, Keller Rudolf, Kern, Kühne, Leu Josef, Leuba, Loeb François, Luder, Maspoli, Mauch Rolf, Maurer, Miesch, Moser, Mühlemann, Müller, Nabholz, Narbel, Neuenschwander, Oehler, Perey, Philipona, Pidoux, Pini, Poncet, Raggenbass, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmidhalter, Schmied Walter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spoerry, Stalder, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steinemann, Stucky, Theubet, Tschopp, Tschuppert Karl, Vetterli, Wanner, Wick, Wittenwiler, Wyss, Zölch, Zwahlen

(111)

Für den Antrag der Minderheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la minorité:

Aguet, Bär, Baumann, Bäumlin, Béguelin, Bircher Silvio, Bodenmann, Borel François, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühlmann, Bundi, Carobbio, Danuser, de Dardel, Diener, Duvoisin, Eggenberger, Fankhauser, von Felten, Gardiol, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Hämmerle, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Jöri, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Ernst, Maeder, Mauch Ursula, Meier Hans, Misteli, Rebeaud, Rechsteiner, Robert, Ruffy, Sieber, Spielmann, Steiger, Thür, Tschäppät Alexander, Vollmer, Wender Hansjürg, Wiederkehr

(55)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Marti Werner, Meyer Theo, Schmid Peter, Züger

(4)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:

Allenspach, Aregger, Binder, Bircher Peter, Blocher, Bühler Gerold, Caccia, Caspar, Cavadini Adriano, Cotti, Etique, Frey Claude, Giezendanner, Gobet, Hess Peter, Jenni Peter, Leuenberger Moritz, Maitre, Mamie, Matthey, Meier Samuel, Rutishauser, Scheidegger, Stamm Judith, Strahm Rudolf, Suter, Ziegler Jean, Zisyadis, Zwygart

(29)

Präsident Nebiker stimmt nicht

M. Nebiker, président, ne vote pas

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit

106 Stimmen

Für den Antrag Oehler

39 Stimmen

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

105 Stimmen

Dagegen

53 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Ad 91.051

Postulat der Kommission

Volksinitiative «40 Waffenplätze sind genug».

Abstimmungsdatum

Postulat de la commission

Initiative populaire «40 places d'armes, ça suffit!».

Date de la votation

Wortlaut des Postulates vom 7. Januar 1992

Der Bundesrat wird eingeladen, die Behandlung der Initiative derart zu beschleunigen, dass die Volksabstimmung spätestens auf den 27. September 1992 angesetzt werden kann.

Texte du postulat du 7 janvier 1992

Le Conseil fédéral est invité à faire en sorte que l'initiative puisse être soumise en votation populaire au plus tard le 27 septembre 1992.

Ueberwiesen – Transmis

Ad 91.051

Motion der Kommission (Minderheit)

Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen.

Baustopp

Motion de la commission (minorité)

Place d'armes Neuchlen-Anschwilen.

Suspension de la construction

Wortlaut der Motion vom 7. Januar 1992

Der Bundesrat wird beauftragt, für das Projekt Neuchlen-Anschwilen einen Baustopp zu verfügen bis zum Vorliegen des Abstimmungsergebnisses über die Volksinitiative «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär».

Texte de la motion du 7 janvier 1992

Le Conseil fédéral est chargé de suspendre la construction du projet Neuchlen-Anschwilen jusqu'à ce que les résultats de la votation sur l'initiative populaire «40 places d'armes, ça suffit! – L'armée doit aussi se soumettre à la législation sur la protection de l'environnement» soient connus.

Unterzeichner – Signataires: Haering Binder, Carobbio, Gross Andreas, Hollenstein, Hubacher, Ledergerber, Meier Hans (7)

Frau **Haering Binder**, Sprecherin der Minderheit: Es freut mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich die Motion der Kommissionsminderheit zurückziehen kann. Ich tue dies auf der Grundlage der Ausführungen von Herrn Bundesrat Villiger, wonach mit dem Bau der Kaserne nicht vor dem Abstimmungstermin begonnen werden soll. Es freut mich, dass damit das EMD und der Bundesrat unseren langjährigen Forderungen, für die wir im Rat, aber auch draussen auf dem Feld eingestanden sind, nachgekommen sind. Ich denke, es ist auch ein Zeichen dafür, dass selbst sie mit der Zustimmung der Bevölkerung zu dieser Initiative rechnen.

Zurückgezogen – Retiré

40 Waffenplätze sind genug. Volksinitiative

40 places d'armes, ça suffit! Initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	91.051
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	29.01.1992 - 15:00
Date	
Data	
Seite	96-122
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 896

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.